

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°435

JUIN 2021

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE: ASSASSINAT TÉLÉGUIDÉ D'UNE JEUNE MILITANTE DU HDP; DIPLOMATIE À L'INTERNATIONAL, DURCISSEMENT RÉPRESSIF À L'INTÉRIEUR**
- **IRAN: VICTOIRE ARRANGÉE DU CONSERVATEUR EBRAHIM RAÏSSI, ANCIEN CHEF DU JUDICIAIRE ET... MEURTRIER DE MASSE**
- **ROJAVA: INTENSE HARCÈLEMENT MILITAIRE ET NETTOYAGE ETHNIQUE TURCS, TENTATIVES DE DÉSTABILISATION DE DAMAS**
- **IRAK: LES OPÉRATIONS TURQUES CONTINUENT AU KURDISTAN, TOUJOURS DANS L'ATTENTE DU VERSEMENT PAR BAGDAD DE SON BUDGET**

TURQUIE

ASSASSINAT TÉLÉGUIDÉ D'UNE JEUNE MILITANTE DU HDP; DIPLOMATIE À L'INTERNATIONAL, DURCISSEMENT RÉPRESSIF À L'INTÉRIEUR

La politique extérieure agressive du président turc et son virage autoritaire à l'intérieur ont provoqué l'isolement diplomatique croissant du pays... et de M. Erdoğan lui-même. La personnalisation extrême du pouvoir qu'il a instituée le fait percevoir par les Turcs comme le premier responsable de la situation économique, du chômage de masse et de la

gestion calamiteuse de la pandémie de Covid... Affaibli, isolé, ne pouvant combattre sur deux fronts, il modère maintenant ses propos à l'égard des dirigeants européens qu'il qualifiait il n'y a pas si longtemps de «nazis» ou de «malades mentaux» dans l'espoir d'un réchauffement de ses relations économiques avec l'Union européenne. ...

L'arrivée d'un nouveau locataire

à la Maison Blanche a aussi changé la donne. Donald Trump avait laissé à la Turquie le champ libre contre les Kurdes de Syrie et, après l'achat du système antiaérien russe S-400, avait en partie protégé Ankara des sanctions souhaitées par le Congrès. Contrairement à son prédécesseur, Joe Biden n'a pas hésité à critiquer la situation des droits de l'homme en Turquie, mentionnant même durant sa cam-

pagne un soutien possible à l'opposition turque. Depuis son accession au pouvoir, le seul appel qu'il ait passé à son homologue turc, le 23 avril, était pour lui annoncer la reconnaissance par les États-Unis du génocide arménien de 1915! Le message était clair. M. Erdoğan ne s'y est pas trompé: loin des envolées nationalistes qu'il affectionne, il est resté sans réaction 48 heures avant de s'exprimer, parlant sobrement d'une «reconnaissance sans fondement». Après la rencontre Biden-Erdoğan de Bruxelles, le 14 juin en marge du sommet de l'OTAN, la Maison Blanche n'a pas publié de communiqué, mais le président turc a qualifié en conférence de presse la réunion de «fructueuse et sincère», sans apporter de détails ni annoncer l'accord espéré sur la question des S-400... Le 21, revenant sur la rencontre, il a annoncé l'ouverture d'une «nouvelle ère avec les États-Unis sur une base positive et constructive»; derrière les mots, les désaccords demeurent en suspens...

Sur le plan régional, la Turquie, qui se rêvait il y a dix ans en «leader naturel» du monde sunnite, s'est finalement brouillée avec la plupart des pays arabes par son soutien aux Frères Musulmans. Elle tente maintenant des manœuvres diplomatiques de normalisation, en commençant avec l'Égypte, où elle a envoyé une délégation le 5 mai. Ankara et Le Caire n'ont plus de relations diplomatiques depuis 2013, lorsqu'Erdoğan, soutien du président islamiste Mohammed Morsi, a traité de «gangster» le maréchal Abdel Fattah Al-Sissi, qui l'avait renversé. Féroce opposée à la présence turque en Lybie, l'Égypte a profité de la visite turque pour réclamer également le retrait d'Ankara du Nord Syrien... Puis le 10 mai, le chef de la diplomatie turque, Mevlut Çavuşoğlu, s'est rendu en Arabie

Saoudite, la première visite de ce type depuis 2018 et l'assassinat à Istanbul du journaliste saoudien Jamal Khashoggi. Le chemin diplomatique semble semé d'embûches pour Ankara...

À l'intérieur, le parti présidentiel, prisonnier de son allié d'extrême-droite, le MHP, dont les voix lui sont indispensables, poursuit une répression toujours plus implacable pour étouffer toute voix dissidente...

Ainsi, le parti porteur de l'opposition la plus résolue à Erdoğan, le HDP «pro-kurde» et progressiste, dont des milliers de membres sont déjà emprisonnés, est maintenant menacé d'interdiction. Début juin, le procureur de la Cour de cassation Bekir Şahin a soumis à la Cour constitutionnelle turque une nouvelle demande de fermeture de ce parti, dont une première mouture avait été rejetée fin mars pour «vice de procédure». Le 21 juin, la Cour constitutionnelle a accepté d'ouvrir une procédure d'examen. Le document accuse le HDP d'«atteinte à l'unité de la Nation et [d']activités terroristes», des thèmes régulièrement agités par le pouvoir, qui n'a cessé d'accuser le HDP de liens avec la guérilla kurde du PKK. «Chacun doit se rendre compte que le procureur de ce procès, c'est le gouvernement lui-même», a réagi le coprésident du HDP, Mithat Sancar. Pour éviter que le HDP, comme l'avaient fait en leur temps la dizaine de partis «pro-kurdes» interdits en Turquie depuis 1993, ne se reconstitue sous un autre nom, le procureur a pris soin de demander la saisie des avoirs du parti et l'exclusion de 451 de ses membres dirigeants pour cinq ans de toute activité politique... Ceci démontre clairement qu'il s'agit d'un procès politique visant à empêcher l'alliance kurdo-pro-

gressiste en Turquie d'interdire la réélection du président en 2023 (AFP).

Pour appuyer les futures interdictions d'activités politiques, le pouvoir continue d'instrumentaliser l'appareil judiciaire. De nouvelles procédures pénales ont été lancées contre plusieurs membres du HDP, dont l'ancien député Sırrı Süreyya Önder. En début de mois, un procureur a requis cinq ans de prison contre la coprésidente du «Congrès pour une la société démocratique» (DTK), Leyla Güven, pour avoir mentionné le leader kurde emprisonné Abdullah Öcalan en l'appelant «Monsieur Öcalan». La police a aussi arrêté l'ancien co-maire de la municipalité métropolitaine de Van, Mustafa Avci, déjà démis et remplacé par un administrateur en août 2019. La semaine suivante, une cour d'appel a confirmé la condamnation de Güven à 22 ans et trois mois de prison pour «appartenance à une organisation terroriste» et «propagande». À Urfa, Sevda Çelik Özbingöl, l'avocate qui avait représenté les victimes de l'attentat de Daech à Suruç en juillet 2015, qui avait fait une trentaine de morts, a été condamnée à 11 ans de prison. Par ailleurs, 24 personnes, pour la plupart des membres du HDP, ont été arrêtées: quatre à Cizre, cinq à Van, neuf à Diyarbakir, quatre à Hakkari et deux à Istanbul. Enfin, le «procès Kobanê», visant 108 membres du HDP, s'est également poursuivi. Durant sa troisième audience, qui a pris place le 14, plusieurs des prévenus incarcérés ont accusé les responsables pénitentiaires de harcèlement et de mauvais traitements. Le lendemain, des centaines de mandats d'arrêt ont été lancés contre des membres du HDP, dont 105 à Diyarbakir.

C'est dans ce contexte extrême-

ment tendu, et après des mois de discours de haine anti-kurde et anti-HDP tenus par de nombreux responsables au pouvoir, à commencer par M. Erdoğan lui-même, qu'un homme armé membre de la milice fasciste des Loups gris, Onur Gencer, a attaqué le 17 le local du parti à Izmir. Après avoir ouvert la porte avec son fusil, il a tiré 35 balles dans le bureau, tuant une jeune militante du HDP, Deniz Poyraz, âgée de 40 ans, qui était en train de prendre son petit déjeuner. La jeune femme, qui devait se marier prochainement, était venue pour nettoyer le local en remplacement de sa mère, retenue par une petite opération chirurgicale.

Le député HDP Murat Çepni a déclaré à *Bianet* qu'il ne s'agissait pas de la première attaque contre le bureau d'Izmir, et que depuis des mois, le gouvernement avait organisé des provocations devant les locaux du HDP: «*Il y a eu plusieurs tentatives de provocations. L'attaque s'est produite alors que le bâtiment du parti se trouve en face du poste de police [...] C'est une attaque organisée*». Le HDP a indiqué dans une déclaration qu'«aucune intervention» n'avait été faite contre l'assaillant qui avait eu tout le temps pour ouvrir le feu et tenter d'incendier le bâtiment. Les porte-parole du HDP pour les affaires étrangères, Feleknaş Uca et Hişyar Özsoy, ont confirmé ce point dans leur propre communiqué: «*Depuis environ un mois, la police a mis en place un point de contrôle devant le bâtiment du parti, suite à la présence permanente d'une famille qui monte la garde devant le bâtiment pour protester, alléguant que leur enfant a été emmené dans les montagnes par le PKK. Les responsables de notre parti à Izmir avaient parlé avec les responsables de la police et le gouvernorat concernant les risques de provocation, mais sans résultats. Il est également important*

de préciser que cette attaque, comme les précédentes, s'est déroulée sous les yeux de la police sans aucune intervention ni prévention. Notre bâtiment a été bloqué par la police juste après l'incident et celle-ci en a interdit l'accès aux responsables du parti ainsi qu'à la mère de Deniz Poyraz. Ce n'est pas la première fois que nos bureaux sont attaqués. Juste après les élections générales de juin 2015, puis à nouveau en 2016, des centaines de nos bureaux, dont notre siège à Ankara, avaient été attaqués par des foules racistes, et beaucoup avaient été incendiés. Ces attaques également s'étaient produites en pleine connaissance de la police et du ministère de l'Intérieur, qui n'avaient pris aucune mesure pour les empêcher ou poursuivre leurs auteurs. Tout au long de ces attaques, toutes nos tentatives de communication avec les représentants de l'État et du gouvernement sont restées sans réponse. Jusqu'à présent, aucun auteur n'a été traduit en justice [...]. Cette dernière attaque meurtrière, dans laquelle une jeune femme a été assassinée, est le résultat de la politique de criminalisation du gouvernement contre le HDP. Ce n'est pas une coïncidence si l'attaque a eu lieu alors que le procès "Kobanê" se poursuit et que le HDP est menacé de fermeture» (HDP Europe).

La personnalité de l'assassin est révélatrice: Gencer avait participé comme paramilitaire à l'invasion du Rojava en 2019 et avait publié sur *Instagram* des photos le montrant vêtu d'un uniforme, portant une arme, et faisant de la main le signe fasciste des «Loups gris» (WKI). Loin d'être isolé, il démontre concrètement la présence au cœur de l'«État profond» turc (*derin devlet*) de la mouvance fasciste et ultra-nationaliste.

La sœur de la victime a témoigné de l'attitude scandaleuse de la police, qui non seulement a laissé le champ libre au meurtrier, mais

a ensuite adopté à son égard une attitude quasiment amicale: «*Il a fait feu 35 fois, mais la police n'a rien fait. [Les policiers] ont empêché d'entrer ceux qui avaient entendu les tirs, en disant: "Il y a un conflit à l'intérieur, nous attendons les gilets pare-balles". Ils ont juste attendu là*». [Quand le meurtrier est descendu], ils ne l'ont pas menotté. Ils l'ont emmené, lui ont pris le bras et lui ont demandé: «*Quel est ton nom, frère, où habites-tu ?*» Tous les jours, notre maison est perquisitionnée sans raison. On nous menotte dans le dos, on nous oblige à nous allonger sur le sol et on nous place en garde à vue. Mais ils n'ont même pas menotté celui qui a perpétré un massacre» (*Bianet*).

Le bilan de l'attaque aurait pu être encore plus grave: selon le co-président du HDP, Mithat Sancar, 40 cadres du parti devaient se réunir dans le bureau d'Izmir, mais la rencontre a été annulée peu avant l'attaque, sans lien avec une quelconque menace (*France-24*). Il est permis de se demander si l'assassin n'a pas été téléguidé en vue d'attaquer justement ce meeting...

Le 18, les obsèques de Deniz Poyraz se sont déroulées sous surveillance de milliers de policiers. Les autorités ont interdit aux participants toute déclaration politique. Cette obligation de mutisme ne s'est pas étendue au leader du MHP: le 22, Devlet Bahçeli a justifié l'assassinat, accusant la victime d'avoir été membre du PKK. Ses propos ont attiré de nombreuses condamnations. La présidente de l'Association des droits de l'homme (İHD), l'avocate Eren Keskin, a indiqué son intention de déposer plainte pour incitation à la haine: «*[Bahçeli] s'en est pris à une personne décédée et a approuvé l'attaque, [incitant] clairement les gens à la haine et à l'animosité. En tant qu'Association des droits de l'homme, nous allons déposer une*

plainte pénale conformément à l'article 216 du Code pénal turc» .

La semaine suivante, alors que la répression anti-HDP du gouvernement turc reprenait avec notamment trois arrestations de membres du HDP à Beytüşşebap (Şırnak), quatre personnes qui tentaient de commémorer la mort de Deniz Poyraz ont été placées en garde à vue. Parallèlement, l'armée a lancé une opération dans le district de Hizan (Bitlis) (WKI).

Parallèlement, la langue kurde continue à être victime de nombreuses discriminations. En 2020, une représentation théâtrale de la pièce de l'auteur italien Dario Fo *Klaxon, trompettes... et pétarades*, traduite en kurde sous le titre *Bêrû* («Sans visage») par l'écrivain Dilawer Zeraq devait être jouée à Istanbul le 14 octobre par la troupe du *Teatra Jiyana Nû* (TJN, «Théâtre de la Vie Nouvelle»). Elle avait été interdite par le gouverneur du sous-district de Küçükçekmece quelques heures à peine avant la représentation. L'Association des études sur le droit et les médias avait alors contesté l'interdiction

devant le tribunal administratif. Le 31 mai dernier, celui-ci a rejeté la demande, argumentant que le TJN est affilié au Centre culturel *Mezopotamia* (MKM), lui-même «affilié à l'organisation terroriste du PKK». Ainsi, l'interdiction relèverait du «maintien de la sécurité nationale et de la continuité de l'État, comme l'exige la sensibilité de la question» et aurait visé à «prévenir le soutien au terrorisme» en évitant que les revenus générés par la représentation ne puissent être utilisés «dans des activités visant à soutenir l'organisation terroriste séparatiste». L'association, ainsi que l'un des acteurs de la troupe, Ömer Şahin, ont indiqué vouloir aller en appel puis devant la Cour constitutionnelle, et si nécessaire, saisir la Cour européenne des Droits de l'homme (Bianet).

Le mouvement kurde ne reste pas sans réaction face à la discrimination linguistique. Ainsi le HDP et l'Association de recherche sur la langue et les cultures mésopotamiennes (MED-DER) ont coorganisé les 28 et 29 à Diyarbakir un atelier intitulé *Dem Dema Parastina*

Ziman e, «Il est temps de défendre la langue». Ont été discutées la politique d'assimilation de l'État turc et les mesures politiques à prendre pour défendre le kurde. Étaient présents des membres d'associations de défense de la langue et de la culture kurdes et des personnalités politiques comme la députée HDP de Diyarbakir Dersim Dağ, des responsables du Parti communiste du Kurdistan (KKP) et des activistes du Mouvement des femmes libres (TJA). Dans son discours d'ouverture, la co-présidente du MED-DER, Şilan Elmas Kan, a dénoncé la politique linguistique discriminatoire des administrateurs municipaux pro-AKP et plaidé pour la reconnaissance de la langue kurde dans la vie politique et sociale. Le co-président, Rîfat Roni, à peine libéré de la prison de type D de Diyarbakir, transmettant le salut des prisonniers politiques, a rappelé: «La langue maternelle a un rôle déterminant pour la reconnaissance d'une nation. Nous défendrons notre langue et la transmettrons aux générations suivantes». Après les discours, un documentaire sur l'importance de la langue kurde a été projeté .

IRAN:

VICTOIRE ARRANGÉE DU CONSERVATEUR EBRAHIM RAÏSSI, ANCIEN CHEF DU JUDICIAIRE ET... MEURTRIER DE MASSE

C'est le 18 de ce mois que s'est déroulée en Iran une parodie d'«l'élection présidentielle». Le candidat officiel du régime Ebrahim Raïssi a été, sans surprise, proclamé vainqueur d'un scrutin très largement boycotté par la population. Le nouveau président, qui a été longtemps chef du pouvoir judiciaire, est impliqué dans nombre d'assassinats d'opposants et dans des violations massives des droits de l'homme. Il figure sur la liste rouge des « criminels » du Département d'Etat américain.

Dès le début du mois, le Centre de coopération des partis politiques du Kurdistan iranien, qui regroupe la plupart des partis kurdes d'opposition d'Iran, avait publié plusieurs déclarations appelant les Kurdes à boycotter le scrutin. L'une d'elle disait: «Voter pour le régime, c'est voter pour la terreur et les massacres» (WKI). Quelques jours avant la mascarade de vote organisée par le régime, la chaîne kurde d'Irak *Rûdaw* notait le désintérêt et même l'apathie des habitants du Kurdistan d'Iran. Au-delà même

des consignes politiques des partis, la majorité des Kurdes d'Iran a perdu tout espoir qu'une élection puisse apporter un quelconque changement. L'expérience de toutes les promesses précédentes, jamais honorées, les a tenus écartés des urnes. Lors des élections précédentes, beaucoup avaient voté pour le camp réformateur, essentiellement pour faire barrage aux conservateurs. Mais parmi eux, un grand nombre a cette fois perdu tout intérêt, comme cet enseignant à la retraite obligé de

conduire un taxi pour survivre, qui déclarait: «*Pendant des années, j'ai participé aux élections dans l'espoir d'un changement, mais la situation empire chaque année*». Comme lui, nombreux sont ceux qui, confrontés à la situation économique catastrophique, avec une inflation, un chômage et une pauvreté de plus en plus élevés, et aux promesses vides, ont décidé de ne pas voter.

Même les menaces de poursuites proférées par les autorités à l'encontre de ceux qui encouragent le boycott n'y ont rien fait. Le mois dernier, plus de 230 militants de premier plan ont signé une lettre ouverte appelant au boycott des élections, déclarant que leur objectif était d'assurer «une transition non violente de la République islamique vers le pouvoir au peuple». Sur les réseaux sociaux, de nombreuses vidéos ont été diffusées à visage découvert par des Iraniens ordinaires, et notamment des proches de personnes tuées dans la répression de ces dernières années. L'appel était à chaque fois le même: «Ne votez pas». Une mère dont le fils avait été tué d'une balle en plein cœur lors des manifestations de novembre 2019 a même déclaré dans sa vidéo: «Voter c'est trahir» (*New York Times*). Enfin, même des personnalités politiques peu suspectes d'opposition au régime ont appelé au boycott. Ainsi de Mir Hossein Moussavi, candidat malheureux à la présidentielle de 2009, mais aussi de son rival de l'époque, Mahmoud Ahmadinejad, qui a déclaré qu'il ne se déplacerait pas! Cent dix personnalités ont annoncé dans un communiqué commun leur refus de participer.

Par ailleurs, le président modéré Hassan Rouhani a énormément déçu. Son échec à améliorer la situation des droits de l'homme durant ses deux mandats, la

dégradation de l'économie due en partie aux sanctions américaines, plus l'absence de tout candidat de la même tendance suffisamment crédible pour faire barrage à Raïssi n'ont fait qu'accroître le désenchantement. La corruption est également pointée, comme par ce travailleur journalier de Sanandaj qui déclarait à *Rûdaw*: «*Ceux qui sont candidats à la présidence et aux conseils municipaux [dont les élections se tenaient en même temps] promettent d'abord tout, mais nous avons vu que rien de tout cela ne s'avère vrai. Ils travaillent tous pour remplir leurs propres poches*». La perte de confiance envers le régime s'est ainsi en partie étendue aux élus locaux.

Le fait que les Gardiens de la constitution aient cette fois-ci écarté tout candidat réformateur d'importance, mettant fin même à l'apparence de jeu démocratique ayant accompagné les élections précédentes, la rupture croissante entre le régime et ses administrés, leur désintéret, les appels au boycott de l'opposition et aussi, fait nouveau, d'un grand nombre de personnalités politiques, ajoutés à l'omniprésence de la propagande pour Raïssi dans une élection littéralement verrouillée en sa faveur, tout cela laissait prévoir le résultat obtenu... Le candidat conservateur l'a emporté, certes, mais sa légitimité restera handicapée par un taux officiel d'abstention de 51,2%, le plus élevé depuis la fondation de la République islamique. Et très probablement largement en dessous de la réalité car les observateurs et la plupart des opposants parlent d'un taux de participation inférieur à 25%... En attendant, comme l'écrivait *Le Monde* le lendemain du scrutin, l'élection de Raïssi est «une très mauvaise nouvelle pour la société civile iranienne».

Raïssi apparaît en effet aux

opposants iraniens comme l'incarnation même de la répression. Son bilan en matière de droits de l'homme est effrayant. «*Depuis l'âge de 20 ans, il émet des ordres d'exécution et des peines de prison*», a déclaré Hadi Ghaemi, directeur du Centre pour les droits de l'homme en Iran, une organisation indépendante basée à New York. En 1988, âgé seulement de 28 ans, il a été membre de la sinistre «Commission de la mort» qui envoya à la potence en secret des milliers, peut-être des dizaines de milliers, de prisonniers politiques. Il a déclaré en 2018 être «fier» de son action d'alors. En 2009, il a fait le choix de la répression des manifestations du «mouvement vert» contre la réélection douteuse de Mahmoud Ahmadinejad. Enfin, après les manifestations de novembre 2019, il a été à la manœuvre comme chef du judiciaire pour distribuer années de prison et pendaisons aux protestataires ayant survécu à la répression sanglante menée par le régime. Selon des groupes de défense des droits de l'homme, au moins 7.000 d'entre eux ont été arrêtés, torturés et condamnés à de lourdes peines de prison par le système judiciaire dirigé par M. Raïssi. Contre les tueries des forces de répression, il n'a lancé aucune investigation, assurant ainsi l'impunité à leurs auteurs. Dénoncé par *Amnesty International*, il fait partie des personnalités politiques iraniennes auxquelles l'administration Trump a imposé des sanctions ciblées en 2019 (*New York Times*). Le 3 juin, le *Center for Human Rights in Iran (CHRI)* a appelé dans un communiqué à une enquête indépendante contre Raïssi pour crimes contre l'humanité. Le 7, l'organisation a appelé l'attention sur la mort en début de mois dans la prison centrale de Téhéran de Sassan Niknafs, incarcéré malgré son état de santé – un décès dont

Raïssi, en tant que chef du judiciaire, porte en dernier ressort la responsabilité. Niknafs est le deuxième prisonnier politique au moins en quatre mois à mourir en détention. Ces crimes récents viennent s'ajouter à tous ceux commis par Raïssi depuis des décennies.

Avant cette mascarade de vote, il fallait, encore plus que d'habitude, faire taire toute voix dissidente. Les forces de sécurité s'y sont employées, et notamment au Kurdistan. En début de mois, l'activiste kurde Erfan Saedpanah, disparu depuis deux jours, a été retrouvé mort à Sanandaj. Membre de l'organisation *Zagros*, il avait dans son dernier post *Facebook* déclaré vouloir faire des révélations. À Kamyaran, un autre activiste, Haidar Qorbani, a été condamné à 11 ans de prison pour «diffusion de propagande contre l'État». À Mahabad, Farzad Samani, arrêté en janvier dernier, est entré en grève de la faim pour protester contre la sixième prolongation de sa détention par l'*Etelaat* (Renseignement) (WKI). Dans la semaine précédant l'élection, l'activiste Barzan Mohammadi a été arrêté à Sarvabad par l'*Etelaat* pour avoir lancé une campagne intitulée «Non à la République islamique» (KMMK). Selon l'organisation *Hengaw* pour les droits humains, des agents de l'*Etelaat* se sont fait passer sur les réseaux sociaux pour des militants arrêtés à Sanandaj des mois auparavant afin d'amener d'autres militants à révéler leur identité et leurs activités. Le 17, la militante kurde Soria Haqdost a été arrêtée à Marivan. D'autres activistes ont été arrêtés à Sanandaj, Piranshahr, Naghadeh, Sardasht ou encore à Oshnavieh, et d'autres arrestations ont pris place en fin de mois

à Divandara, Oshnavieh et Sanandaj; enfin, un militant de confession yarsan, Kharollah Haqjoian, a été arrêté à Sahneh (Kermanshah) (WKI).

Ce mois encore, de nombreux porteurs kurdes transfrontaliers, ou *kolbars*, ont aussi été victimes des forces de répression. Deux d'entre eux ont été blessés par des tirs de garde-frontière près de Baneh et Marivan la première semaine du mois. Le 5, un autre a été blessé par des garde-frontière turcs près de Mako, et un quatrième est mort d'une crise cardiaque causée par l'épuisement à Pawa. La semaine précédant l'élection, deux *kolbars* ont été blessés dans des embuscades séparées des garde-frontière iraniens près de Baneh, et un autre s'est tué en tombant dans un ravin à Nowsud. Le 21, de nouveau près de Mako, ce sont les gardes-frontières turcs qui ont tué un *kolbar*, tandis que deux autres étaient abattus à Baneh. Enfin, selon le KMMK (Association du Kurdistan pour les droits de l'homme), au Hawraman, un autre *kolbar* a succombé après quatre jours à ses blessures infligées par des gardes-frontières iraniens. La dernière semaine du mois, trois derniers *kolbars* ont été blessés, dont encore un au Hawraman, les autres à Sardasht le 23 et à Salas-e Babajani (WKI).

À noter qu'à la 47e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le Secrétaire général Antonio Guterres a présenté son rapport annuel sur les droits de l'homme en République islamique d'Iran (<https://undocs.org/A/HRC/47/22>). Ce document mentionne que 60 *kolbars* ont été assassinés

en 2020 et au moins 69 Kurdes exécutés. Par ailleurs, il dénonce «la privation arbitraire de la vie» ayant cours en Iran, «notamment par l'imposition de la peine de mort d'une manière violant le droit international [...], l'utilisation mortelle de la force par les agents de l'État, et la privation de soins médicaux en détention» (WKI).

Enfin, si l'élection présidentielle a largement détourné l'attention des médias de la situation sanitaire du pays, l'épidémie de COVID-19 continue à progresser. Le 10, le ministère iranien de la Santé a annoncé que l'Iran avait franchi le seuil des trois millions de contaminations, avec à cette date 12.398 nouveaux cas et 153 décès en 24h pour un total officiel de 81.672 décès (*Le Figaro*), ce qui fait de l'Iran le pays du Proche et du Moyen-Orient le plus touché par la pandémie. Et encore ne s'agit-il là que des chiffres officiels, de l'aveu même de certains responsables sanitaires extrêmement sous-estimés. L'opposition iranienne du CNRI (Conseil national de la résistance), et particulièrement sa composante des Moudjahidine du peuple, qui compile pour l'épidémie leurs propres chiffres en agglomérant des données publiques régionales, arrivent à des totaux plus de quatre fois plus élevés. Pour le 30 juin, ils ont estimé le nombre de décès dus à coronavirus à plus de 320.000 dans 547 villes du pays... Devant le retard apporté à vacciner les citoyens, le pouvoir en a été réduit à annoncer le 14 avoir approuvé en urgence l'utilisation pour la seconde dose d'un vaccin développé par la «Fondation de l'ordre de l'Imam», le *Barekat*, n'ayant pas encore obtenu d'autorisation de mise sur le marché.

ROJAVA: INTENSE HARCÈLEMENT MILITAIRE ET NETTOYAGE ETHNIQUE TURCS, TENTATIVES DE DÉSTABILISATION DE DAMAS

La Turquie poursuit son harcèlement du Rojava, tant par des attaques directes que par la rétention d'eau.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a rapporté de nombreux tirs turcs vers les territoires contrôlés par l'Administration autonome du Nord-Est syrien (AANES) ou par le régime, notamment dans la partie Est de la province d'Alep. Le 1^{er} du mois, des tirs de roquettes ont visé plusieurs villages près de Manbij, sans faire de victimes. Des tirs d'artillerie ont frappé le 1 et le 2 des villages du district de Sharra, à l'est d'Afrin. Le 2 juin, un lieutenant de l'armée du régime blessé par des roquettes turques quelques jours plus tôt est mort de ses blessures. Les échanges de tirs se sont poursuivis le 3, avec des destructions d'habitations civiles et des tirs de représailles des FDS sur les positions turques près d'Afrin et sur des véhicules de l'«Armée nationale syrienne» (ANS), malgré son nom, une force mercenaire de la Turquie. Les Turcs auraient eu deux morts et leurs supplétifs de l'ANS de nombreux blessés. L'OSDH a confirmé le 4 la mort d'un soldat et d'un milicien et plusieurs blessés turcs et syriens. Le 5 très tôt, de nombreux tirs d'artillerie turcs sur le village de Kaloutah dans le district de Shirawa (Afrin) ont tué une fillette et blessé son frère et son père. Toujours selon l'OSDH, «les forces turques stationnées à la périphérie des villes de Darat Izza et d'al-Basoutah ont ciblé plusieurs zones sous contrôle kurde dans le nord d'Alep avec plus de 100 obus d'artillerie au cours des 12 dernières heures». Le 6, les roquettes turques ont provoqué d'importants incendies de terres agricoles, notamment près de Tell Rifaat, sans faire de victimes.

Cependant, un officier syrien originaire d'al-Qardaha, la ville natale de Bachar el-Assad, a été tué par l'artillerie turque dans le village de Mayyasah (Shirawa), où forces kurdes et de Damas sont déployées (OSDH). Les militaires turcs ont poursuivi les jours suivants leurs tirs de roquettes sur les zones de la province d'Alep tenues par les Kurdes, notamment Deir Gamal, où se trouvent de nombreux déplacés d'Afrin.

Le 10, les Turcs et leurs mercenaires ont de nouveau tiré des roquettes sur les villages environnant Tell Rifaat, blessant trois soldats du régime sur la base aérienne de Minagh, avant de tirer le 12 plus de 180 roquettes sur les positions kurdes, causant des dégâts matériels et blessant un enfant à Aqbiya (OSDH). Les jours suivants, des tirs turcs sur des villages au Sud-Ouest de Girê Spî (Tell Abyad), sous occupation turque, et vers Tell Rifaat et plusieurs zones au nord de Manbij, ont blessé au moins un soldat du régime (WKI).

Le 19, les militaires turcs stationnés à Azaz ont échangé des tirs d'artillerie avec les Kurdes positionnés autour de Tell Rifaat, frappant de nouveau la base de Minagh. Une base turque près d'Al-Bab a aussi été touchée. Les échanges de tirs se sont poursuivis les 20 et 21, accompagnés de tentatives d'attaques turques au sol. Le 22, suite à une avancée des FDS, les tirs turcs ont redoublé d'intensité sur la banlieue de Manbij (OSDH). Les jours suivants, des attaques turques ont

aussi visé Girê Spî et la ville chrétienne de Tell Tamer (Hassaké). Le Conseil militaire syriaque, affilié aux FDS, a dénoncé une violation du droit international par la Turquie qui a transféré trois de ses combattants sur son sol pour les y juger (WKI).

La Turquie et ses mercenaires continuent par ailleurs à retenir les eaux de l'Euphrate, ce qui oblige à arrêter les centrales hydroélectriques et cause de graves pénuries d'électricité. La Turquie utilise aussi son contrôle sur le haut cours du Khabour, dans la région de Serê Kaniye (Ras al-Aïn), pour assoiffer l'aval, en Jéziré (*RojInfo*): à Tell Tamer, les mercenaires pro-turcs ont commencé à creuser des tunnels et ériger des barrages sur le Khabour (OSDH). Détourner ou bloquer cette rivière leur permettrait de priver d'eau toute la région de la Jéziré, dont la riche agriculture dépend presque totalement de l'irrigation. La situation a mené plusieurs responsables de l'ONU à exprimer leur inquiétude. En pleine période de COVID-19, l'AANES a indiqué que la pénurie d'eau en cours créait une crise humanitaire et facilitait la propagation des maladies dans la région (WKI).

Parallèlement, dans la région d'Afrin, occupée par les Turcs et leurs mercenaires djihadistes depuis mars 2018, les opérations de nettoyage ethnique se poursuivent. Selon un rapport récent du *Rojava Center for Strategic Studies* (RCSS) (<https://nrsls.net/en/analizes/settlers-and-settlements-in-afrin/>), la campagne de déplacements forcés menée par la Turquie à Afrin a réduit la popu-

lation d'origine du territoire de 75%, et les mercenaires pro-turcs et leurs familles représentent maintenant 65% minimum de la population. Par ailleurs, au moins 7.500 Palestiniens ont été installés sur des terres kurdes spécialement confisquées. Le *Washington Kurdish Institute* estime quant à lui que la population kurde d'Afrin, estimée avant l'invasion turque à 95% de la population totale, est maintenant tombée à environ 40%.

Parmi les agents du nettoyage ethnique, le site *RojInfo* a notamment pointé l'association turque des "Mains blanches" (*Beyaz Eller*), affiliée aux Frères musulmans, qui travaille, dans le cadre du projet *Nur al-Huda*, à la construction de mosquées dans la plupart des villages situés dans des zones occupées, et en particulier des villages yézidis d'Afrin. La conversion forcée accompagne donc la spoliation foncière caractéristique d'opérations de colonisation qu'on aurait pu croire d'un autre temps... L'Organisation des droits humains d'Afrin a aussi fait état de la construction par l'organisation *Sham Charity* d'une nouvelle implantation de colonisation dans le district Sherawa d'Afrin, devant accueillir les familles de mercenaires syriens venus d'autres régions, un projet parrainé par le Croissant Rouge qatari. C'est la quatrième implantation de ce type. «Un autre complexe de colonies a été construit dans le village yézidi de Shadireh, toujours dans le district de Sherawa, par les associations *Mains Blanches* et *Vivre dans la Dignité*, avec le soutien et le financement de l'organisation dite *Peuple de Palestine 48*», indique *RojInfo*. La Turquie bénéficie non seulement du soutien financier des Pays du Golfe, mais aussi probablement des fonds de l'Union européenne destinés à l'aide à la réinstalla-

tion des réfugiés! L'OSDH a aussi rapporté que les factions *Furqat al-Hamza* («Division Hamza», connue pour avoir envoyé des combattants en Libye) et *Faylaq as-Sham* avaient confisqué de nouvelles terres kurdes à Afrin.

Enfin, le RCSS note que, pour isoler les Kurdes de Syrie de ceux de Turquie, l'État turc reprend à son compte le vieux projet de «ceinture arabe» du Ba'th syrien, à un détail près: il s'agit cette fois d'une «ceinture turkmène», entamée côté syrien de la frontière. Comme le relève le RCSS, la Turquie d'Erdoğan reprend là une tradition ottomane de renforcement des frontières...

Parallèlement, le harcèlement des civils kurdes pour les chasser des régions occupées s'est poursuivi. En milieu de mois, l'OSDH a rapporté que des officiers du MIT et des mercenaires syriens ont arrêté quatre Kurdes, dont une femme et deux enfants, dans la région d'Afrin. Par ailleurs, deux groupes de mercenaires pro-turcs se sont de nouveau affrontés, cette fois-ci les factions *Suqur al-Shamal* et *Jaysh al-Nukhba* («Armée d'élite», ancienne *Jaysh al-Tahrir*, «Armée de la libération»), fort probablement comme toujours pour le contrôle des ressources pillées aux habitants.

Le 12, une série de frappes d'artillerie sur l'hôpital d'al-Shifaa, dans la région d'Afrin, a fait 18 morts dont 14 civils, un bilan monté rapidement à 21 morts et 23 blessés, parmi lesquels quatre travailleurs de santé, au moins deux femmes et deux enfants et un commandant rebelle. «*Les tirs ont visé plusieurs quartiers de la ville et ont touché l'hôpital*», a indiqué à l'AFP le directeur de l'OSDH. Ankara en a immédiatement accusé les YPG (Unités de

protection du peuple, affiliées au PYD, Parti de l'unité populaire, composante principale des Forces démocratiques syriennes). Les FDS comme les YPG ont nié toute implication, le commandant des FDS, Mazloum Abdi, ayant posté sur *Twitter* un message déclarant: «*Les FDS démentent catégoriquement être responsables ou impliquées dans l'attaque tragique de l'hôpital d'Afrin. Nous sommes profondément attristés par la perte de vies innocentes et nous condamnons l'attaque sans réserve. Cibler des hôpitaux est une violation du droit international*». Le *Washington Kurdish Institute*, reprenant semble-t-il un communiqué d'un analyste du *Middle East Institute*, Charles Lister, notait quant à lui que les preuves disponibles incriminaient plutôt le régime de Damas, celui-ci ayant déjà ciblé à plusieurs reprises des hôpitaux depuis le début de la guerre civile syrienne. Le 15, Afrin a de nouveau été touchée, cette fois par un attentat à la voiture piégée qui a fait deux victimes et quatre blessés, puis un nouvel attentat du même type s'est de nouveau produit le 26 quand une voiture piégée a explosé à l'entrée de la ville, tuant trois personnes dont un enfant et en blessant plusieurs autres (*Kurdistan-24*).

Les tensions continuent aussi à être élevées avec Damas. À Manbij et dans les villages environnants, les 31 mai et 1^{er} juin, des manifestations ont éclaté contre la conscription imposée par l'AANES au sein des forces du Conseil militaire de Manbij, affilié aux FDS. Des agents de Damas ont clairement joué un rôle de provocateurs, en poussant les protestataires à s'en prendre aux bâtiments de l'administration autonome. Le Conseil militaire, dénonçant des «attaques» contre des locaux des forces de l'ordre, a pointé du doigt des acteurs cherchant à

«pousser la région vers le chaos, [...] [en prenant] prétexte de l'enrôlement dans l'auto-défense», alors que celle-ci «est en vigueur depuis sept ans sans aucun problème» (AFP). La mort d'un premier manifestant, tué par les tirs des forces de sécurité, a provoqué de nouvelles protestations. Après avoir fourni un premier bilan de quatre morts, l'OSDH a rapporté que «six manifestants ont été tués en 48 heures par des tirs des forces de sécurité [...] durant des manifestations organisées contre la conscription obligatoire» (AFP). Pour désamorcer la situation, une rencontre a eu lieu entre responsables locaux et chefs de tribus arabes de la région (WKI). La conscription a finalement été suspendue le 2 pour discussions. Le communiqué du Conseil militaire a aussi annoncé la libération de manifestants arrêtés et la création d'une commission pour enquêter sur les violences des jours précédents. Depuis fin 2019, suite à un accord entre Damas et l'AANES, alors confrontée à une attaque turque, des soldats du régime sont stationnés à Manbij, et Damas cherche clairement à reprendre pied dans le Nord, qu'il avait dû quitter en 2012 (AFP).

Lorsque les tensions ont commencé à monter à Manbij, le régime a exprimé son hostilité envers les Kurdes en s'en prenant aux habitants d'Alep, que les miliciens *Shabiha* pro-Damas ont commencé à harceler aux points de contrôle séparant les zones tenues par le régime des quartiers contrôlés par les FDS. Durant la première semaine du mois, plus d'une quinzaine d'habitants des quartiers d'Ashrafieh et Cheikh Maqsoud, en majorité des femmes et de jeunes gens, ont même été arrêtés. Les milices pro-iraniennes, notamment la «Brigade Al-Baqer», se sont montrées particulièrement bru-

tales, et des informations ont même émergé concernant la mort sous la torture d'un des civils appréhendés. La dernière semaine du mois, à Raqqa, la 4e division de l'armée du régime a empêché les Kurdes de franchir ses postes de contrôle depuis et vers les zones tenues par les FDS, forçant notamment une vingtaine de passagers kurdes à descendre de cars se rendant à Damas (OSDH).

L'organisation djihadiste Daech demeure toujours un danger, particulièrement dans le désert de *Badiya as-Sham*, ainsi que dans la province de Deir Ezzor, où 23 soldats syriens ont été tués début juin. Avec le soutien de la coalition internationale, les FDS poursuivent régulièrement contre elle leurs opérations militaires dans cette province, et ont pu y arrêter quatre membres de cellules djihadistes. Des points de contrôle ont été établis à Diban et Tayyana afin de gêner les déplacements des terroristes. Les FDS ont annoncé en milieu de mois avoir capturé à Busayrah (Deir Ezzor) 17 terroristes le 22 juin lors de raids. Par ailleurs, quatre djihadistes responsables de plusieurs assassinats ont été arrêtés dans le camp d'Al-Hol. Le 28, les djihadistes ont lancé des tirs contre une base des FDS située près du champ pétrolier d'al-Omar, à l'est de Mayadin (Deir Ezzor), causant des dégâts matériels, tandis que les FDS annonçaient avoir arrêté 22 djihadistes à Basirah (Deir Ezzor) (WKI).

Le 27, le commandant des FDS, Mazloum Kobanê, a de nouveau interpellé sur *Twitter* la communauté internationale à propos des proches de djihadistes: «Pour assurer une victoire durable [sur Daech], nous ne devons pas oublier que des dizaines de milliers de femmes, d'enfants et de combattants demeurent dans les camps de déplacés et les centres de détention [...].

Nous appelons la Coalition à aider au retour de ces personnes dans leur pays d'origine, à financer des programmes d'éducation et de déradicalisation, et à soutenir la stabilité et une forte reprise économique dans les zones libérées afin de s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme» (Twitter).

Malheureusement, la plupart des pays concernés sont toujours aussi réticents à récupérer leurs ressortissants. Lorsque l'AANES a remis le 5 quatre Néerlandais proches de combattants de Daech, une femme et ses deux enfants, ainsi qu'une adolescente de 12 ans, à une délégation diplomatique venue les rapatrier pour raison humanitaire, l'événement a déclenché des critiques aux Pays-Bas et divisé le gouvernement démissionnaire. L'un des membres de la délégation, l'envoyé spécial des Pays-Bas en Syrie, Emiel de Bont, a indiqué que cette «mission consulaire très spécifique» résultait de jugements de «la Cour de Justice néerlandaise» [s'appliquant] dans ces cas précis» (AFP). Cependant, les appels à mettre fin à cette situation de «Guantanamo de l'Europe», comme l'appelle l'ONG *Rights and Security International*, se multiplient. Notamment l'Unicef, le Comité international de la Croix-Rouge et la Haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet ont appelé au rapatriement des enfants détenus dans leur intérêt supérieur. En France, quelque 110 personnalités, artistes, médecins, universitaires ou magistrats ont publié le 18 dans *Le Monde* une tribune appelant au rapatriement des enfants français et de leurs mères détenus depuis plus de deux ans dans des conditions désastreuses (*Le Monde*).

Enfin, concernant les relations internationales, une délégation de l'AANES a été reçue le 9 par le

président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Bourlanges. Outre le représentant du Rojava en France, Khaled Issa, elle comprenait le co-président du conseil exécutif de l'AANES, Hamdan al-Abd, la co-présidente du Conseil civil de Raqqa, Leyla Mustefa, la coprésidente de l'université du Rojava, Gulistan Sido. Selon Al-Abd, la délégation a demandé le soutien de la France sur plusieurs points: l'implication de l'AANES dans le processus politique et la rédaction de la future constitution syrienne, conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité; «un soutien international pour la reconstruction et la mise en place de projets de développement pour éliminer le chômage et fournir un soutien humanitaire aux

camps de réfugiés dans le nord-est de la Syrie», ainsi qu'un soutien aux secteurs de l'éducation et de la santé (*Kurdistan au Féminin*). Interviewée dans *Le Monde*, Leyla Mustefa a quant à elle déploré le soutien «presque insignifiant» apporté par la coalition internationale à la reconstruction de la ville: «Les infrastructures vitales, comme les réseaux d'adduction d'eau et d'électricité, ont été annihilées. Pour rendre la ville habitable de nouveau, nous avons bénéficié d'un soutien minimal de la coalition internationale, presque insignifiant cependant au regard des destructions. Il a donc fallu que les nouvelles autorités locales et les habitants prennent en main eux-mêmes l'effort de reconstruction, rue par rue. Aujourd'hui, la vie est de retour à Raqqa, avec de nouveaux habitants venus des zones contrôlées par le régime et des régions

occupées par la Turquie et ses mercenaires. [...] Lorsque nos fils et nos filles combattaient pour reprendre Raqqa à l'EI, nous étions le centre de l'attention internationale. Mais [maintenant] nous nous retrouvons pratiquement seuls. Cette situation est liée à la position de la Turquie que les pays occidentaux ne veulent pas se mettre tout à fait à dos».

En fin de mois, le Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a annoncé depuis l'Italie une aide humanitaire supplémentaire de 436 millions de dollars aux Syriens vulnérables en Syrie et dans les pays voisins. Elle servira notamment à combattre le COVID-19 et assurer l'accès à «la nourriture, l'eau potable, les abris, les soins de santé, la nutrition, la protection et l'éducation».

IRAK:

LES OPÉRATIONS TURQUES CONTINUENT AU KURDISTAN, TOUJOURS DANS L'ATTENTE DU VERSEMENT PAR BAGDAD DE SON BUDGET

Les opérations militaires turques dans la Région du Kurdistan d'Irak se font de plus en plus insupportables, pour les habitants comme pour le Gouvernement régional (GRK). Depuis le 23 avril, l'armée turque, accompagnée de ses mercenaires djihadistes syriens, lance attaque sur attaque dans la Région. L'objectif officiel, combattre la guérilla du PKK, ne convainc guère les Kurdes de la région, qui craignent comme au Rojava une occupation turque permanente. Il est vrai que la ligne «néo-ottomane» d'Erdoğan s'accommoderait très bien d'une «reconquête» du Vilayet de Mossoul, qui historiquement incluait non seulement l'actuelle province de Ninive (capitale Mossoul), mais aussi l'ensemble de la Région du Kurdistan d'Irak actuelle! L'armée d'Ankara, qui opère dans les régions de

Metîna, Zap et Avashîn et dans les zones frontalières de la province kurde de Dohouk, a installé dans la région du Kurdistan au moins quatre nouvelles bases militaires, pour un total maintenant de près de quarante.

Non seulement les frappes des avions ou drones turcs causent des dégâts matériels, provoquent des incendies de terres agricoles et de forêts et ont obligé les résidents de centaines de villages à quitter leurs habitations (selon le ministère irakien des Déplacés, 300 familles, soit environ 1.500 personnes, ont fui leurs villages), mais les militaires d'Ankara ont commencé à se livrer à des activités qui ne peuvent être décrites que comme du pillage, en abattant et en emmenant en Turquie des arbres pour les vendre. Le *International Crisis Group* a compté en mai 2021 plus de 40 civils tués dans la région du Kurdistan

depuis 2015 en raison du conflit Turquie-PKK. Par ailleurs, selon la direction de la police forestière et de l'environnement du Kurdistan, les bombardements turcs ont provoqué l'incendie de plus de 400 ha (4.000 *donums*) de terres et d'espaces verts dans la province de Duhok depuis le début de l'année...

Courant mai, plusieurs rapports ont donc fait état d'une déforestation à grande échelle par la Turquie dans la province de Dohouk. Selon des témoignages locaux, les militaires turcs abattent les arbres pour construire des routes dans les endroits où ils doivent opérer. Mais d'autres témoins ajoutent que les arbres sont emmenés de l'autre côté de la frontière pour être vendus. Le 7 juin, la chaîne kurde NRT a publié une vidéo montrant un camion rempli de troncs descendant une route de montagne,

présenté comme emmenant ceux-ci vers la Turquie (WKI). Les réclamations du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) à ce propos n'ont semble-t-il guère eu d'effet. Le 31 mai, le GRK avait demandé à la Turquie en des termes inhabituellement forts de cesser ses activités «inacceptables» de déforestation, et l'annonçait officiellement en un communiqué se lisant ainsi: «Le Gouvernement régional du Kurdistan exprime sa préoccupation et son mécontentement face à la déforestation du gouvernement turc et aux dommages causés à l'environnement de la région du Kurdistan, et il a officiellement averti la Turquie de cesser la déforestation dans les zones frontalières, ce qui est inacceptable».

Par ailleurs, le «dépaysement» du conflit Ankara-PKK sur le territoire du GRK a entraîné dans son sillage une forte augmentation de la tension intra-kurde, particulièrement entre PDK et PKK. Le 5, les peshmerga ont accusé le PKK d'une attaque contre l'un de leurs convois se rendant à Metîna qui a fait cinq morts et sept blessés. L'attaque s'est produite non loin de la ville d'Amêdî, avec des armes lourdes et légères. Le GRK a publié un communiqué renvoyant dos à dos les adversaires: «Le ministère des Peshmerga exige une action immédiate du gouvernement fédéral irakien pour mettre fin aux opérations militaires turques en cours dans la région du Kurdistan», tout en demandant au PKK de «porter son combat ailleurs, loin des foyers kurdes et de la région du Kurdistan» (Reuters). Les Forces de défense du peuple (HPG), la branche armée du PKK, ont pour leur part accusé dans un communiqué les peshmergas d'être «entrés dans une zone de conflit à Metina» entre le PKK et l'armée turque «qui veut occuper le Kurdistan» irakien. «Ces mouve-

ments de peshmerga sont un coup de couteau dans le dos du PKK et nous refusons leur entrée dans une zone sous notre contrôle» (AFP). Le 8, des assaillants non identifiés ont tué un autre peshmerga près de Zakho. Suite à ces incidents, une commission d'enquête conjointe entre parlement du Kurdistan et parlement fédéral doit se rendre sur place (WKI). Selon le maire de la commune, Adib Jaafar, cependant, «un peshmerga a été tué par des tirs du PKK alors que les peshmergas et les garde-frontières irakiens patrouillaient dans la zone de Darkar», frontalière de la Turquie (AFP).

Parallèlement, l'aviation turque a lancé plusieurs frappes sur le camp de Makhmour, à 180 km au sud de la frontière turque, dans la province de Ninive. Makhmour héberge des milliers de Kurdes de Turquie réfugiés en Irak depuis les années 90. Le 2, le président turc a réitéré des menaces déjà proférées contre le camp, accusé de servir de sanctuaire aux militants du PKK, et a indiqué que la Turquie pourrait «nettoyer» Makhmour si l'Irak ou l'ONU s'en montraient incapables: «Si les Nations unies ne nettoient pas cet endroit, alors nous nous en chargerons en tant que membre des Nations unies». Le 5, une frappe de drone a tué au moins trois personnes dans le camp, toutes civiles. Ankara n'a tenu aucun compte de l'avertissement lancé la veille par l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield, qui a «tweeté»: «Hier, j'ai clairement indiqué aux responsables turcs que toute attaque visant les civils du camp de réfugiés de Makhmour constituerait une violation du droit international et humanitaire [...]». Selon Rachad Galali, député kurde originaire de Makhmour, le drone a visé «un jardin d'enfants près d'une école», et «Trois

civils ont été tués et deux blessés» (AFP). Le lendemain, le président turc a annoncé l'élimination du responsable du PKK à Makhmour, Selman Bozkir, de son nom de guerre «Doktor Hüseyin».

La semaine suivante, l'armée turque a effectué de nouvelles frappes au Kurdistan, tandis que des affrontements au sol se produisaient entre militaires turcs et combattants du PKK près d'Avashin. En revanche, suite aux appels de plusieurs commandants de peshmerga, de personnalités politiques kurdes et d'artistes qui ont fait valoir qu'un conflit intra-kurde laisserait les mains libres à la Turquie pour s'emparer de territoires supplémentaires et étendre ses opérations militaires dans la région, les tensions entre Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et PKK ont quelque peu diminué. Le 15, le porte-parole du GRK, Jutyar Adil, a déclaré que celui-ci ne souhaitait pas la guerre avec le PKK: «Nous ne voulons en aucun cas d'une guerre intra-kurde [...]», a-t-il indiqué sur Rûdaw. Le PKK a fait des déclarations similaires. Un haut dirigeant du PKK, Murat Karayilan, a averti que la Turquie ne souhaitait rien davantage que de voir PDK et PKK se tourner l'un contre l'autre. Adil a indiqué qu'une des craintes du GRK est que la Région du Kurdistan ne se trouve affaiblie par un tel conflit: «Nous pensons que la présence de cette force [du PKK] sert d'excuse à l'armée turque, et l'objectif principal de celle-ci est à notre avis d'affaiblir la Région du Kurdistan en tant qu'entité», a-t-il ajouté. «La cause du PKK n'est pas dans la région du Kurdistan ou en Irak. Elle se situe en Turquie. Leur présence ici a une raison politique, et à notre avis, leur politique s'oppose à la région du Kurdistan». De son

côté, un membre de la direction du KCK (Union des communautés du Kurdistan, un groupe incluant le PKK), Zubeyir Aydar, a déclaré dans une interview à *Rûdaw*, que le PKK appartient à la Région du Kurdistan, affirmant que les Kurdes ne devraient pas se définir par les frontières internationales qui leur sont imposées: «Le PKK n'est pas une force étrangère, mais une force kurde (*kurdistani*)», a-t-il déclaré, ajoutant que le PKK respecte les réalisations et les institutions de la Région du Kurdistan et «veut les protéger et les développer».

Entre temps, le 11, la Turquie a annoncé sans donner de précisions l'élimination près de Makhmour d'un nouveau cadre du PKK, Hasan Adir, aussi connu comme «Salih Cizre», l'un des responsables du PKK pour la zone de Makhmour. Les précédents laissent penser qu'il s'agit d'une frappe de drone (AFP).

Le 15, le sénateur et ancien secrétaire national du Parti communiste français Pierre Laurent a appelé à la solidarité avec les Kurdes face aux intrusions et bombardements turcs depuis Erbil, où il venait d'arriver avec une délégation d'une centaine de personnalités et militant(e)s de 14 pays européens venus observer les conséquences de l'offensive militaire turque contre le Kurdistan d'Irak (*l'Humanité*). Cependant, les deux semaines suivantes, les frappes turques se sont poursuivies. Des cibles ont été frappées près de Kanî Masî (province de Dohouk) et dans les sous-districts de Mawat et Halsho (Souleimaniyeh), puis la dernière semaine de juin, près d'Amêdî (Dohouk), causant la mort de bétail et des coupures d'électricité (WKI).

Dans les territoires disputés entre la Région du Kurdistan et

le Gouvernement fédéral, Daech a poursuivi ses attaques durant tout le mois. Déjà, fin mai, les forces de sécurité dans la province de Kirkouk avaient été mises en alerte maximale, avec un déploiement massif dans la capitale et les grandes villes. Des perquisitions ont été menées le 1^{er} juin dans cinq quartiers et deux bazars de Kirkouk. La présence de Daech se fait continuellement sentir, par exemple au travers de graffiti djihadistes sur les murs de la ville. Point positif, ce mois a connu la première opération conjointe entre les peshmerga et les forces irakiennes, le 6 à l'Est de Touz Khourmatou. De source sécuritaire, alors que l'aviation irakienne a appuyé l'opération avec cinq frappes, 13 tunnels utilisés par Daech ont été détruits. Le 9, une nouvelle fosse commune a été découverte au Sinjar, contenant les corps de 11 yézidis, hommes et femmes, assassinés par les djihadistes. Ceux-ci ont été transférés à Bagdad pour examen par les médecins légistes (*Kurdistan-24*). Durant toute la seconde quinzaine du mois, Daech a lancé de nombreuses attaques dans la région de Hawija, au Sud de Kirkouk, au point que le Conseil national de sécurité irakien averti le Premier ministre al-Kadhimi, que Daech était en cours de réimplantation dans le triangle Kirkouk-Mosul-Tikrit (WKI).

Parallèlement, le quotidien des habitants est dominé par le manque de services de base, eau, électricité, ramassage des déchets, qui provoquent régulièrement des manifestations appelant à la démission du gouverneur Rakan Al-Jabouri. Début juin, des dizaines de chauffeurs de taxi ont manifesté contre la pénurie d'essence, et même des non-Kurdes ont indiqué regretter la gestion de l'ancien gouverneur kurde, Najmeddine Karim, démis par Bagdad après le réfé-

rendum d'indépendance de septembre 2017 et décédé en 2020. En fin de mois, un député de Kirkouk, Jamal Shkur, a indiqué que l'actuel gouverneur de Kirkouk était impliqué dans 62 cas de corruption à propos de son utilisation des fonds publics...

Depuis le retour de la province sous contrôle irakien en octobre 2017, elle est devenue la principale route du trafic de drogue, principalement par les milices pro-iraniennes *Hashd al-Shaabi*. Le commandant du département de police chargé de la lutte contre ce trafic, Homa Rawouf, a indiqué récemment que 170 personnes avaient été arrêtées en 2021 pour trafic de stupéfiants...

À Sindjar, ces mêmes *Hashd al-Shaabi* ont menacé de se confronter à l'armée turque si celle-ci tentait d'envahir la ville, comme le menace régulièrement Ankara. Le 14, le ministre de l'Intérieur irakien, Othman al-Ghanimi, a annoncé la formation d'une nouvelle force de police locale de 1.500 Yézidis pour assurer la sécurité de la ville. Plusieurs forces armées sont présentes dans la ville, dont les milices *Hashd*, des groupes affiliés au PKK, l'armée irakienne et des unités de peshmerga dans la banlieue. L'accord de sécurité conclu entre Bagdad et Erbil le district attend toujours sa mise en œuvre...

Par ailleurs, de nouvelles frappes anti-américaines ont pris place dans la Région du Kurdistan. La nuit du 26, trois drones chargés d'explosifs ont visé le consulat américain d'Erbil, sans l'atteindre. Deux des drones ont touché et endommagé une maison tandis qu'un troisième n'a pas explosé. Ces tentatives, attribuées aux milices pro-iraniennes *Hashd al-Shaabi*, ont été condamnées par le consulat américain.

Depuis le début de l'année, quelque 43 attaques ont visé les intérêts des Etats-Unis dans le pays. Début juin, trois drones avaient déjà visé l'aéroport de Bagdad, où sont aussi déployés des soldats américains, après que cinq roquettes avaient été tirées plus tôt dans la journée sur une base aérienne où opèrent des compagnies américaines (AFP).

Concernant le budget du GRK, l'accord obtenu entre le GRK et le gouvernement fédéral et l'adoption fin mars du budget fédéral n'ont toujours résulté en aucun paiement de la part attribuée au GRK. Une délégation dirigée par le Vice-premier ministre Qubad Talabani est demeurée à Bagdad quatre jours en début de mois pour tenter de finaliser le mécanisme de mise en œuvre du budget. Le 6, le porte-parole du GRK, Jutyar Adil, a déclaré que deux dossiers importants allaient être envoyés à Bagdad dans la semaine, l'un précisant les coûts de production du pétrole produit dans la Région, l'autre concernant les revenus fédéraux non pétroliers». Adil a ajouté qu'il pensait que le budget serait prochaine-

ment mis en œuvre, et qu'une partie de l'accord l'avait déjà été. Le retard dans l'exécution du budget continue à causer des retards dans le paiement des salaires des fonctionnaires de la région du Kurdistan (*Rûdaw*). Au 15 du mois, malgré les discussions précédentes, aucun progrès concret n'avait été enregistré. Cependant, selon un accord Bagdad-Erbil annoncé le 14 par le premier ministre du GRK, les paiements budgétaires au Kurdistan devaient reprendre sous peu et tenir compte des mois écoulés depuis janvier. Le 16, le Conseil des ministres s'est réuni sous la direction du premier ministre Masrour Barzani pour faire le point sur l'état des discussions avec Bagdad. En fonction des prévisions de paiement, il a été décidé que les bureaux gouvernementaux reprendraient des horaires de travail normaux à compter de la semaine suivante.

Par ailleurs, la question du budget du Kurdistan semble être devenue matière à conflit entre différents blocs au parlement de Bagdad, certains d'entre eux s'en servant pour lancer des attaques

contre le Premier ministre Al-Kadhimi. Le 25, après que la commission des finances du Parlement a annoncé publiquement son désaccord avec l'envoi de toute somme d'argent à la Région du Kurdistan, Kadhimi est intervenu sur *Al-Iraqiyya* en déclarant que l'opposition à cet envoi n'était qu'une manigance électorale, et a réaffirmé le droit du Kurdistan à son budget et celui des fonctionnaires du GRK à leur salaire... «Les affirmations des politiciens et bureaucrates irakiens selon lesquelles de l'argent sera envoyé à la région du Kurdistan sans qu'Erbil ne remplisse ses obligations sont fausses», a-t-il précisé (*Kurdistan-24*).

Enfin, concernant l'épidémie de COVID-19, le 28 juin, le ministre de la Santé irakien a annoncé 6.346 nouveaux cas dans les dernières 24 h. Après un pic en avril, l'épidémie avait connu une certaine décrue en mai et jusqu'à début juin, mais elle semble reprendre avec ce que le ministre a décrit comme une «troisième vague» plus mortelle que les deux premières.

La Turquie retient les eaux de l'Euphrate et ses mercenaires celles du Khabour

A lors que la Turquie continue de baisser le débit d'eau du fleuve Euphrate, des mercenaires djihadistes pro-turcs retiennent l'eau du rivièrè Khabour dans les zones sous leur contrôle.

Selon l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme (OSDH), des mercenaires pro-turcs ont commencé à creuser des tunnels et ériger de grands barrages de sol sur la rivièrè Khabour, dans une zone sous leur contrôle, à Tall

Tamr, au nord de la ville de Hassakê, saisissant les réserves d'eau de toute la région de Jazira. Des militants de l'OSDH ont rapporté que des factions soutenues par Ankara travaillaient au détournement de la rivièrè près du pont du village d'al-Manajir, pour en faire un grand lac, afin de stocker l'eau de Khabour. En outre, ces mêmes mercenaires djihadistes ont érigé des barrages de sol pour empêcher l'écoulement de l'eau vers la région de Jazira, ce qui constitue une menace

grave pour les vastes étendues de terres agricoles situées en aval.

Prenant sa source au Nord-Kurdistan, en territoire turc, la rivièrè Khabour est longue d'environ 320 km. En Syrie, elle parcourt la région de Serêkaniye (Ras al-Aïn) occupée par la Turquie, avant de rejoindre la rivièrè Jaqjaq dans la Jazira syrienne, puis de se jeter dans l'Euphrate, près de la ville de Mayadin, à l'est de Deir ez-Zor. Dimanche dernier, l'OSDH avait signalé une nouvelle diminution du

niveau de l'Euphrate, malgré les déclarations du gouvernement turc annonçant l'ouverture de barrages et la libération de la part d'eau revenant à la Syrie.

Cependant, la Turquie a refermé les barrages, ce qui a entraîné une baisse alarmante du niveau de l'eau dans le fleuve. Pendant ce temps, les turbines de production d'électricité ont cessé de fonctionner, au milieu de la colère populaire croissante dans la région de Jazira.



June 1, 2021
By Khazan Jangiz

KRG warns Turkey to stop 'unacceptable' deforestation

The Kurdistan Regional Government (KRG) has warned Turkey to stop "unacceptable" deforestation in the Kurdistan Region, a government spokesperson said on Monday.

"The Kurdistan Regional Government expresses its concern and dissatisfaction at the Turkish government's deforestation and harm caused to the Kurdistan Region's environment, and it has officially warned Turkey to cease deforestation at the border areas, which is unacceptable," KRG spokesperson Jotiar Adil said in an official statement. Turkey and the Kurdistan Worker's Party (PKK) must "respect Iraq and the Kurdistan Region's sovereignty and not cause affliction, displacement and destruction," he added. The statement follows reports of large-scale deforestation by Turkey in Duhok province to build roads in places where they hold operations, villagers have told Rudaw on the condition of

anonymity. Some say trees are being taken across the border to be sold.

The Iraqi and Kurdish agriculture ministries have also condemned Turkey, calling for international intervention.

"This is not only a hostile act against Iraq and the Kurdistan Region's nature and environment, but it is hostility against humanity and the world's environment because nature has no limits," read a joint statement released on Monday night.

On Sunday, the Turkish Defense Ministry said that Turkey shows "maximum sensitivity and attention" to civilians, environment and historical and cultural sites in their operations.

More than 40 civilians have been killed in the Kurdistan Region due to the Turkey-PKK conflict since 2015, according to data collected by International Crisis Group up

to May 2021. Hundreds of villages have also been emptied.

The PKK is an armed Kurdish group seeking more rights for Kurds in Turkey.

Turkish airstrikes have directly affected civilians. In the latest incident, two brothers were injured last week when a bomb hit their house in Duhok's Zakho District while they were sleeping. Land in Duhok has also been destroyed by Turkish bombardments.

The Kurdistan Region's Forest Police and Environment Directorate last week told Rudaw English that more than 4,000 dunams of land and green spaces have been burned by Turkish bombardments in Duhok province so far this year.

In the past ten years, more than one million dunams of land have been burned in the Kurdistan Region, of which around 35 percent

of this was from Turkish and Iranian bombardments, the spokesperson of the Kurdistan Region's Environmental Protection and Improvement board told Rudaw English last month.

Turkey regularly carries out airstrikes and ground operations in the Kurdistan Region, against what it says are positions belonging to the PKK. Several operations have been launched this year, including Claw-Eagle 2, in Duhok's Mount Gara in February, and the ongoing Claw-Lightning and Claw-Thunderbolt operations, which target Duhok's Metina and Avashin areas, on the mountainous frontier with Turkey.

Kawa Sabri, head of Duhok's forestry, told Rudaw that they have evidence that Turkey has been destroying the Kurdistan Region's forests for more than a year, but are collecting more information to inform the relevant authorities.

Six morts dans des manifestations à Minbej, après des tirs de la police kurde

De récentes manifestations contre la conscription obligatoire ont fait six morts à Minbej (Syrie), selon un bilan communiqué ce mercredi 2 juin par l'Observatoire syrien des droits de l'Homme. Ces six personnes sont mortes des suites des tirs de la police locale kurde.

L'entrée de la ville de Minbej (Syrie), en 2019. Photo d'illustration. I AFP

Six personnes ont été tuées par des tirs de la police kurde locale à Minbej et ses environs, une ville du nord de la Syrie qui a connu deux jours de heurts et de manifestations de protestation contre la conscription obligatoire, a rapporté ce mercredi 2 juin une ONG. Un moratoire sur la conscription a été annoncé.

Le conseil militaire de Minbej, affilié à l'alliance arabo-kurde des

Forces démocratiques syriennes (FDS), a rapporté mardi soir dans un communiqué des morts et des blessés sans plus de détails, alors que des heurts ont secoué lundi et mardi la ville et des villages environnants dans le nord de la Syrie.

Mécontentement populaire

Ces affrontements, dans une région majoritairement arabe mais avec une présence kurde, illustrent les limites de l'administration semi-autonome kurde face au mécontentement populaire attisé par les difficultés économiques.

Mercredi, des représentants du Conseil, de la police kurde des As-sayech et des figures tribales locales étaient réunis pour rétablir le calme, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Le conseil militaire dénonce des « attaques »

Lundi, une personne a été tuée près de Minbej par des tirs de la police kurde durant une manifestation dénonçant la conscription, a-t-il précisé. Le lendemain la mobilisation a grossi, des manifestants ont bloqué des routes et attaqué un barrage de contrôle et trois personnes ont été tuées, selon la même source.

Prônant le dialogue, le Conseil militaire de Minbej a dénoncé des « attaques » contre des locaux des forces de l'ordre, pointant du doigt des acteurs étrangers et locaux cherchant à « pousser la région vers le chaos ».

Ces instances prennent pour prétexte l'enrôlement dans l'auto-défense (la conscription), mais ce devoir est en vigueur depuis sept ans sans aucun problème, a justifié le Conseil.

Déjà des manifestations mi-mai

Les FDS, fer de lance de la lutte antijihadistes soutenues par les Occidentaux, contrôlent aujourd'hui de vastes pans de territoires dans l'Est et le Nord-Est de la Syrie.

Mi-mai, des manifestations contre une hausse des prix du carburant ont secoué des régions kurdes et l'Observatoire avait fait état de deux morts dans de violentes échauffourées, avant que les autorités kurdes ne fassent marche arrière sur l'augmentation.

Depuis fin 2019, des soldats du régime syrien sont stationnés à Minbej, à l'issue d'un accord entre le pouvoir de Damas et les Kurdes.

Syrie. Six morts dans des manifestations à Minbej, après des tirs de la police kurde Ouest-France.fr

Kurdistan au féminin

02 Juin 2021

« Des structures de gangs mafieux en Turquie ont été créées pour combattre les Kurdes »

Duran Kalkan, membre du comité exécutif du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a été interviewé par Medya Haber TV et a parlé du débat houleux en Turquie concernant les confessions de Sedat Peker, chef de la mafia condamné, sur les relations entre la mafia et l'État en Turquie.

« Ce n'est pas une chose nouvelle, ces questions étaient déjà connues. Avec les aveux de

Sedat Peker, tout est redevenu clair, mais nous connaissions déjà ces questions », a-t-il déclaré.

Kalkan a noté que la Turquie blâme toujours le PKK pour des crimes que l'État a commis avec la mafia.

« Le trafic de drogue et d'autres choses similaires, le MIT et la contre-gerilla turque ont tous menti pour attaquer le PKK mais maintenant [on sait] qui a

commis ces crimes. Ils ont inventé divers mensonges pour le meurtre du journaliste Uğur Mumcu, ils ont accusé le PKK, maintenant [on avoue celui] qui a commis ce meurtre », a-t-il dit.

Kalkan a affirmé que tous les groupes de gangs mafieux ont été établis sous la supervision de l'OTAN en Turquie, et a déclaré que ces gangs sont étroitement affiliés au département de guerre spéciale ou au commandement des forces spéciales.

Kalkan a également déclaré que la raison pour laquelle ces gangs ont été établis était de réprimer les Kurdes.

« Cette structure de gangs mafieux est établie dans le but de combattre les Kurdes. L'opposition doit donc s'unir en tant qu'alliés des Kurdes. Pour combattre cette structure de gangs, des alliances révolutionnaires et démocratiques doivent être construites en Turquie », a-t-il déclaré.

La Turquie veut annexer le Kurdistan du Sud

En prétextant combattre la guérilla kurde, la Turquie a envahi plusieurs régions du Kurdistan d'Irak où elle commet par ailleurs un écocide en abattant les forêts. Derrière cette nouvelle agression turque dans un pays voisin se cache le rêve d'Erdogan d'annexer les régions d'Hewler, Slimani et Kirkouk à la Turquie, comme à l'époque de l'empire ottoman.

Depuis le 23 mars, les forces armées turques, épaulées par des mercenaires syriens, ont lancé une opération contre les zones contrôlées par les combattants des HPG



(branche armée du PKK) dans les régions de Metîna,

Zap et Avashîn, dans les zones frontalières de Duhok et érigé au moins quatre nouvelles bases militaires, soit près de quarante autres dans la région du Kurdistan.

Le chercheur et historien irakien Jawad al-Baidani a averti que la Turquie rongeaient progressivement les terres irakiennes pour contrôler toute la région de Mossoul, qui, selon la stratégie turque, comprend Hewler (Erbil, capitale de la région kurde), Sulaymaniyah et Kirkouk. Il a révélé que la Tur-

quie cherchait à y établir une base militaire et aérienne qui sera la plus importante du Moyen-Orient.

Jusqu'à présent, la Turquie a annexé les régions kurdes d'Afrin et de Serê Kanîyé, au Rojava, dans le nord de la Syrie. Aujourd'hui, elle veut finaliser l'annexion du Kurdistan avec les régions kurdes d'Irak. Mais ce qui terrifie le plus les Kurdes, c'est le silence coupable de la communauté internationale qui laisse la Turquie envahir les pays voisins à sa guise. Mais jusqu'à quand?



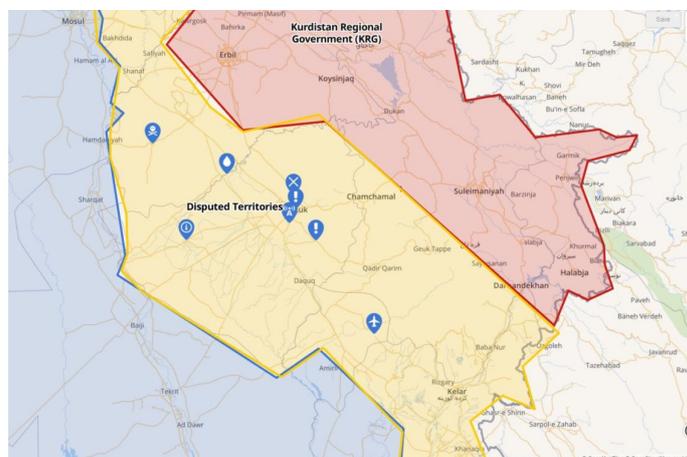
Washington Kurdish Institute
Est. 1996

June 3, 2021

Kirkuk Minute June 3, 2021

Kirkuk

Due to the threat of ISIS (Da'esh) attacks in Kirkuk, all security forces in the province were on the highest emergency alert (C type) on Saturday. The security forces of police and army deployed thousands of troops with heavy weapons in Kirkuk city and the surrounding towns, blocking several roads leading to key government buildings. A leaked memo of police's intelligence department warned of Da'esh attacks on government buildings, including Kirkuk's governorate, the oil company, police headquarters, department of education, and the main jail. Further, on Tuesday June 1,



security forces launched search and inspection in five neighborhoods and two main markets in Kirkuk's downtown, hunting for Da'esh suspects.

During the searching campaign, the security forces shut down both Khan Khurma and Hawija Terminal Market downtown for at least five hours, in-

forming shop owners to close down for the day. 37 Da'esh suspects were arrested in 9 different raids across the province last week.

Last week, Da'esh sleeper cells in the city of Kirkuk wrote the terror group's slogan on the walls of three schools. The terror propaganda of "The Islamic State Exists" was written on walls of schools in Imam Qasim, Ronaki, and Shahidan neighborhoods. In the previous weeks, similar incidents were recorded on public buildings across the city.

Kirkuk's security forces found several 122mm rockets prep-

ped for launch between Kirkuk Governorate's Hasar and Darman villages. ISIS (Da'esh) and Iranian-backed militias remain the likely suspects regarding the attempted attack, as both have carried out an increasing number of attacks on Kurds and Peshmerga positions in Iraq's "Disputed Territories," which have been occupied by Iraqi forces and Iranian-backed militias since October 16, 2017.

Due to the continued lack of basic services to Kirkuk citizens, administration, two local activists launched "time to leave" against the acting governor of Kirkuk Rakan Saed, the mayor of the city Falah Yaychi, and head of the municipality Faraidon Adel Waiss. Four anti-government protests were held last week as lack of electricity, water, and waste pickup has replaced the province as one of the worst places to live in the country. The social media campaign went viral among thousands of people sharing the campaign banner and calling the three top officials in the province to resign. Though launched by

Kurds, many non-Kurds joined the campaign. Moreover, the Turkish-backed lawmaker and former head of the Turkmen Front, Arshad Saihi, warned of "An explosion of public anger and the outbreak of massive demonstrations" due to evident deterioration of services.

A team of the "stabilization" program by the United Nations Development Programme (UNDP) visited Kirkuk and held meetings with its officials. On Wednesday, the stabilization team, which includes representatives of donor countries and international organizations, held a meeting in Baghdad with Iraq's Secretary-General of the Council of Ministers Hamim al Gazi over Kirkuk's stabilization efforts and the returns of the internally displaced people (IDP).

According to Iraq's oil minister's monthly report, 3,060,913 barrels of oil were exported, grossing more than \$199 million. The selling price per barrel averaged \$65 produced from the five oil fields in 199 million. Kirkuk of Bai Hasan, Avana, Qubay Baba Jambour, and

Khabaza.

As pre-election fever slowly weighs in, disagreements among the three main Arab tribes of Kirkuk appear stronger. The Obaidi and Hamadan tribes are at odds with the Jabouri tribe over the number of candidates they have in the Arab coalition list. The two tribes accuse the Jabouris of having more of a role in the political scene. Iraq's parliamentary election is set to be held on October 10, 2021.

Tuz Khurmatu

At least eight Da'esh terrorists were killed and several of their hideouts were destroyed by a joint operation between Peshmerga and french forces, part of the US-led coalition near Zanadana (Zanana). The operation was backed by US airpower and lasted hours.

Makhmour

In an interview with state-owned television TRT, Turkey's President Recep Tayyip Erdogan threatened to wipe the United Nations Makhmour refugee

camp. Erdogan described the camp as a "safe haven" for the Kurdistan Workers' Party (PKK). The Turkish president claimed that children were born and raised according to the ideology of the PKK in Makhmour before joining the guerrillas in Qandil. Since 2017, Turkey has bombarded the camp on several occasions resulting in civilian casualties. The camp holds approximately 13,000 Kurds displaced by the Turkish government in 1993 and 1994 and arrived in Iraq in 1998.

Shingal

The head of the Snooni sub-district, Khadida Jouqi, said the Yazidi women inside al Hawl camp in Syria face another wave of kidnappings by al Qaeda affiliates Ahrar al-Sham in Idlib, west of the country. According to Jouqi, some Yazidi women enslaved by Da'esh and ended up inside al Hawl camp are now smuggled out to Idlib by al Qaeda and Ahrar al-Sham. Al Hawl camp houses more than 62,000 refugees and internally displaced people and thousands of Da'esh members and relatives.



4 Juin 2021

Un incendie détruit 350 tentes d'un camp de déplacés yazidis

Un incendie déclenché par un court-circuit a détruit vendredi 350 tentes abritant des déplacés yazidis ayant fui les persécutions des jihadistes dans le nord de l'Irak, ont indiqué à l'AFP des responsables locaux, faisant état d'une vingtaine de blessés.

Le feu est parti dans une section du camp de Charia, dans la province kurde de Dohouk frontalière de la Turquie, qui

compte 12.000 Yazidis toujours déplacés trois ans et demi après la victoire proclamée par Bagdad sur le groupe Etat islamique (EI). "Sur 4.000 tentes, 350 ont été entièrement détruites et 25 personnes ont été légèrement blessées dont huit ont été transférées à l'hôpital pour des problèmes respiratoires", a affirmé à l'AFP le responsable du camp Serdar Mohammed.

"Cet incendie a été causé par

un court-circuit et pour l'éteindre, nous avons mobilisé des hélicoptères et des dizaines de camions de pompiers", a expliqué à l'AFP Karouan Atrouchi, porte-parole de la direction provinciale chargée des déplacés.

Une enquête a été ouverte et de nouvelles tentes devraient être montées dans les jours à venir une fois les lieux dégagés, ont indiqué ces responsables.

Les Yazidis, adeptes d'un monothéisme ésotérique et persécutés depuis des siècles par les extrémistes musulmans qui les considèrent comme "satanistes", sont probablement la communauté la plus ciblée par l'EI en Irak. En 2014, les jihadistes ont tué des milliers d'entre eux, enrôlé les enfants de force et transformé les femmes en esclaves sexuelles. Sur plus de 6.400 Yazidis enlevés par l'EI, la moitié sont toujours introuvables, selon les autori-

tés kurdes. Toutes ces atrocités constituent un génocide, selon l'ONU.

Les Yazidis étaient 550.000 en Irak en 2014 mais 100.000 d'entre eux se sont exilés depuis et 360.000 autres sont déplacés au Kurdistan.

Du fait des installations élec-

triques vétustes, de générateurs exposés en plein soleil, de branchements sauvages ou encore de passe-droits pour éviter les inspections, les incendies sont très nombreux en Irak et les pertes, humaines et matérielles, souvent lourdes. De janvier à mars, le ministère de l'Intérieur a recensé 7.000 incendies à travers le pays. En

avril, un feu parti dans un hôpital de Bagdad pour malades du Covid-19 a fait 82 morts. Un incendie déclenché par un court-circuit a détruit vendredi 350 tentes abritant des déplacés yazidis ayant fui les persécutions des jihadistes dans le nord de l'Irak, ont indiqué à l'AFP des responsables locaux, faisant état d'une ving-

taine de blessés. Le feu est parti dans une section du camp de Charia, dans la province kurde de Dohouk frontalière de la Turquie, qui compte 12.000. En vous abonnant, vous contribuez à préserver notre indépendance financière et donc éditoriale.

Le Monde

3 Juin 2021
By Ghazal Golshiri

En Iran, une raffinerie et un navire de guerre en flammes

En moins de vingt-quatre heures, deux incidents d'envergure ont porté un coup dur aux infrastructures et au potentiel militaire du pays. Ils surviennent dans un contexte de tensions régionales fortes.

En moins de vingt-quatre heures, deux incidents d'envergure ont frappé l'Iran et porté un coup dur aux infrastructures et au potentiel militaire du pays. Dans la soirée de mercredi 2 juin, un feu s'est déclaré dans une raffinerie de pétrole située dans le sud de Téhéran, la capitale. Quelques heures plus tôt, dans la nuit de mardi à mercredi, le plus grand navire de guerre de la marine avait lui aussi pris feu avant de couler dans le golfe d'Oman dans des circonstances inexplicables. Les deux incidents surviennent dans un contexte de tensions entre l'Iran et ses rivaux régionaux, notamment Israël, et en pleine campagne présidentielle.

Dans la raffinerie, l'incendie s'est déclaré « dans les réservoirs de gaz liquéfié », selon le gouverneur de Shahr-e-Rey (un département de la province de Téhéran), Hossein Tavakoli. Le chef de la cellule de crise de la capitale iranienne, Mansour Darajati, a rejeté l'hypothèse qu'une « explosion » soit à l'origine de l'incident. Les responsables de la raffinerie ont également écarté la piste d'un « sabotage ». Jeudi matin, l'incendie n'avait tou-

jours pas été maîtrisé. Pendant plusieurs heures, d'immenses colonnes de fumée se sont élevées dans le ciel, suscitant l'inquiétude des habitants de Téhéran qui diffusaient sur Internet des images de l'incendie. La mairie du quartier a même dû demander aux habitants des alentours de quitter leur logement. La raffinerie, inaugurée en 1968, produit 250 000 barils de carburant par jour et subvient à environ 17 % à 20 % des besoins énergétiques du pays. A en croire les autorités iraniennes, l'installation devrait rapidement se remettre à fonctionner normalement, et aucune inquiétude ne pèse sur les approvisionnements.

Suspicion à l'égard d'Israël

L'incident de Téhéran s'est déclaré après le naufrage du plus grand navire militaire iranien, le Kharg, après que des secouristes ont tenté en vain, pendant de longues heures, de contenir un feu à bord, d'origine pour le moment inconnue. Le Kharg, long de plus de 200 mètres, et utilisé pour ravitailler d'autres navires en mer ou pour des exercices d'entraînement, a coulé près du port de Jask, à 1 270 kilomètres au sud-est de Téhéran, dans le golfe d'Oman, près du détroit très stratégique d'Ormuz.

Selon les médias iraniens, les quatre cents marins et élèves officiers qui

étaient à bord ont réussi à évacuer. Parmi eux, trente-trois ont été blessés. Pour le moment, l'Iran n'a donné aucune explication sur les causes de l'incendie de ce navire, capable, aussi, de transporter des hélicoptères et des cargaisons lourdes, telles que du matériel militaire, ce qui rend suspect son naufrage. Une enquête a été ouverte.

Ces deux incendies font suite à une série d'explosions et de feux mystérieux qui ont touché des installations pétrolières, nucléaires et militaires iraniennes ces derniers mois, et à des attaques contre des navires de guerre du pays, notamment depuis 2019. Certains ont été imputés par Téhéran à Tel-Aviv, son ennemi de toujours et rival régional. Le rôle d'Israël a même été confirmé dans certains cas par des sources israéliennes dans les médias américains et israéliens.

« Représailles »

Début avril, une explosion qui a touché un autre navire militaire, le Saviz, stationné en mer Rouge, au large du Yémen, a été imputée à l'Etat hébreu par le New York Times, citant anonymement un responsable américain. L'attaque avait été présentée comme « des représailles » à « des frappes antérieures de l'Iran contre des navires israéliens ».

L'Iran a également accusé Israël d'être à l'origine de plusieurs attaques récentes contre son programme nucléaire, dont deux incendies et explosions survenus sur l'installation nucléaire de Natanz (centre), en juillet 2020 et en avril, cette année. L'assassinat de l'architecte du programme nucléaire iranien, Mohsen Fakhrizadeh, en novembre 2020, a également été imputé à l'Etat hébreu.

Tel-Aviv voit dans le programme nucléaire de Téhéran une menace existentielle et s'oppose aux pourparlers en cours, à Vienne, en vue de relancer l'accord conclu en 2015. Celui-ci, destiné à encadrer la surveillance des activités nucléaires de l'Iran en échange d'un assouplissement des sanctions internationales, avait été dénoncé unilatéralement par l'ancien président américain Donald Trump, en 2018. Et Israël appelle aujourd'hui les Etats-Unis à adopter une approche plus contraignante envers Téhéran, notamment sur son programme balistique et ses activités régionales qu'il juge « déstabilisatrices ».

Le 30 mai, le chef sortant du Mossad, les services secrets israéliens, Yossi Cohen, a confirmé l'intention de « combattre l'Iran et ses actions jusqu'au bout, jusqu'à ce qu'il comprenne que chaque fois qu'il franchira une ligne, cela lui coûtera d'énormes dommages ».

Syrie : quatre Néerlandais proches de l'EI remis aux Pays-Bas

Une femme, ses deux enfants et une jeune fille de 12 ans ont été remis samedi à une délégation diplomatique néerlandaise en vue de leur rapatriement.

Les autorités kurdes en Syrie ont remis, samedi 5 juin, quatre Néerlandais (dont trois enfants) proches de combattants du groupe Etat islamique (EI) à une délégation diplomatique néerlandaise en vue de leur rapatriement, provoquant de vives critiques aux Pays-Bas. Il s'agit d'une femme et de ses deux enfants (deux garçons âgés de 2 et de 5 ans) ainsi que d'une jeune fille de 12 ans, selon des responsables kurdes et néerlandais.

« Le cabinet transfère une ressortissante néerlandaise, soupçonnée d'infractions terroristes, avec ses deux enfants mineurs, ainsi qu'une victime d'enlèvement international d'enfants, de la Syrie vers les Pays-Bas », ont ainsi confirmé, samedi soir, dans une lettre aux députés néerlandais transmise à l'Agence France-Presse (AFP) la ministre des affaires étrangères, Sigrid Kaag, et le ministre de la justice et de la sécurité, Ferd Grapperhaus.

« La suspecte sera arrêtée à son arrivée aux Pays-Bas et fera face à des poursuites pénales », ont ajouté ces derniers, expliquant qu'une « occasion exceptionnelle » de transférer la femme et ses enfants s'était présentée, alors que de nombreux députés néerlandais se sont indignés de l'opération (qui n'avait pas été annoncée sur les réseaux sociaux).

Tamara Buruma, avocate de la femme et de ses deux enfants, a confirmé à l'AFP que la mise en cause s'appelait Ilham B., et qu'elle ainsi que ses deux petits

garçons étaient originaires de la ville de Gouda.

Vives critiques

La question du rapatriement de proches de l'EI a provoqué de vives critiques aux Pays-Bas, et a divisé le gouvernement démissionnaire, certains défendant une approche humanitaire tandis que d'autres privilégient la dimension sécuritaire. Il s'agit d'une démarche « incompréhensible », a déploré sur Twitter la députée libérale Ingrid Michon. « Il est inacceptable et insupportable d'amener ici l'ennemi qu'est l'EI. Ces femmes terroristes ont perdu leur droit de fouler le sol néerlandais à jamais », a renchéri le député d'extrême droite Geert Wilders.

Les quatre Néerlandais ont été remis à la délégation, composée notamment d'Emiel de Bont, émissaire spécial des Pays-Bas en Syrie, et de Dirk Jan Nieuwenhuis, directeur des affaires consulaires au ministère néerlandais des affaires étrangères. « Il s'agit d'une mission consulaire très spécifique, que mon gouvernement a décidé d'entreprendre parce que la cour de justice néerlandaise a rendu des arrêts dans ces cas précis », a souligné M. de Bont lors d'une conférence de presse.

Selon les autorités néerlandaises, au moins 220 enfants originaires des Pays-Bas vivent en Syrie ou en Turquie, dont les trois quarts seraient âgés de moins de 4 ans. Ils seraient 75, auxquels il faut ajouter 30 femmes et 15 hommes de nationalité néerlandaise également, à vivre dans des camps gérés par les Kurdes.

Réticence occidentale

Depuis la chute en mars 2019 du « califat » de l'EI en Syrie, les Kurdes réclament le rapatriement des milliers de femmes étrangères



Des membres des forces de sécurité kurdes montent la garde à l'arrivée d'une délégation diplomatique néerlandaise, dirigée par l'envoyé spécial des Pays-Bas en Syrie, Emiel de Bont (à gauche), et par le directeur des affaires consulaires au ministère néerlandais des affaires étrangères, Dirk Jan Nieuwenhuis (à droite), à qui l'on a remis des proches de combattants du groupe Etat islamique dans la ville de Kamechliyé, dans le nord-est de la Syrie, le 5 juin 2021. DELIL SOULEIMAN / AFP

et des enfants de djihadistes qu'ils retiennent dans des camps surpeuplés. Malgré ces demandes répétées, la plupart des pays, notamment européens, rechignent à reprendre leurs citoyens. Certains, parmi lesquels la France, ont rapatrié un nombre limité de mineurs, incluant des orphelins. Les Pays-Bas n'y font pas exception, ayant pour leur part rapatrié deux orphelins seulement en 2019.

« La politique générale est que les Pays-Bas n'aident pas les personnes venant de zones de combat », a expliqué à l'AFP Anna Sophia Posthumus, porte-parole du coordinateur national néerlandais pour la lutte contre le terrorisme et la sécurité. Mais, pour les Kurdes de Syrie, cette réticence occidentale pose un vrai défi, d'autant qu'il s'agit d'un dossier lourd à assumer, aussi bien financièrement que du point de vue sécuritaire.

Chargé des affaires étrangères pour l'administration autonome kurde du nord-est de la Syrie, Ab-

dulkarim Omar a réitéré samedi son appel à la communauté internationale, afin « qu'elle assume ses responsabilités » et qu'elle « coopère » avec les Kurdes.

Pour sa part, Mme Posthumus a dit préférer voir l'instauration d'un tribunal dans la région », lequel serait compétent pour juger les personnes coupables sur place. « Nous avons eu des discussions mais ce n'est qu'un tout début », a-t-elle ajouté.

L'ONU a maintes fois mis en garde contre la détérioration de la situation sanitaire et sécuritaire dans les camps surpeuplés du nord-est de la Syrie. Un rapport onusien publié en février a fait état de « cas de radicalisation, de formation, de collecte de fonds et d'incitation à des opérations extérieures » dans ces camps, notamment celui d'Al-Hol.

« Nous sommes ravis que nos clients soient rapatriés aux Pays-Bas, mais nous aurions préféré que cela arrive plus tôt », a conclu Mme Buruma.

Le chef de la diplomatie turque en visite en France

Le ministre turc des Affaires étrangères sera dimanche 6 juin et lundi 7 juin en France, marquant une première visite de haut niveau après des mois de tensions entre les deux pays et au moment où Ankara cherche à normaliser ses relations avec Paris.

Le chef de la diplomatie turque, Mevlut Cavusoglu, rencontrera son homologue français Jean-Yves Le Drian pour

discuter «des relations bilatérales, ainsi qu'entre la Turquie et l'Union européenne» et des questions «régionales et internationales», a annoncé le ministère turc des Affaires étrangères dans un communiqué.

La visite intervient à un moment où Ankara cherche à normaliser ses relations avec Paris après des mois de tensions sur plusieurs dossiers qui opposent les deux pays

comme la Libye, la Syrie, la Méditerranée orientale ou encore l'offensive de Paris contre l'influence turque sur l'islam en France.

En octobre dernier, le chef de l'État turc Recep Tayyip Erdogan avait mis en cause la «santé mentale» du président français Emmanuel Macron, l'accusant de mener une «campagne de haine» contre l'islam, parce qu'il avait défendu le droit de caricaturer le

prophète Mahomet et pour son discours contre le «séparatisme» islamiste en France. En signe d'apaisement, les deux chefs d'État se sont entretenus en mars dernier par visioconférence. Ankara multiplie depuis le début de l'année les gestes envers ses alliés occidentaux et régionaux pour sortir de son isolement croissant sur les scènes régionale et internationale.



May 6, 2021

By Khazan Jangiz

KRG to send reports on oil, other revenues to Baghdad this week: spokesperson

The Kurdistan Regional Government (KRG) will send reports on oil and non-oil revenues to Baghdad in the next few days to further budget implementation, a KRG spokesperson said on Sunday.

“Following continuous visits of a Kurdistan Region delegation to Baghdad, two important dossiers will be sent to Baghdad this week, one related to expenditures from oil produced in the Kurdistan Region, another related to federal non-oil revenues,” Jotiar Adil told reporters on Sunday.

“I believe the budget will be implemented in the near future. Some

of it has already been implemented,” he added.

A Kurdish delegation travelled to Baghdad for a four-day visit last week, headed by Deputy Prime Minister Qubad Talabani, who said that Erbil and Baghdad are close to finalizing “mechanisms necessary to implement the 2021 budget law.”

The 2021 budget was passed by the parliament in late March after intense, more than three months after it was approved by the cabinet, but the Region is yet to receive its share of federal funds.

Baghdad sending the Kurdistan

Region its budget share is conditional on Erbil fulfilling its commitments, which include handing over 250,000 barrels of oil per day, paying back money it borrowed from the Iraqi Trade Bank, sending non-oil revenues and prioritizing paying the salaries of its civil servants and Peshmerga before any other spending.

Last month, Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhimi said a committee was working on sending the Region's share of the budget for May.

The delay in budget implementation has hindered the salary payments of Kurdistan Region civil

servants. On May 26, KRG's financial assistant, Rebaz Hamlan told Rudaw that he thinks the budget will be implemented in June.

Lawmaker Ali Hama Salih said that the KRG doesn't have sufficient funds to meet salaries despite having already cut wages of its public employees.

The Kurdistan Region needs 895 billion dinars a month to cover its payroll, amounting to 10.7 trillion dinars a year. Employees who make more than 300,000 Iraqi dinars (approximately \$200) per month will see their paychecks cut by 21 percent as a result of the new budget.

Isolé, Erdogan tente de renouer avec l’Egypte

Une délégation du ministère turc des affaires étrangères s’est rendue au Caire en visite officielle. Une première depuis le coup d’Etat de 2013 qui avait porté au pouvoir le maréchal Al-Sissi.

Résolu à rompre son isolement diplomatique, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, s’est lancé dans une offensive de charme vis-à-vis de l’Egypte, de l’Arabie saoudite et des Emirats arabes unis, avec lesquels les relations s’étaient considérablement dégradées ces dernières années. La première étape de cette tentative de normalisation est l’Egypte. Une délégation du ministère turc des affaires étrangères a entamé, mercredi 5 et jeudi 6 mai au Caire, des discussions avec des diplomates égyptiens.

Cette visite officielle est une première depuis le coup d’Etat de 2013 en Egypte, quand le président élu, Mohamed Morsi, a été renversé par l’armée et remplacé par le maréchal Abdel Fattah Al-Sissi. Connu pour ses sympathies envers le mouvement des Frères musulmans, « terroriste » selon Le Caire, le président Erdogan avait alors pris fait et cause pour le président islamiste déchu, qualifiant M. Sissi de « gangster ».

« La Turquie et l’Egypte reviennent de très loin. Depuis 2013, il n’y a plus d’ambassadeurs ni à Ankara ni au Caire. Justement, les discussions menées actuellement visent à rétablir les relations diplomatiques. On va voir quelles concessions seront exigées », explique Franck Mermier, directeur de recherche au CNRS, actuellement à l’Institut français d’études anatoliennes (IFEA), à Istanbul.

Listes d’exigences égyptiennes

Les autorités égyptiennes ont profité de cette ouverture pour transmettre à leurs homologues turcs la liste de leurs exigences, en onze points, allant du retrait des forces armées turques et de leurs supplétifs syriens de Libye, à la restitution des zones occupées par l’armée turque dans le nord de la Syrie, en passant par l’expulsion des opposants syriens sympathisants des Frères musulmans qui ont trouvé refuge sur le sol turc.

« Ce rapprochement suscite l’inquiétude de la communauté égyptienne de Turquie, environ 30 000 personnes, des opposants pour la plupart, qui craignent d’en faire les frais. Certains Egyptiens installés en Turquie ont un statut précaire, de simples visas touristiques renouvelables », explique Franck Mermier, fin connaisseur des diasporas arabes en Turquie.

Après le « printemps arabe » en 2011, Istanbul est devenu la capitale des médias arabes opposés à leurs gouvernements, notamment de médias égyptiens proches du mouvement des Frères musulmans, interdit en Egypte depuis 2013. Dès que le processus de normalisation a été amorcé, en mars, Ankara a montré sa bonne volonté en sommant les médias égyptiens d’opposition installés à Istanbul de mettre un terme à leurs critiques à l’égard du président Sissi. Moataz Matar, un animateur de la chaîne égyptienne d’Istanbul Al-Sharq, a dû mettre fin à son émission. « Il a été demandé à ces chaînes de diversifier leurs programmes, de parler davantage d’art et de culture », poursuit le chercheur.

La Turquie semble prête aux concessions. Isolé diplomatique-

ment, affaibli en interne par une économie en crise et une mauvaise situation sanitaire, le président Erdogan a besoin de l’Egypte pour amadouer le front « antiturc » qui s’est constitué autour du gaz en Méditerranée orientale. Ces dernières années, l’Egypte, la Grèce, Chypre, l’Italie, Israël et la Jordanie ont noué des alliances autour de projets gaziers, la Turquie se sent exclue. « Les activités hostiles de cette alliance dirigée par l’Egypte, avec un fort soutien de la Grèce, d’Israël et de la France, dérangent Ankara », affirme Ismaïl Numan Telci, vice-président du Centre pour l’étude du Moyen-Orient (Orsam).

L’autre dossier brûlant est la Libye, où les deux puissances régionales soutiennent des camps opposés. A l’unisson des Nations unies, de l’Union européenne et du gouvernement provisoire libyen, l’Egypte réclame le retrait de tous les mercenaires et des forces étrangères présents en Libye. Ankara, qui a déployé sur place ses militaires et onze mille supplétifs syriens, fait la sourde oreille. La présence militaire turque ne peut « être mise sur un pied d’égalité avec celle de groupes illégitimes », a souligné Mevlut Cavusoglu, le chef de la diplomatie turque. Répondant à la demande de retrait formulée par Najla Al-Mangoush, son homologue libyenne, il a fait savoir que celui-ci serait « difficile à réaliser ».

Prochaine étape, l’Arabie saoudite

Ankara ne compte pas mettre fin de sitôt à sa présence en Tripolitaine, dans l’ouest du pays, la région contrôlée par le gouvernement d’union nationale (GNA). Le départ de ses forces ne

serait pas sans poser problème à ce courant de l’opposition libyenne au sein duquel le gouvernement de M. Erdogan compte de solides appuis.

Influente lorsque le « printemps arabe » a commencé en 2011, la Turquie apparaît aujourd’hui beaucoup plus faible. Son ardeur à défendre les Frères musulmans dans toute la région lui a valu la colère de l’Egypte et celle de poids lourds régionaux comme l’Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. Récemment, l’établissement de relations diplomatiques entre Israël et plusieurs Etats du Golfe a achevé de mettre à mal sa politique étrangère agressive. La normalisation des liens entre le Qatar, allié régional de la Turquie, et l’Egypte a ouvert la porte au rapprochement turco-égyptien, un premier pas vers « un éventuel ré-équilibre des relations avec les autres pays du Golfe tels que l’Arabie saoudite et les Emirats arabes unis », selon Franck Mermier.

L’offensive de charme turque ne vise pas que l’Egypte. Pour tenter de recoller les morceaux de la relation cassée avec l’Arabie saoudite, Mevlut Cavusoglu va se rendre à Riyad, le 11 mai. Il s’agit de la première visite de ce type depuis l’assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, étouffé puis démembré dans les locaux du consulat saoudien d’Istanbul en 2018. Entre les deux pays, les relations, y compris commerciales, sont au plus bas. Non content d’avoir imposé un embargo non officiel sur tous les produits made in Turkey, le royaume saoudien vient de faire fermer huit écoles turques, au grand dam de M. Erdogan, qui s’en est plaint au roi Salman.



08 Mai 2021

À Paris, le chef de la diplomatie turque joue la carte de l'apaisement avec la France

Le ministre turc des Affaires étrangères a effectué, lundi, une première visite de haut niveau à Paris, où il a rencontré son homologue français. Cette rencontre intervient après une année de tensions autour de plusieurs dossiers comme la Libye, la Syrie, la Méditerranée orientale ou encore l'offensive de Paris contre l'influence turque sur l'islam en France.

Les chefs des diplomaties française et turque se sont rencontrés, lundi 7 juin à Paris, pour engager un dialogue plus apaisé après plus d'une année de tensions au sommet entre le président Emmanuel Macron et son homologue Recep Tayyip Erdogan, de la Méditerranée orientale à la Libye.

"Nous envisageons de renforcer nos relations avec la France sur la base du respect mutuel", a tweeté Mevlut Cavusoglu, dont le pays cherche à normaliser ses relations avec Paris, à quelques jours d'un sommet de l'Otan le 14 juin à Bruxelles.

Son homologue, Jean-Yves Le Drian, est resté plus factuel dans sa communication. Selon son ministère, les deux ministres ont fait un tour d'horizon des sujets de contentieux et fait un point sur la relation bilatérale.

La France et la Turquie ont affiché des positions antagonistes sur nombre de sujets au sein de l'Alliance atlantique, qui se sont notamment cristallisées en Méditerranée orientale où Paris a soutenu Athènes face aux ambitions gazières d'Ankara et où un incident a

opposé des bâtiments turc et français en juin 2020.

Multiples désaccords

Faisant fi des mises en garde de l'Europe, la Turquie a en effet organisé l'année dernière plusieurs missions d'exploration gazière dans des eaux grecques, provoquant une crise diplomatique d'une ampleur inédite depuis 1996, année où les deux pays ont frôlé la guerre. Mais après l'annonce de sanctions européennes contre Ankara, Recep Tayyip Erdogan avait multiplié les gestes d'apaisement et appelé la Grèce à discuter.

Les relations entre la France et la Turquie se sont aussi fortement dégradées en raison de désaccords sur la Syrie, la Libye et plus récemment sur le conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie dans le Haut-Karabakh. Durant la guerre, les Arméniens ont accusé les Turcs d'être impliqués directement dans les combats, ce qu'Ankara a démenti. Plusieurs pays dont la France avaient également dénoncé l'envoi sur le front aux côtés des forces azerbaïdjanaises de combattants pro-turcs venus de Syrie.

"Mon cher ami Aliiev (le président azerbaïdjanais İlham Aliiev) a donné un conseil aux Français leur disant que s'ils aiment tant les Arméniens, ils n'ont qu'à leur donner Marseille. Moi aussi, je leur donne le même conseil", avait déclaré Recep Tayyip Erdogan.

"Macron est un problème pour la France"

En octobre, le président turc

avait mis en cause la "santé mentale" de son homologue français, l'accusant de mener une "campagne de haine" contre l'islam, parce qu'il avait défendu le droit de caricaturer le prophète Mahomet et pour son discours contre le "séparatisme" islamiste en France. Il avait également appelé au boycott des produits français, ajoutant une pierre aux critiques qui pleuvent sur Emmanuel Macron dans le monde musulman sur fond de contexte dramatique avec l'assassinat de Samuel Paty.

En réponse, Emmanuel Macron avait décidé de rappeler l'ambassadeur de France en Turquie, tandis que le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian avait pour sa part dénoncé de la part de la Turquie "une volonté d'attiser la haine" contre la France et son président.

La colère de la Turquie s'était ravivée fin octobre après la publication en une par "Charlie Hebdo" d'un dessin montrant le président Erdogan en tee-shirt et sous-vêtements, en train de boire une bière et de soulever la jupe d'une femme portant le voile, découvrant ainsi ses fesses nues. Ankara avait réagi en annonçant l'adoption de mesures "judiciaires et diplomatiques" contre la France.

Début décembre, Recep Tayyip Erdogan a de nouveau ciblé le locataire de l'Élysée. "Macron est un problème pour la France. Avec Macron, la France vit une période très dangereuse. J'espère que la France va se débarrasser du

problème Macron le plus tôt possible", avait-il également déclaré, le 4 décembre, lors d'un échange avec des journalistes à Istanbul.

Depuis, en signe d'apaisement, les deux chefs d'État aux relations exécrables se sont entretenus en mars dernier par visioconférence.

Ankara tente de sortir de son isolement croissant

La Turquie insiste désormais sur les points de "convergence" et les "intérêts communs" avec la France, qui continue pour sa part de réclamer des signes tangibles d'apaisement des tensions de la part d'Ankara.

Paris demande notamment le retrait des mercenaires syriens déployés par la Turquie en Libye au côté du précédent gouvernement à Tripoli.

"En Libye, tout doit être mis en œuvre pour faire respecter le calendrier de transition politique, sécuritaire et électorale et traduire dans les faits le cessez-le-feu", a rappelé la porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

Sur le plan bilatéral, les deux ministres ont rappelé leur "souhait de tenir la prochaine session du comité mixte économique et commercial France-Turquie (JETCO) cet automne", a-t-elle ajouté. Ankara multiplie depuis le début de l'année les gestes envers ses alliés occidentaux et régionaux pour sortir de son isolement croissant sur les scènes régionale et internationale.

FINANCIAL TIMES

June 8 2021

The world forgets Syria at its extreme peril

Much of the world seems to have forgotten Syria's savage civil war, 10 years old and still well able to flare up and radiate chaos across the Middle East — and Europe.

The international complacency that set in after the defeat of Isis is misplaced. So is the idea that fragile neighbouring states such as Lebanon, Jordan and even Turkey can indefinitely be bought off to act as holding pens for 6m Syrian refugees, and funnels for aid to 6m Syrians internally displaced.

The forerunner of Isis in Iraq was reborn in Syria after being reduced to 600 fighters; security experts reckon it now still has up to 40 times that number, enough for a resurgence in two rotting states. Europe, as well as the Middle East, should know from bitter experience that jihadi cut-throats are not confined to the killing fields of Iraq and Syria.

Yet it seems to take unconscionably long to learn even basic lessons from this tragedy.

The World Health Organization, a UN agency, has just elevated Bashar al-Assad's government to its executive board. In the decade until this February, this murderous regime attacked and in many cases destroyed about 600 hospitals and clinics, driving physicians physically underground.

The Assads, backed by patrons such as Vladimir Putin's Russia, have proliferated the fiction they are a



A boy carries his belongings at a site hit by what human rights activists said was a barrel bomb dropped by forces loyal to Syria's president Bashar al-Assad in Aleppo in 2015 © Rami Zayat/Reuters

secular bulwark against religious extremism. In fact, they are incubators of poisonous forces to which they offer themselves as the antidote. The regime emptied jails of jihadis in 2011, betting they would hijack the mainly Sunni rebellion; just as they had fomented sectarianism in Lebanon and funnelled Sunni extremists into US-occupied Iraq — midwifing the precursor of Isis.

Assad was trapped in a shrinking rump state until first Iran and then Russia came to his rescue. Now, he has recovered about 70 per cent of Syria, although swaths are held by regime-allied warlords and racketeers. The rest by jihadis, US-allied Kurdish militia, and Turkey in four northern enclaves.

The country is in ruins. Russian and Syrian bombardment

has reduced cities including Aleppo and Homs to rubble. Most of the more than 500,000 dead were civilians.

Such institutions as existed have collapsed. A rare functioning unit of the army, the Fourth Armoured Division led by Maher al-Assad, the president's volatile younger brother, provides cover for the trade and exactions conducted by mafias and militias.

Half the population has been displaced, many for good. The minority Alawite regime, short of manpower, likes the new demography, and licenses war profiteers to expropriate refugee property. Along with the Covid-19 emergency it cannot cope with, famine is stalking Syria.

Assad staged another farcical election last month, emerging with 95 per cent of the vote.

Despite his bombast, he is the ward of three states: Russia, Iran and Turkey. US president Joe Biden will be meeting Putin next week in Geneva, and Turkey's president Recep Tayyip Erdogan at the Nato summit in Brussels. The US is engaging Iran on reviving the 2015 nuclear restraint deal. Syria is on all their tables.

This is treacherous ground for Biden but it is time to insist the Assads are a locus of instability. The only way forward is a new regional entente, led by arch-rivals Saudi Arabia and Iran, and an externally agreed security architecture.

This could unlock reconstruction funds that Gulf Arab countries could profit from as they diversify away from oil. That may look more mirage than vision. The alternatives are all bloody.



June 8 2021
By David Phillips

Remember Iraqi Kurdistan

President Joe Biden will raise concerns about Turkey's abysmal human rights record and its aggressive behaviour in the region when the two leaders meet at the NATO summit on June 14. Turkey's deployment of its armed forces and jihadi mercenaries to Syria, Libya, and Nagorno-Karabakh is a high priority. Turkey's disregard for Iraq's territorial integrity is also on the agenda. Turkey targets Kurds and Christians in Iraqi Kurdistan, violating Iraq's territorial integrity and sowing the seeds of a regional conflagration.

Turkey's security state has targeted the PKK since the 1980s, resulting in the deaths of at least 40,000 people. Turkish warplanes and armed Bayraktar drones regularly bomb PKK bases in the Qandil mountains of northern Iraq. The Turkish Grand National Assembly authorised hot pursuit operations to root out PKK fighters and destroy their bases. In addition, Turkish troops regularly launch cross-border operations.

Biden will remind Turkish President Recep Tayyip Erdoğan there is no military solution to the conflict

with the PKK. While Kurds previously supported a "Greater Kurdistan", today they demand greater political and cultural rights within Turkey. Kurds support Turkey's EU membership, which requires greater minority rights protected and promoted through the rule of law.

Rather than reconciliation, however, Erdoğan is ratcheting up pressure on the Kurds. In addition to draconian security measures, the government recently initiated a court case to close the pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP). Prominent Kurdish politicians, such as HDP co-chairs Selahattin Demirtas and Figen Yüksekdağ, have been jailed for allegedly supporting a terrorist organisation. Furthermore, scores of democratically-elected Kurdish mayors have been replaced with pro-government "trustees".

Biden should seek the release of Demirtas and Yüksekdağ, as well as other political prisoners. Moreover, he should emphasise there is no military solution to the Kurdish question. Instead, the U.S. should support international facilitation to advance dialogue with the PKK.

Mediation is the best way to resolve the Kurdish question.

In the 1990s, Turkish officials believed that the United States was stewarding an independent entity in Iraqi Kurdistan. They even refused to mention "Kurdistan" when referring to Kurdish-majority lands in Northern Iraq. Erdoğan has turned his back on reconciliation, cracking down on Kurds at home and taking the fight to Kurds in the region.

Turkey's recent assault on the Kurdistan Region of Iraq has destroyed villages and displaced civilians. Turkey has established approximately 40 military bases and outposts on Iraqi territory under the pretext of fighting the PKK.

Turkish warplanes targeted the UN's Makhmour Refugee Camp, home to about 13,000 Kurds. F-16s and drones also attacked the Sinjar region, still struggling to recover from the ISIS genocide of Yazidis. Christian communities in the Ninewa Plains have also been attacked.

The U.S. should enforce a no-fly

zone in the skies above Iraqi Kurdistan if Turkey continues bombing. Biden should also warn Erdoğan to stop supporting proxies such as Sunni Turkmen militias in Kirkuk Province and Sunni Arab militia forces in Ninewa, as well as jihadist mercenaries with Al-Nusra and other Al-Qaeda affiliated groups who behead victims and mutilate their bodies.

The U.S. has a special responsibility for stabilising Iraq, given its role in removing Saddam Hussein. Iraq has enough difficulties with Iranian-backed militias who influence events in Baghdad. Biden should make clear that the U.S. will oppose violations of Iraq's territorial integrity by any front-line state, including Turkey.

Biden has a long list of concerns about Turkey's regional transgressions, including disregard for the rules-based international order. The Washington Kurdish Institute will convene a panel of experts on June 8, to develop recommendations for the Biden-Erdoğan meeting. Defending Iraqi Kurds – America's best friends in Ir – must be a priority.



Washington Kurdish Institute
Est. 1996

June 8 2021

Kurdistan's Weekly Brief June 8, 2021

Iran

The Cooperation Center for Iranian Kurdistan's Political Parties (CCIKP), an umbrella organization consisting of Iran's Kurdish opposition parties, released several statements and slogans calling

upon Kurds to boycott the nation's June 18 elections, one of which read, "Voting for the regime is voting for terror and mass killings." Much of Iranian Kurdistan also boycotted the nation's 2016 parliamentary elections, but this year's boycott is expected to be even

more widespread due to the political repression and poor economic conditions plaguing the region.

A prominent Kurdish activist named Erfan Saedpanah was found dead in Sanandaj. Saedpanah was previously missing

for two days and had been arrested by Iranian authorities in 2018 for political activism and being a member of the pro-Kurdish Zagros organization. Concurrently, Iran's Kurdish community suspects the Iranian regime's involvement with Saedpanah's death because

he vowed to reveal “unspoken things” in his final Facebook post. Meanwhile, an Iranian court in Kamyaran sentenced a Kurdish labor activist named Haidar Qorbani, who was accused of “spreading propaganda against the state,” to 11 years in prison. Moreover, a Kurdish activist in Mehabad named Farzad Samani began a hunger strike to protest the sixth extension of his hold in the custody of Iranian intelligence (Ettela’at). Samani was arrested alongside several Kurdish college students in January 2021.

A Kurdish border porter (Kolbar) named Wahbai Fatahi died from a heart attack caused by exhaustion near Pawa on Saturday. Also, on Saturday, Turkish border guards wounded a Kolbar named Yousif Farjami near Mako. Lastly, Iranian border guards injured two Kolbars near Baneh and Marivan last week.

Iraq

Turkey’s ongoing incursion into Iraqi Kurdistan stoked tensions between the Kurdish Democratic Party’s (KDP) Peshmerga forces and the Kurdistan Workers’ Party (PKK) last week. On Saturday, the Peshmerga accused the PKK of ambushing one of its convoys traveling to Metina in an attack that killed five Peshmerga, wounded five more, and was denounced by Kurdish and Iraqi officials and US and European envoys. The PKK responded by denying involvement and calling for an “independent investigation.” That said, unidentified assailants killed another Peshmerga member near Zakho on Tuesday, and a joint federal and regional parliamentary group is set to conduct a fact-finding mission in the region soon. Meanwhile, Turkish forces con-

ducted additional airstrikes, plundered more trees from the region, and appear poised to exploit KDP-PKK tensions by launching additional incursions into Iraqi Kurdistan.

Turkish forces made good on a threat from Turkish President Recep Tayyip Erdogan and ignored US warnings by launching an airstrike on the Makhmour refugee camp and killing three civilians. Erdogan continues to claim the camp, which houses thousands of Kurds who fled Turkish military operations during the 1990s, is providing a safe haven to PKK members.

The first joint Peshmarga-Iraqi operation targeting ISIS (Da’esh) took place east of Tuz Khurmatu on Sunday. The Iraqi Security Media Cell announced Iraqi forces also launched five airstrikes on Da’esh positions during the operation. Likewise, a senior Peshmerga commander told Rudaw 13 Da’esh tunnels were destroyed during the operation. Iraq’s “Disputed Territories” have remained plagued by Da’esh since Iraqi forces and Iranian-backed militias removed the Peshmerga in October 2017.

Anti-government protests continued in Kirkuk Governorate due to ongoing shortages of water, electricity, gas, and waste collection. Dozens of taxi drivers launched a demonstration to protest the lack of fuel, and even non-Kurdish demonstrators praised former governor, Dr. Najmaldin Karim, for his successes in providing services while bashing the current acting governor, Rakan Saed al Jabouri, who was imposed on the governorate on October 16, 2017.

Syria

The Dutch government repat-

riated a woman and three children of deceased Da’esh terrorists from the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) last week. AANES’s head of foreign relations Abdulkarim Omar then held a press conference with Dutch diplomats and called for the international community to take responsibility for the “very complicated issue of Da’esh terrorists and their families.” The AANES has repeatedly called for members of the international community to repatriate their citizens or establish an international tribunal since the defeat of Da’esh’s “Caliphate” in March 2019.

Syrian Democratic Forces (SDF), backed by the US-led coalition, continued operations targeting Da’esh and arrested four more terrorists in Deir Ez Zor Governorate last week. That said, Da’esh militants killed 23 more members of the Russian-backed Syrian Arab Army west of Deir Ez Zor and remain particularly active in Syria’s Badia as Sham.

The SDF rejected the Turkish Ministry of National Defense’s claims it targeted the SDF near several occupied areas in a statement that read, “Yesterday, the Ministry of Defense of the Turkish occupation published false news about targeting our fighters in the areas of Serêkaniyê (Ras al-Ain) and the vicinity of the al-Bab area. This news is false, as our fighters did not conduct any activity in those areas during the mentioned period.”

At least six people were killed during an anti-conscription protest infiltrated by Turkish-backed proxies in Manbij. Some protesters accused the Kurdish-led local security forces of being responsible for the deaths, though the security forces responded by accusing

agitators of attacking them and inciting violence. At the same time, Arab tribal leaders from AANES-controlled territory met with local officials to diffuse the situation. Though Kurds liberated the predominantly Arab city from Da’esh in 2016, Turkey and its proxies have continuously engaged in subversive activities in Manbij since then and launched dozens of indirect fire attacks on local security forces in May.

Turkey’s ongoing cut of water supplies from the Euphrates River to northeastern Syria caused additional power shortages and further reduced water supplies last week. Turkey’s “water war,” which violates the 1987 protocol signed between Turkey and Syria, has affected millions of Syrians and exacerbated an already dire humanitarian situation.

Turkey

The Chief Public Prosecutor of the Turkish Court of Cassation Bekir Şahin resubmitted a case seeking the closure of the pro-Kurdish Peoples’ Democratic Party (HDP). The case was previously returned to Şahin’s office on March 31 due to “procedural deficiencies.” That said, if Şahin’s resubmission is accepted, the HDP will likely be shut down. At the same time, the Turkish government opened more criminal cases against HDP lawmakers, including former lawmaker Sırrı Süreyya Önde. Likewise, a prosecutor is seeking a five-year prison sentence for Democratic Society Congress (DTK) Co-chair Leyla Güven for addressing imprisoned Kurdish leader Abdullah Ocalan as “Mr. Ocalan.” Lastly, Turkish police arrested Mustafa Avcı, the former co-mayor of Van Metropolitan Municipality who was replaced with a government trustee in August 2019.

Kurdistan au féminin 9 Juin 2021

Le Kurdistan à travers le regard féminin

Les Kurdes syriens demandent à la France de les inclure au processus politique en Syrie

Une délégation de responsables du Rojava en visite officielle à Paris a demandé à la France de les inclure aux pourparlers sur l'avenir politique de la Syrie.

Mercredi, une délégation de l'Administration autonome de la Syrie du Nord et de l'Est (AANES) en France a demandé à être impliquée dans le processus politique en Syrie et à bénéficier de services dans les domaines de l'éducation et de la santé.

La délégation de l'AANES a rencontré le chef de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française Jean-Louis Bourlanges, sur invitation officielle.

Lundi, la délégation d'AANES est arrivée à Paris. La délégation comprenait le co-président du conseil exécutif de l'AANES, Hamdan al-Abd, la co-présidente du conseil civil de Raqqa, Leyla

Mustafa, la coprésidente de l'université du Rojava, Gulistan Sido et le représentant du Rojava en France, Khaled Issa.

Al-Abd a déclaré qu'ils ont demandé que l'AANES soit impliquée dans le processus politique et la rédaction de la constitution pour le règlement du conflit syrien conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité.

« Nous avons également demandé un soutien international pour la reconstruction et la mise en place de projets de développement pour éliminer le chômage et fournir un soutien humanitaire aux camps de réfugiés dans le nord-est de la Syrie », a ajouté al-Abd dans une interview exclusive avec North Press.

La délégation a également appelé à soutenir les secteurs de l'éducation et de la santé dans le nord-est de la Syrie, selon al-Abd.

Bourlanges a déclaré que la délégation reflétait la réalité de la politique du nord-est de la Syrie qui est basée sur la coexistence entre les communautés et l'égalité homme-femme.

« Vous avez combattu le terrorisme dans le nord-est de la Syrie dans des circonstances difficiles, et malgré toutes ces difficultés, vous avez cherché tout le temps à construire un système démocratique », a-t-il ajouté à l'intention de la délégation invitée.

Al-Abd a décrit la position de la France comme étant « claire depuis le début » et a remercié le peuple et le gouvernement français pour leur soutien au projet de l'AANES.

Il considère que l'égalité entre les communautés et le respect de la diversité culturelle, l'égalité homme-femme, et ethnique dans le nord-est de la Syrie « touchent

aux principes français. »
« Les Kurdes ont subi des injustices tout au long de l'histoire et ont été privés de leurs droits. Aujourd'hui, ils se battent pour obtenir la démocratie », a déclaré Bourlanges.

« Cela contribue à la construction d'un pays démocratique et stable qui garantit les droits de chacun », a-t-il souligné.

Leyla Mustafa, quant à elle, a expliqué la situation actuelle à Raqqa.

« Les travaux de reconstruction se poursuivent. Il y a beaucoup de lacunes dans les services dans nos régions, comme l'eau potable et la construction de ponts. Des conditions adéquates doivent être créées pour que les habitants de Raqqa retournent sur leurs terres », a-t-elle déclaré.

La visite de la délégation doit se poursuivre jusqu'au 11 juin.



9 June 2021
By Halgurd Sherwani

Remains of 11 Yezidi victims of ISIS unearthed in Sinjar

The bodies of 11 Yezidis believed to be killed by ISIS were uncovered from a newly discovered mass grave in the town of Sinjar, according to a security source.

The unearthing is the latest in the process of recovering remains of people killed in ISIS's massacre of the Yezidi (Ezidi) minority after the terrorist group overran Sinjar in 2014. The United Nations estimates that ISIS killed around 5,000 Yezidi men and forced 7,000 women and girls into sexual

slavery, and has deemed the crimes a genocide.

The newly discovered bodies include men and women of varying ages, according to a Sinjar police official. The remains were referred to a forensic office in Iraq's capital Baghdad for further investigation, the official told Kurdistan 24.

In February, more than 100 Yezidis were reburied in a ceremony in Sinjar after the UN investigative team UNITAD and local forensic authorities positively identified

their remains. UNITAD did not immediately reply to a Kurdistan 24 question about whether its team was involved in this week's recovery.

The emergence of ISIS and its violent assault on the Yezidi-majority town of Sinjar led to the displacement of hundreds of thousands of Ezidis. Most of them fled to the Kurdistan Region, while others resettled in neighboring countries or Western states.

Others were not as lucky and remained stranded in the war zone, where they were subjected to atrocities and mass executions at the hands of the extremist group for years. ISIS militants forced women and girls into sexual slavery; kidnapped their children; forced religious conversions; executed scores of men; and trafficked women and girls across the areas they controlled in Iraq and Syria. Thousands of Yezidi men, women, and children still remain missing.



June 10 2021
By Raz Zimmt

With a Raisi presidency, would the Iran nuclear deal remain on the table?

An Iranian young man stands in front of campaign center for the conservative politician, head of Iran's judiciary, and Iran's June 18 presidential elections candidate Ebrahim Raisi in southwest of Tehran. (Photo by Sobhan Farajvan / Pacific Press/Sipa USA)

After the decision by the Guardian Council, a vetting body, to disqualify all but seven out of 592 candidates for the June 18 presidential election, the path appears paved for the election—or rather selection—of Ebrahim Raisi as the next president of Iran.

Raisi, a hardline cleric born in December 1960 in the holy city of Mashhad, has served various roles in the judiciary system since the early 1980s, including his controversial role as Tehran's deputy prosecutor during the mass executions of political prisoners in 1988. In the 2017 presidential elections, Raisi ran against incumbent President Hassan Rouhani but lost after receiving only sixteen million votes compared to the more than twenty-three million received by Rouhani. However, in the wake of reports of Supreme Leader Ali Khamenei's deteriorating health, Raisi has emerged as one of the prominent candidates to succeed him. Since being appointed by Khamenei as judiciary chief in March 2019, Raisi has launched a concerted effort to promote changes in the judiciary, improve his public image, and enhance his rapport with the public—apparently with the backing of the Supreme Leader. In the very likely scenario that



Raisi does win the election, he is expected to enter office at a crucial period of ongoing diplomatic efforts to revive the 2015 nuclear deal, which the United States withdrew from under the Donald Trump administration in 2018. At the time of writing, despite the progress achieved in nuclear talks in Vienna thus far, it is still unclear whether it will be possible to reach an agreement that will allow for the return to the nuclear deal before the June 18 election or even before the new president enters office in August 2021.

Raisi's expected victory heralds the return of the conservatives' control over all three branches of government, and the next administration is expected to adopt a much more hardline approach to both domestic and foreign affairs. While this development may also affect Iran's nuclear policy, it does not necessarily mean that Tehran's overall strategy, and especially its approach towards the future of the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), will change. The race for Iran's presidency

Who will win Iran's presidential election in June? This rolling series examines the likely candidates and the issues that may impact the race.

First, while the president has significant influence on decision-making, including on nuclear policy, it is the Supreme Leader who holds the ultimate authority in Iran. The president chairs the Supreme National Security Council (SNSC), the key policy-making forum, and has some influence on its composition. Yet, decisions on strategic issues are often made in a consensual manner and require the Supreme Leader's approval. Thus, the future of Iran's approach to the JCPOA will depend mainly on Khamenei himself rather than the identity of the next president. Even during periods when the president and his foreign minister were significantly involved in managing the nuclear talks—as was the case with the nuclear negotiations held by Foreign Minister Mohammad Javad Zarif between 2013 and 2015—the final decision remained with the SNSC. Zarif himself explained—after being

authorized by President Rouhani to conduct the nuclear talk—that policy and decision-making on the nuclear issue would remain within the responsibility of the SNSC rather than the Foreign Ministry.

Second, although Raisi's positions are indeed more hardline than Rouhani's, he does not, in principle, oppose a return to the JCPOA. Since Trump's withdrawal in 2018, Raisi has joined other Iranian officials in criticizing Rouhani's conciliatory policy towards the US. He also reflected Khamenei's anti-American views, asserting that the US should not be trusted and that the answer to Iran's economic crisis lies not in the removal of sanctions, but in adopting a "resistance economy" aimed at encouraging self-reliance and local production. Raisi, however, does not oppose the nuclear agreement itself. In a televised debate held during the 2017 presidential campaign, he stressed that any administration that comes to power should be committed to the JCPOA. "The nuclear deal, despite its shortcomings, is a national document," he said. Ultimately, Raisi's positions seem to reflect the common understanding of the Iranian leadership that a return to the nuclear deal in exchange for the lifting of sanctions is required to enable economic growth. Moreover, as president, he will probably have an even greater interest in improving the economic situation, which has always been a major factor in the success or failure of any Iranian president.

Additionally, Raisi could enjoy

a higher level of support from Khamenei in comparison to previous Iranian presidents. The relationship between Khamenei and the four presidents who served under him between 1989 and 2021—Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, Mohammad Khatami, Mahmoud Ahmadinejad, and Hassan Rouhani—has been complicated and tense in many cases. Over the years, Khamenei has used his growing authority and influence to reduce the power of the presidents and weaken them. Raisi's presidency may be characterized by a higher level of coordination with the Supreme Leader's office because, unlike former presidents, Raisi expresses positions that are more aligned to Khamenei's views on domestic and foreign issues. Similarly, Khamenei seems to have a clear interest in ensuring Raisi's success as president—assuming the former truly considers the latter a leading candidate to succeed him.

The race for Iran's presidency: Who will win Iran's presidential election in June? This rolling series examines the likely candidates and the issues that may impact the race.

The new president's positions may, however, affect the tone or style of negotiations, especially if an agreement has not been reached by the time he assumes office in August. It will be much more challenging for Western negotiating teams to hold talks with a less experienced Iranian team expressing Raisi's anti-American and hawkish positions, particularly if Raisi picks a hardliner, such as former secretary of the SNSC, Saeed Jalili, as his foreign minister. Furthermore, while the prospect of reviving the JCPOA remains far from certain, the chances of moving towards a "stronger and longer" nuclear deal with Raisi as president appear considerably slimmer. Even a more moderate president would likely have faced great difficulty in advancing fol-

low-up negotiations to build upon the JCPOA, given the high level of mistrust between Iran and the US, which worsened following Trump's withdrawal from the JCPOA and Khamenei's reluctance to discuss non-nuclear issues, such as long-range missiles and Iran's regional policy.

There are still many unknowns regarding Raisi and the future of the JCPOA. First and foremost, it is still not entirely clear whether Khamenei himself is serious about returning to the nuclear deal. In addition, further questions remain to be answered: To what extent will Khamenei authorize Raisi to handle the foreign policy? Would Raisi himself be interested in dealing with foreign issues or prefer to focus on domestic issues? Will Raisi choose to appoint a hardline foreign minister, such as Jalili, or a more moderate one? Who will conduct the negotiations and will they remain the responsibility of the foreign ministry or

be returned to the portfolio of the SNSC? The answers to those queries will become clearer in the weeks following the president's inauguration and will indicate the direction of the new administration on the nuclear issue.

In any case, it is worth remembering that the Islamic Republic does not change its overarching strategy abruptly, not even in accordance with the identity of a newly elected president. What ultimately determines Iran's approach to key issues is how the broader Iranian leadership defines Iran's national interests. Assuming that Iran is indeed seeking to revive the nuclear deal—albeit on its terms—it can be assessed that it is not only the US which seeks to put Iran "back in the box," but also the Iranian leadership who is interested in putting the nuclear file back in the box for the next few years in order to address other major challenges, particularly the economic crisis and preparing for the post-Khamenei era.



Washington Kurdish Institute

Est. 1996

10 June 2021

Kirkuk Minute June 10, 2021

Kirkuk

Anti-government protests continued in Kirkuk Governorate due to ongoing shortages of water, electricity, gas, and waste collection. Dozens of taxi drivers launched a demonstration to protest the lack of fuel, and even non-Kurdish demonstrators praised the late governor, Dr. Najmaldin Karim, for his successes in providing services while bashing the current acting governor, Rakan Saed al Jabouri, who was imposed on the governorate on October 16, 2017. The protesters compared the service delivered by Governor Karim to the current administration, in-

cluding shortage of gas, a decrease of electricity hours from 24 hours a day to eight hours, and the waste collection, which has become one of the top complaints in the province.

On Thursday, June 8th, the Kurdish parties held a joint meeting to address the lack of basic services in the province. In a press conference, Kurdish parties denounced the current status of the primary services and gave the administration five days as a time limit to fix the shortage of electricity and waste accumulation; otherwise, they will organize mass demonstrations. The parties are under immense pressure

from the people for continuous deterioration of living conditions. So far, the anti-government protests have been limited to ordinary citizens without the backing of any political party.

On Friday, June 4th, Ammar al-Hakim, the Iraqi Shia cleric and politician who is head of the Islamic Supreme Council of Iraq, visited Kirkuk and held several meetings with Kirkuk's political parties and tribal leaders. Al-Hakim's visit raised anger amongst the people due to him arriving in a military plane, and for the acting governor's official reception upon his arrival. Al-Hakim has no official position

within the Iraqi government. Many social media activists accused al-Hakim of supporting the acting governor amid daily protests for the failure to deliver basic services.

On Friday, June 4, the Independent High Electoral Commission (IHEC) replaced ten officials in the Kirkuk office, including nine heads of departments within the commissions. Both Kurds and Arabs rejected the changes by the IHEC and accused the new appointees of previous involvement in electoral fraud. The IHEC said the changes would improve operation in the upcoming parliamentary elections which are to

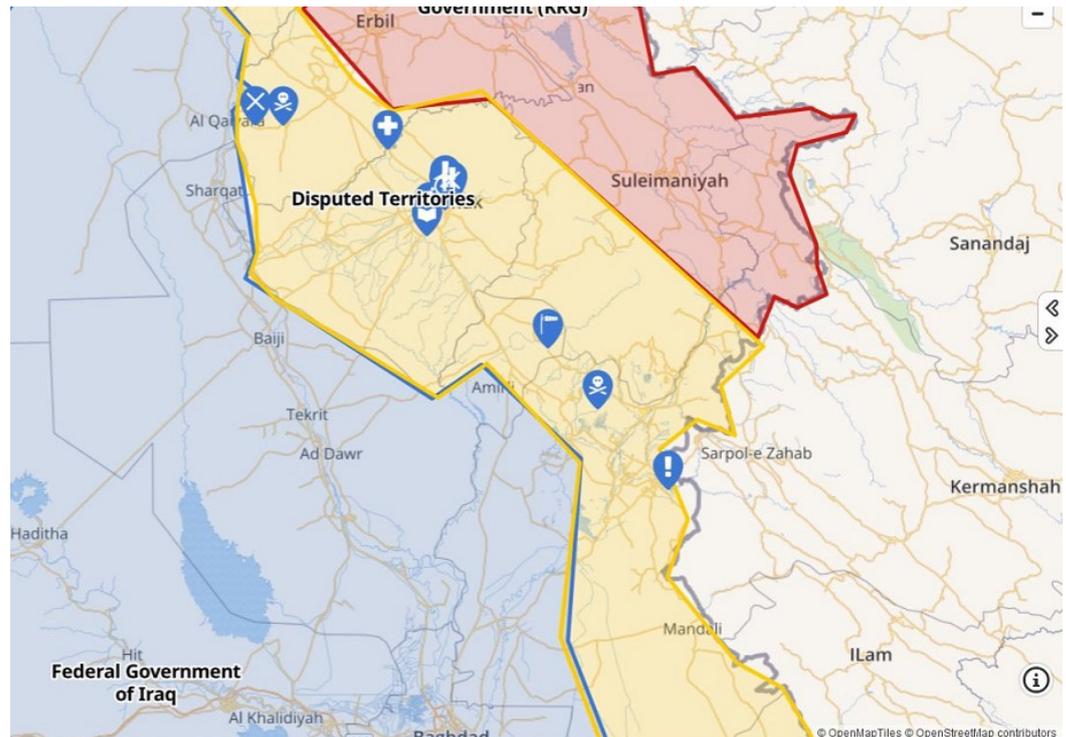
be held on October 10, 2021. The Kurdish province of Kirkuk remains a hot spot of competition between different ethnic groups and political parties backed by Baghdad, Tehran, and Ankara.

New cases of pediatric alopecia have spread to at least two children in a village near the Dibis sub-district. Due to poor health services in Kirkuk, the disease has reappeared after nearly forty years.

Several Arab tribal leaders from Kirkuk are set to visit Turkey and hold meetings with government officials. According to sources, Turkey's invitation is part of its preparation to support stakeholders in the upcoming elections, including the Sunni tribes of al-Obaid and al-Hamdan. Turkey fears losing the leverage it enjoys after the upcoming elections, especially amid the rise of Iranian influence over the Shia Turkmen and the (Sunni) al-Jabouris. Currently, Turkey's main proxy in Kirkuk is the Iraqi Turkmen Front, however some Shia Turkmen members have shifted their loyalty toward Iran.

On June 3rd, the Iraqi interior ministry announced the arrest of an ISIS (Da'esh) sleeper cell inside Kirkuk, consisting of four terrorists. During their detention, several weapons and electronic devices were confiscated. Further, on Monday, June 7th, the police arrested four more Da'esh terrorists in three locations, including in Shwan, Perdis, and Tarkalan subdistricts. The terror group planned to attack more oil fields, as revealed by intelligence.

On Tuesday, June 8th, security forces arrested a group of drug dealers consisting of seven members, including a woman. The group is accused of trading crystal meth, a drug that has invaded Iraq in the past decade, primarily produced in



Iran. After October 16, Kirkuk has become the main route of drug transport coming from Iran.

Khanaqin

On Sunday, June 6, the Iraqi forces launched a military operation in Khanaqin's forest, east of the city, including the Muradat and Ali Sadoon areas. Recently, Da'esh terrorists have been using the area to launch attacks. On Tuesday, the security forces announced killing a Da'esh "IED engineer" near Alwand river. According to an official statement, the terrorist carried two suicide belts before he was sniped by security officers.

The Iraqi Martyrs Foundation announced the discovery of a new mass grave between Khanaqin and Kifri cities. The mass grave consists of 500 corpses of civilians killed by the former regime of al Ba'ath. The foundation is investigating the identities of the victims.

Tuz Khurmatu

The first joint Peshmarga-Iraqi operation targeting ISIS (Da'esh) took place east of Tuz Khurmatu on Sunday. The Iraqi Security Media Cell announced Iraqi forces also launched five airstrikes on Da'esh positions during the operation. Likewise, a senior Peshmerga commander told Rudaw 13 Da'esh tunnels were destroyed during the operation. Iraq's "Disputed Territories" have remained plagued by Da'esh since Iraqi forces and Iranian-backed militias removed the Peshmerga in October 2017.

Makhmour

Turkish forces made good on a threat from Turkish President Recep Tayyip Erdogan and ignored US warnings by launching an airstrike on the Makhmour refugee camp and killing three civilians. Erdogan continues to claim the camp, which houses thousands of Kurdish refugees who fled Turkish military operations during the 1990s, is providing a safe haven to PKK members.

The Iranian-backed Popular Mobilization Units (PMU) have increased their presence near Makhmour by deploying more militants last week. Recently, the PMUs have also mobilized more troops near Mosul for unknown reasons.

Shingal

On Tuesday, June 8th, the bodies of eleven Yazidi Kurds killed by Da'esh were exhumed by authorities to conduct DNA tests as the victims' identities were unknown. The local police said the victims were killed by Da'esh in 2014.

The security forces in Shingal (Sinjar) denied the initial report accusing the Kurdistan Workers' Party (PKK) of kidnapping two Yazidi women. The police said the disappearance of two Yazidi women resulted from a family dispute, and the search is ongoing to find their fate. The Iraqi army, PMU, and Pro-PKK Sinjar Resistance Units (YBS) are present in the Yazidi town.

Au Kurdistan irakien, les bombardements turcs font fuir les habitants

Un beau jour de mai, Yohanna Khouchfa a rassemblé ses 200 moutons et plié bagage avec les 120 habitants de son village du Kurdistan, effrayés par les drones turcs qui poursuivent chez leur voisin irakien le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

« Les éclats d'obus qui pleuvent ont fait exploser nos fenêtres et nos meubles », raconte le maire de Jelki, village du secteur d'al-Amadiya. « On a eu peur pour nos vies et on est partis », poursuit cet Irakien de 71 ans joint par téléphone, tant la bande frontalière accidentée est dangereuse pour les journalistes ou observateurs indépendants.

Depuis que la Turquie a lancé le 23 avril une nouvelle campagne, aérienne et parfois terrestre, dans le nord de l'Irak, trois civils ont été tués hors du Kurdistan et quatre ont été blessés dans les zones frontalières kurdes. L'un des morts hors du Kurdistan est, selon M. Erdogan, un commandant du PKK. En outre, 300 familles – environ 1 500 personnes – ont fui leurs villages, selon le ministère irakien des Déplacés.

Retour plus qu'incertain

D'autres avaient déjà quitté leur maison depuis longtemps, comme Berqi Islam, parti en 2017 de Chiladzi, localité proche de la Turquie où son frère a été emporté par un bombardement turc. Avec les terres agricoles familiales brûlées par une énième campagne turque et zéro dédommagement des autori-



Des forces du PKK au Kurdistan irakien. Photo d'archives AFP

tés kurdes ou fédérales irakiennes, il n'est toujours pas revenu.

De même que des milliers de familles yazidies ayant fui en 2014 les exactions des jihadistes et aujourd'hui effrayées à l'idée de rentrer au Sinjar, dans le nord-ouest de l'Irak, de peur des tirs turcs.

Et si Ankara se dit depuis 1992 déterminé à en finir avec le PKK, qu'il considère avec ses alliés occidentaux comme « terroriste », le président Recep Tayyip Erdogan a récemment fait monter la pression. « Il a déplacé du territoire turc au territoire irakien le combat contre le PKK », qui livre depuis 1984 une sanglante guérilla sur le sol turc ayant fait plus de 40 000 morts, affirme Aykan Erdemir, spécialiste de la question kurde turque et ex-député d'opposition en Turquie.

Ce à quoi le ministre turc de la Défense Hulusi Akar rétorque : « Bagdad dit qu'il va nettoyer la région », on dit « OK », mais on dit aussi que (...) notre combat continuera jusqu'à ce

que le dernier terroriste soit neutralisé. »

De longue date, Bagdad et Erbil, capitale du Kurdistan irakien grand allié d'Ankara, ont accepté cette sous-traitance de la guerre, faute de pouvoir en finir avec le PKK.

L'État irakien, qui doit encore contenir les cellules clandestines du groupe État islamique et qui est régulièrement débordé par les combattants chiites pro-Iran, « ne dispose d'aucun moyen de pression sur le PKK pour le faire partir », explique Adel Bakawan, directeur du Centre français de recherche sur l'Irak (CFRI).

« Sans monopole de la violence et du contrôle sur son territoire, l'Irak s'en remet à un autre acteur régional » – Ankara –, poursuit le spécialiste.

Crime environnemental

Mais, désormais, M. Erdogan promet « l'éradication totale de la menace terroriste (...) tout le long de la frontière sud ». M. Akar est même allé jusqu'à visiter les troupes début mai en

Irak, alors que la dizaine de bases et les autres positions militaires que l'armée turque y a installées depuis un quart de siècle sont illégales aux yeux du droit irakien.

Bagdad a convoqué à plusieurs reprises l'ambassadeur turc, mais les bombes continuent de tomber – emportant 2,5 % des forêts d'Irak, « un crime environnemental inhumain » pour le président irakien Barham Saleh.

Et les incursions turques sont de plus en plus profondes, « sur 10, 15 ou 20 kilomètres », assure Rivink Mohammad, député de la majorité au Parlement kurde lui-même originaire d'al-Amadiya.

« Jusqu'à cette dernière campagne, les forces turques entraient par les postes-frontières, maintenant, elles aménagent leurs propres voies de circulation pour éviter les passages officiels », renchérit son collègue d'opposition Ali Saleh.

La Turquie, accuse le PKK, veut réitérer en Irak le scénario de la Syrie. Là, Ankara a mené depuis 2016 trois offensives militaires pour contrôler un territoire de plus de 2 000 km² dans le Nord. Au Kurdistan irakien, Ankara pourrait prolonger son no man's land pour étouffer le projet de grand Kurdistan à cheval sur la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Turquie.

« Ces attaques stratégiques visent à occuper des zones kurdes pour couper les contacts entre Kurdes et créer un cordon sécuritaire », affirme ainsi Zagros Hiwa, porte-parole du PKK.

« Il faudrait un coup de théâtre pour ramener la Turquie vers une adhésion univoque au camp transatlantique »

Les relations compliquées avec Moscou, qui maintient une attitude provocatrice, et Ankara, qui reste dans une politique stratégique ambivalente, sont un sujet délicat, avant le sommet de l'OTAN le 14 juin, explique, dans une tribune au « Monde », Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'Union européenne en Turquie.

Tribune. Le prochain sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord [OTAN], le 14 juin à Bruxelles, est crucial pour l'Alliance atlantique : si Joe Biden apporte un ton plus constructif dans les discussions, il n'en reste pas moins que l'organisation est confrontée à une posture provocatrice de la Russie et à une politique plus qu'ambivalente de la Turquie qui, elle, souhaite se situer à égale distance de l'Alliance et de Moscou.

La cohésion de l'OTAN est mise à rude épreuve. Le sommet du 14 juin, doublé d'un sommet Union européenne - Etats-Unis le lendemain, sera, au moins sur la forme, un immense soulagement pour les dirigeants européens par rapport aux quatre années écoulées : les Etats-Unis, tout en restant fermes quant à leurs intérêts économiques et au partage du fardeau au sein de l'OTAN, ne vont plus agir sur le mode impulsif cher à Donald Trump.

Par-delà la réaffirmation de la force de la relation transatlantique, le plat de résistance du sommet de Bruxelles sera assurément la relation avec la Russie, dont la politique étrangère est articulée sur la perception aiguë d'un « encerclement » de la part de l'OTAN. Dans ce contexte délicat, l'Alliance devra aussi tenter de rationaliser le comportement de la Turquie au cours des deux dernières années. Dans un style agressif, la Turquie a agi en Syrie, en Libye et en Méditerranée orientale, de manière unilatérale, sans concertation avec

ses partenaires transatlantiques. Bien plus fondamentalement, au prétexte du refus de Washington de partager la technologie de ses missiles Patriot, la Turquie a acquis et déployé des systèmes russes antimissiles S-400, créant ainsi une situation hors norme au sein de l'Alliance.

Certes, le discours politique turc autour de ce déploiement est bien rodé : le monde a changé avec la chute de l'Union soviétique, la Turquie est montée en puissance économiquement et militairement, elle ne peut donc plus se satisfaire d'être liée uniquement à la communauté transatlantique. En d'autres termes, l'objectif d'Ankara serait de parvenir à une position équilibrée des Etats-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et de la Chine, tout en exploitant au mieux les images attendues de la rencontre Erdogan-Biden, en marge du sommet de l'OTAN.

Vue depuis l'OTAN, la réalité est plus complexe. Tout d'abord, l'armée de l'air turque se trouvera scindée en deux. Ses forces conventionnelles (notamment ses 245 chasseurs-bombardiers F-16) sont reliées opérationnellement à l'OTAN, mais sa défense antimissile (les S-400, par définition déconnectés des mécanismes de l'OTAN) restera dépendante de Moscou pour son entretien, et posera donc un inextricable problème d'accès de la Russie à des données concernant les forces alliées.

« Derrière une apparente diversification de ses achats militaires, Ankara a permis à la Russie de prendre un avantage substantiel sur l'architecture transatlantique de défense de l'Europe »

Plus important encore, en vendant des missiles à la Turquie, la Russie renforce doublement sa posture défensive sur son flanc méridional

: d'une part en damant le pion aux missiles Patriot américains, et d'autre part en empêchant par ricochet la vente de chasseurs-bombardiers furtifs F-35 américains à la Turquie. En d'autres termes, derrière une apparente diversification de ses achats militaires, Ankara a permis à la Russie de prendre un avantage substantiel sur l'architecture transatlantique de défense de l'Europe.

Le gain stratégique de la Russie, facilité par le choix du président Erdogan de se démarquer de l'OTAN, est sans précédent dans l'ère postsoviétique. Il va de pair avec un renforcement durable des positions des forces armées russes en Syrie, en Libye, en Méditerranée et en Afrique (République centrafricaine et Soudan, notamment). De son côté, le dirigeant turc a de fortes motivations de politique intérieure pour poursuivre dans cette voie anti-occidentale, ne serait-ce que pour maintenir sa coalition islamo-nationaliste au-dessus de la ligne de flottaison. Il faudrait un coup de théâtre pour ramener la Turquie vers une adhésion univoque au camp transatlantique et voir la Russie accepter un gel explicite des missiles vendus à Ankara.

Divergences politiques

A défaut, il restera à voir comment traduire – à huis clos et dans des domaines plus limités – le concept, répété à l'envi, d'une « Turquie partenaire essentiel de l'OTAN ». Rôle plus substantiel en Afghanistan après le retrait américain ? Présence renforcée de la Turquie dans les opérations maritimes de l'OTAN en mer Noire ? Retrait des mercenaires syriens envoyés par la Turquie en Libye et application par Ankara des conclusions de la Conférence de Berlin de janvier 2020 ? Rapprochement avec les partenaires occidentaux dans la résolution de la guerre en Syrie ?

A ces difficultés s'ajoutent les divergences politiques entre Ankara et les puissances occidentales qui sapent la confiance dans le président turc : démantèlement constant de l'Etat de droit (y compris dans la perspective de prochaines élections législatives et présidentielle), proclamation récente par le président Erdogan que le multipartisme n'est pas une voie d'avenir en Turquie, retrait de la convention d'Istanbul pour lutter contre la violence faite aux femmes, outrages personnalisés à l'égard de la chancelière allemande, Angela Merkel, et du président français, Emmanuel Macron, intrusions dans la politique intérieure de plusieurs pays européens.

Posture turque alignée sur celle de Moscou

Cette entente turbulente entre les présidents russe et turc – annonces de vente d'armements turcs à la Pologne et l'Ukraine ou divergences sur la Crimée – a donc une conséquence bien réelle : elle a entraîné Recep Tayyip Erdogan à afficher une posture militaire, politique et sociétale largement alignée sur celle de la Russie. Récemment, Ankara a même obligé les instances de l'OTAN à atténuer fortement leur déclaration sur le détournement par la Biélorussie d'un appareil de la compagnie Ryanair.

Ramener le président turc vers des positions plus acceptables pour l'Alliance atlantique sera d'autant plus hasardeux que la profonde crise économique de son pays menace ses dix-huit ans de domination politique et que cette situation électorale fragilisée pourrait le porter à de nouveaux excès en interne (répression accrue des opposants, altération de la loi électorale) et en externe (forcer une solution à deux Etats à Chypre).



For Immediate Release: Washington should stand against Turkish military aggression in Kurdistan

On 8 June, as part of the Washington Kurdish Institute's Najmaldin Karim Webinar Series, a panel of distinguished speakers – Ms. Zainab Morad Sohrab and Ms. Nilüfer Koç of the Kurdistan National Congress (KNK), Prof. Henry Barkey, Mr. Hiwa Osman, and Amb. Peter Galbraith – gathered to discuss the regional and global consequences and policy ramifications of the Turkish state's war on the Kurds, the emerging Kurdish dynamic in the Middle East, and possible policy approaches for Washington. This timely event took place as the Turkish military pressed ahead with a large-scale campaign in South Kurdistan (northern Iraq) to expand existing zones of occupation in the region.

Our speakers drew attention to Turkey's role as a destabilizing force in the Middle East, contrasting Turkish President Recep Tayyip Erdogan's various wars of choice in Kurdistan and elsewhere with the positive role played by the Kurds in defeating the Islamic State (ISIS) terrorist organization and other similar jihadist groups and establishing autonomous areas characterized by peaceful coexistence of Kurdistan's various reli-



gious and ethnic groups. Speakers discussed the important role of the US in the region and how the approach of the Biden Administration to both Erdogan and the Kurds may differ from that of its predecessor, and addressed the Turkish state's strategies of invasion, occupation, and forced demographic change of occupied zones and export of jihadist proxy fighters to support various Turkish military campaigns.

Our speakers agreed that, following the changes in the region over the last few decades, the Kurds play a prominent role in the Middle East, and the two stable Kurdish autonomous regions, the Kurdistan Region of Iraq and Rojava/North and

East Syria, are both important in US foreign policy. Meanwhile, the Turkish state, which takes a hostile position against the Kurds, seeks to challenge existing borders by invading and occupying parts of both of these regions and displacing the regions' inhabitants.

With US President Biden scheduled to meet Erdogan on 14 June on the sidelines of the upcoming NATO summit in Brussels and Turkish military aggression and occupation continuing in both South Kurdistan and Rojava, the Washington Kurdish Institute calls for President Biden to respect the sacrifices of his Kurdish allies and support their efforts to live in peace in their homeland by:

- Reiterating the support of the US for both the Kurdistan Regional Government of Iraq (KRG) and the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES)
- Assisting the Kurdish forces who sacrificed thousands of lives in support of the US-led Global Coalition to Defeat ISI
- Calling for an immediate end to Turkish military aggression against South Kurdistan and North and East Syria and an immediate and unconditional withdrawal of Turkish occupation forces and jihadist proxy fighters from these territories
- Calling for freedom for all political prisoners in Turkey, including Kurdish leaders and activists

June 12 2021



Writer Nurcan Kaya faces up to 5 years in prison over a tweet

The prosecutor's office has presented its final opinion as to the accusations in the trial where human rights defender and writer Nurcan Kaya is facing charges due to her social media messages.

At the third hearing held at the Diyarbakır 9th Heavy Penal Court today (June 9), the prosecutor demanded up to five years in prison for Kaya on charge of "successively propa-

gandizing for a terrorist organization."

While Kaya did not attend the hearing, her attorney Erselan Aktan was present in the courtroom. As reported by the Media and Law Studies Association (MLSA), the prosecutor was the first to take the floor. Stating that the office had no request of an extension of inquiry, the prosecutor presented the final opinion, where there was a reference to the following post:

"Not only Kurds but all people residing in Kobanê are in resistance. Democrat Arabs are also resisting..."

According to the prosecutor's office, with this tweet dated 2014, Kaya publicly "justified, praised and encouraged the forceful, violent and threatening methods of the Kurdistan Workers' Party (PKK), Kurdistan Communities Union (KCK) and People's Protection Units

(YPG)". The office requested her penalization for "successive terrorist propaganda" via the press. Attorney Aktan noted that they do not accept the prosecutor's opinion and requested time to present their defenses against it.

The court granted Kaya and her attorneys time until the next hearing, for which the date was set to September 27, 2021. (HA/SD)



12 Juin 2021

À Afrine, 18 personnes périssent dans des bombardements, un hôpital touché

Des tirs d'artillerie effectués depuis des territoires au nord de la province d'Alep ont tué 18 personnes, dont 14 civils, et fait 23 blessés, samedi, dans la région kurde d'Afrine, tenues depuis mars 2018 par les rebelles proturcs. La majorité des victimes ont péri dans les bombardements d'un hôpital, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Au moins 18 personnes, dont 14 civils, ont été tuées samedi en Syrie dans des tirs d'artillerie sur la ville d'Afrine, où un hôpital a notamment été touché par les bombardements dans ce secteur tenu par des rebelles proturcs, a rapporté une ONG.

Un médecin, trois employés du personnel hospitalier, deux femmes et deux enfants au moins, mais aussi un comman-

dant rebelle, figurent parmi les victimes des bombardements ayant touché l'hôpital al-Chiffaa, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Dans une cour de l'hôpital, un correspondant de l'AFP a filmé des secouristes des casques blancs enjambant le sol jonché de décombres et entaché de sang pour évacuer des morts transportés sur des brancards.

Bombardement d'un hôpital

Un nouveau bilan de l'Observatoire en soirée fait état de 18 morts et 23 blessés, après un bilan initial de 16 morts.

« Les tirs ont visé plusieurs quartiers de la ville et ont touché l'hôpital », a indiqué à l'AFP le directeur de l'Observatoire, Rami Abdel Rahmane.

« La majorité des victimes ont péri dans les bombardements

sur l'hôpital », a précisé l'ONG dans un communiqué, soulignant que le bilan pourrait augmenter alors que parmi les blessés certains se trouvent dans un état critique.

Les tirs d'artillerie ont été effectués de territoires dans le nord de la province d'Alep « où sont déployées des milices fidèles à l'Iran et au régime, près de zones des forces kurdes », a indiqué l'OSDH.

Les Forces démocratiques syriennes démentent toute implication

Dans un communiqué, la principale coalition dominée par les Kurdes, les Forces démocratiques syriennes (FDS), a démenti toute implication dans ces tirs.

Située dans la province d'Alep, la région kurde d'Afrine avait été conquise en mars 2018 par des forces turques et leurs supplétifs syriens, qui en avaient délogé la principale milice des kurdes.

Le secteur, comme tous les territoires tenus par les re-



Un soldat turc brandit un drapeau, au nord-est d'Afrine, en Syrie, le 28 janvier 2018. La région kurde d'Afrine a été conquise en mars 2018 par des forces turques et leurs supplétifs syriens. | AFP PHOTO / HO / SANA

belles proturcs, est également régulièrement secoué par des assassinats ciblés, des attentats ou des explosions.

Jeudi, dans le nord-ouest de la Syrie, au moins 12 personnes, dont des combattants, ont été tuées selon l'OSDH dans des

bombardements du régime syrien sur la région d'Idleb, dernier grand bastion jihadiste et rebelle de Syrie.

Déclenchée en 2011 avec la répression de manifestations réclamant des réformes dans le sillage du printemps arabe, la guerre syrienne s'est complexifiée au fil des ans avec l'implication de puissances étrangères, l'apparition de groupes jihadistes et la multiplication des belligérants sur le terrain. Le conflit a fait près de 500 000 morts selon l'OSDH et jeté sur la route de l'exil des millions de personnes.



June 14 2021

Erdogan says U.S.-Turkey problems can be solved after Biden meet

BRUSSELS, June 14 (Reuters) -

President Tayyip Erdogan said after his first meeting with U.S. counterpart Joe Biden on Monday that they have no problems that cannot be solved, even while he gave no indication of progress on the biggest stalemate, Turkey's purchase of Russian missiles.

At a press conference on the sidelines of a NATO summit in Brussels, Erdogan called the talks "productive and sincere" and he emphasized his long years of friendship with the U.S. leader.

The discussion - for which Erdogan waited five months after Biden's inauguration - stressed the need for better dialogue, set a positive tone for the future and covered cooperation in areas such as Syria, Erdogan said.

"We see that there is a strong



Turkey's President Tayyip Erdogan holds a news conference during the NATO summit at the Alliance's headquarters in Brussels, Belgium June 14, 2021. REUTERS/Yves Herman/Pool

will to start an efficient cooperation period based on mutual respect in every area," he said.

"We think that there are no problems in Turkey-U.S. ties that don't have a solution and that, to the contrary, our areas of cooperation outweigh our problems and look richer."

U.S.-Turkey ties are clouded by an array of disputes includ-

ing U.S. support for Syrian Kurdish fighters deemed terrorists by Turkey, and the Biden administration's more vocal criticism of Ankara's human rights record. [read more](#)

The thorniest dispute is Turkey's purchase of Russian S-400 surface-to-air defences in 2019 that prompted Washington to impose targeted sanctions and to oust Ankara from

an F-35 production programme, including a Turkish order to buy jets.

"At a meeting held in this location, it is not possible for the S-400s not to be brought up," Erdogan said. "Whatever our previous thoughts were on the S-400s, I conveyed those same thoughts to President Biden."

Turkey's lira slid nearly 1% as Erdogan spoke, after market expectations had risen in recent days for Biden and Erdogan to reach some sort of deal on the S-400s.

Erdogan, who had warm ties with former U.S. President Donald Trump, said Biden told him he might come to Turkey.

Reporting by Humeyra Pamuk Tuvan Gumrukcu and Ece Toksabay; Writing by Jonathan Spicer; Editing by Dominic Evans.



14 juin 2021
Par Anissa El Jabri

les Kurdes, l'autre ennemi intérieur de Recep Tayyip Erdogan

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'adresse aux partisans de son parti au pouvoir dans la ville de Rize, sur la mer Noire, en Turquie, lundi 15 février 2021, alors que des opérations contre les pro-kurdes sont en cours à travers le pays. AP

Les Kurdes, en lutte armée ou politique à l'intérieur comme à l'extérieur de la Turquie, représentent avant tout, aux yeux du pouvoir central, une menace. Ceux du PKK – un mouvement classé terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les États-Unis – mais aussi les Syriens des YPG. Ce sera d'ail-

leurs l'un des dossiers difficiles qui sera abordé par Joe Biden et Recep Tayyip Erdogan lors de leur premier entretien bilatéral, ce 14 juin, en marge du sommet de l'Otan. À l'intérieur de la Turquie, le HDP, parti de gauche et pro-kurde est, lui, sous le coup d'une procédure d'interdiction, accusé d'être

une vitrine politique du terrorisme. « Les Kurdes, l'autre ennemi intérieur de Recep Tayyip Erdogan » : un grand reportage d'Anissa El Jabri avec Céline Pierre Magnani. Réalisation : Ewa Piedel.

CLIQUEZ POUR ÉCOUTER LE REPORTAGE

The New York Times May 13 2021
By Carlotta Gall

As Biden Meeting Nears, Erdogan Softens His Stance

For the last four years, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has brazenly crushed his opponents at home and cozied up to Moscow, while showering his allies with sweetheart government contracts and deploying troops regionally wherever he saw fit.

And for the most part, the Trump administration turned a blind eye.

But as Mr. Erdogan arrives in Brussels for a critical NATO meeting on Monday, he is facing a decidedly more skeptical Biden administration, as are other strongmen leaders previously enabled by President Donald J. Trump.

President Vladimir V. Putin of Russia, who meets with President Biden on Wednesday, has responded to the new



British Prime Minister Boris Johnson, left, and President Joe Biden walk before their meeting at Carbis Bay, England, June 10, 2021. With Trump gone and Turkey's economy in crisis, the country's strongman president, Recep Tayyip Erdogan, is now trying to placate Western leaders rather than antagonize them. But how far can he be pushed? (Doug Mills/The New York Times)

order by growing even more belligerent, openly suppressing any signs of domestic political opposition and threatening Western security by massing troops on Ukraine's border.

But for Mr. Erdogan, things aren't that simple. Thanks to both the coronavirus pandemic and his mismanagement of the economy, he is now facing severe domestic strains, with soaring inflation and unem-

ployment, and a dangerously weakened lira that could set off a debt crisis

So he has dialed back his approach, already softening his positions on several issues in the hope of receiving badly needed investment from the West — something Russia cannot provide. To reassure Western leaders, he has called off gas exploration in the eastern Mediterranean, an activity that infuriated NATO allies, and annoyed Moscow by supporting Ukraine against Russia's threats and selling Turkish-made drones to Poland.

Yet Mr. Erdogan does have some important cards to play. Turkey's presence in NATO, its role as a way station for millions of refugees, and its military presence in Afghanistan have given him real leverage with the West.

So Mr. Erdogan is unlikely to reverse his drift toward authoritarianism, his deepening relationship with Mr. Putin and his purchase of the sophisticated Russian S-400 air defense system, even if that means clashing with Mr. Biden's vision for a strengthened alliance of democracies.

One question is just how far Mr. Erdogan can be pushed in Mr. Biden's direction before he grows frustrated and casts his lot with the Kremlin or even China, although having been let down by both countries over vaccine supplies, Mr. Erdogan is cleareyed enough to keep his options open.

"How do you not lose Turkey while you try to curb Erdogan?" said Nigar Goksel, Turkey project director for the International Crisis Group.

As with Mr. Putin, Mr. Biden's initial approach to Mr. Erdogan had been to maintain his distance, trying to avoid disagreements and handle matters at lower diplomatic levels.

Since assuming the presidency, Mr. Biden has spoken with Mr. Erdogan only once. That was to inform him that the United States was recognizing the massacre of Armenians in the last days of the Ottoman Empire as a genocide. While that was a humiliation for Mr. Erdogan that might have evoked a tantrum in previous years, it was met with a muted reaction along with the promise of a meeting at the NATO summit.

Mr. Erdogan has felt the coolness from the Biden administration, Ms. Goksel said. "Erdogan is trying to find a way forward when they are trying to make sure he does not score political points."

Ankara badly wants to lift the country out of an economic crunch, deepened by the pandemic, which has destroyed Turkey's vital tourist industry. It is also anxious to avoid further



A bazaar in Istanbul, May 18, 2021. With Trump gone and Turkey's economy in crisis, the country's strongman president, Recep Tayyip Erdogan, is now trying to placate Western leaders rather than antagonize them. But how far can he be pushed? (Bradley Secker/The New York Times)

U.S. sanctions, imposed after Mr. Erdogan bought the S-400 missile system from Russia. The economic troubles have taken a toll on Mr. Erdogan's political standing. While elections are still two years away, his opponents have considerable momentum, said Ozgur Unluhisarcikli, Ankara director of the German Marshall Fund of the United States. Turks will vote according to the state of the economy, he said, and for that reason alone, he needs the meeting with Mr. Biden.

Mr. Erdogan assured American business executives during a virtual round-table discussion last month that the meeting with Mr. Biden would "herald a new era," adding: "We have serious potential for cooperation with the U.S.A. in a wide range from Syria to Libya, from the fight against terrorism to energy, from trade to investments."

The two leaders' personal relationship goes back many years — Mr. Biden visited Mr. Erdogan at his home in 2011, when he was recovering from a medical procedure — yet they remain far apart on a range of issues.

The thorniest of half a dozen disputes between the two countries is undoubtedly Mr. Erdogan's refusal to walk back his purchase of the S-400s, which has made Turkey the

only NATO country to be on the receiving end of U.S. sanctions and removed from the F-35 fighter aircraft program.

Mr. Erdogan has even negotiated to purchase a second battery from Russia, but with the threat of further sanctions he appears ready to shelve that deal.

At the heart of Mr. Erdogan's purchase of the S-400 is his distrust of Washington, which he thinks is intent on seeing him replaced. That belief was only reinforced when Mr. Biden said last year, during the 2020 presidential campaign, that the United States should support the opposition in Turkey.

But there are worries that if pressed too hard, Mr. Erdogan, who badly needs a fifth-generation fighter plane, might even buy Russian Sukhois. There is also concern about some 50 American nuclear bombs stored at Turkey's Incirlik air base, which is under joint Turkish-American control; Mr. Erdogan has at various times threatened to evict the Americans.

Washington has been preparing to work around the disagreement over the S-400s, focusing instead on the strategic areas where the two countries can agree, namely Afghanistan, where Turkey has participated in the mission

since 2001, and Iraq and Libya.

Turkey for its own reasons wants to retain a presence in Afghanistan, where it has a long affiliation, and a shared history and religion. That is a central reason the U.S. special envoy, Zalmay Khalilzad, asked Mr. Erdogan to consider maintaining a military presence there when Mr. Khalilzad began negotiations with the Taliban over a U.S. withdrawal.

But as the deadline for that withdrawal looms as early as next month, Mr. Erdogan has delayed making a commitment, creating anxiety in European capitals about maintaining safe access to the Kabul airport for their embassies.

Turkey would stay in Afghanistan if it were provided with political, financial and logistic support by its allies, Defense Minister Hulusi Akar said earlier this month. The Taliban have given Mr. Erdogan further leverage by announcing that Turkish troops should leave Afghanistan along with the rest of the NATO force.

Libya, where Turkey's military intervention last summer angered many, is another area of possible agreement. Turkey successfully stalled a Russian-backed assault on the capital, Tripoli, throwing a lifeline to the United Nations-backed government there and offering a chance for a negotiated settlement to the war.

In other areas, they will be talking past each other. U.S. policy backing Kurdish forces in Syria is not expected to change despite bitter complaints from Turkey, and Mr. Erdogan has shown no signs of easing up on human rights.

"Biden knows he may have to choose between Erdogan and democracy," said Soner Cagaptay, director of the Turkish Research Program at the Washington Institute for Near East Policy.



May 14 2021

Tired of empty promises, no jobs, Kurdish voters apathetic in Iran

Arif Amini has cast a ballot in every single Iranian election since he turned 18, believing that elections are how to bring about change. But this year, with high inflation, joblessness, and poverty, he decided he will not vote, not even for his brother who is running for a seat on the city council.

"The economic situation over the past few years has driven even the middle class into poverty. I was a school teacher for 30 years. Now my salary does not cover my life expenses so I am working as a taxi driver," 58-year-old Amini, a retired teacher from Saqqez in northern Kurdistan province, told Rudaw English via Telegram.

"For years I have participated in elections in hope of change, however it gets worse every year," Amini said. "One of my brothers is a candidate for Saqqez city council, however I have decided to not even vote for my brother."

Iran's presidential and city council elections will take place on June 18. Parliamentary elections in February 2020 saw an all-time low turnout of only 43 percent and turnout for the vote this week is expected to be even lower. Activists and civilians have launched a boycott campaign on social media that is attracting a lot of support, despite threats of prosecution.

"Those who violate the principles and encourage people to boycott elections will be dealt with through the law," Chief of Police Sardar Hussein Ashtari said on May 28.

The economy crumbled under outgoing President Hassan Rouhani after Washington withdrew from the nuclear deal in 2018 and began imposing harsh sanctions, and the global coronavirus pandemic hit. Rouhani was a reformist and people who believed that voting for him could fix some of Iran's problems no longer hold the same hope.

"I had participated in every presidential election and would always vote for the reformists. Last election I was an active member of Hassan Rouhani's campaign center in Kurdistan province," Omed Ahmadi*, a shop owner in Sanandaj in Kurdistan province, told Rudaw English.

"However, the promises that the reformists made all turned out to be lies," he added. "The economy collapsed, the price of housing and goods increased ten times, and people lost all their savings."

"I realized that elections will not change this terrible situation, in fact it will make it worse, and therefore I will not participate again," Ahmadi said.

The Kurdish provinces in Iran's west have always struggled with high unemployment, few job opportunities because a lack of investment, and a shortage of services. Electoral turnout in these areas is always lower than elsewhere in Iran.

It is around 11 in the morning and a couple of general laborers are standing in the heat of the sun at Sanandaj's Cyrus intersection. They have not had any luck finding work today.

"We find work only around 10 days a month, and we work for 150,000 tomans (around \$6) per day, which we can't really buy much with. Everything has gotten more expensive. It is hard to feed your family and yourself," Pizhman Karimi, a 27-year-old married man, told Rudaw English.

"Those who are candidates for the presidency and the city councils at first promise everything, but as we have seen, none of it turns out to be true. They all work to fill their own pockets," he said, using a handkerchief to wipe the sweat off his neck.

Just 37 percent of Iranians intend to vote on Friday, according to a poll by the Iranian Students Polling Agency (ISPA) and published by the Iranian Students News Agency (ISNA). Hardliner Ebrahim Raisi is tipped to win.

Noshin Khani, 35, has been working at a boutique store in Sanandaj's Banta mall for a few years. She is unmarried and frustrated by the current situation in Iran.

"The truth is in our society, no one has any hopes in marriage anymore. Because of the bad economic situation, no youth would give themselves such responsibility. And even those who are getting married, after a while their marriage fails due to lack of jobs," Khani told Rudaw English.

"We have tried different elections. The candidates always promise better lives but it gets worse. I am a psychology graduate, but I have not found a job

[in my field]," she said. "I am here working in this store for a 1.2 million tomans (around \$50) so I wouldn't be bored at home."

Empty promises from candidates about women's rights also anger her.

"Every time, ahead of elections, the candidates talk about freedom and rights of women. However when the elections end, if a woman's veil is slightly askew and her hair shows, or if she wears something short, the police come," Khani said. "If that is the case, then not voting is so much better than having people's feelings played with every time, giving them false hope without any action."

There is some more enthusiasm for local city council elections than the presidential vote.

"The city council elections are decentralized democracy and people should not be careless about it. I believe they should participate in this election because loyal and caring people enter that council. They can solve many problems," 37-year-old activist Dier Qawami from Sanandaj told Rudaw English.

"I have personally worked with a few members of the city council for social and environmental activities, and they were helpful and supportive," he said. "The elections are the only hope for us to believe in fixing the unstable situation. Therefore, unlike most people, I believe that we should not turn our backs on the polling stations, for they are the only way to raise our voices."

Syrie : « L'aide internationale fait défaut » à Rakka, selon sa maire kurde Leïla Mustafa

L'édile de la ville syrienne, libérée de l'EI en 2017 au prix d'importantes destructions, déplore, dans un entretien au « Monde », le soutien « presque insignifiant » apporté par la coalition internationale dans la reconstruction

Leïla Mustafa, placée à la tête de la municipalité de Rakka depuis la reprise de la ville syrienne aux djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI) par les forces kurdes en 2017, était en visite en France à l'invitation de la maire de Paris, Anne Hidalgo, qui ne l'a finalement pas reçue. Elle dénonce le manque d'intérêt des puissances occidentales pour le devenir de Rakka depuis la fin des combats.

Les relations entre les capitales occidentales et les autorités du nord-est de la Syrie se sont longtemps limitées à une dimension militaire, dans le cadre de la lutte contre l'Etat islamique, et ce au détriment d'une plus grande coopération dans le domaine civil. Votre visite signale-t-elle une évolution de cet état de fait ?

Notre visite en France, à l'invitation de la maire de Paris, Anne Hidalgo, fait suite au voyage dans le nord-est de la Syrie d'une délégation française de plusieurs élus locaux. Nous apprécions ces échanges directs avec des représentants de la société civile, à défaut de reconnaissance diplomatique officielle. Malgré notre coopération militaire avec la France dans le cadre de la coalition internationale,



A Rakka, le 24 février 2021. DELIL SOULEIMAN / AFP

l'approfondissement des relations dans le domaine civil reste à la traîne.

Rakka est connue pour avoir été la capitale de l'Etat islamique, la ville depuis laquelle plusieurs attentats, dont ceux de Paris et Bruxelles, ont été projetés. Depuis que les djihadistes en ont été chassés, dans quel état se trouve la cité ?

La libération de Rakka qui a été menée par les Forces démocratiques syriennes, avec le soutien de la coalition, s'est traduite par la destruction presque totale de la ville – 95 % des bâtiments du centre-ville ont été endommagés ou rasés. Les infrastructures vitales, comme les réseaux d'ad-

duction d'eau et d'électricité, ont été mises à terre. Pour rendre la ville habitable de nouveau, nous avons bénéficié d'un soutien minimal de la coalition internationale, presque insignifiant cependant au regard des destructions.

Il a donc fallu que les nouvelles autorités locales et les habitants prennent en main eux-mêmes l'effort de reconstruction, rue par rue. Aujourd'hui, la vie est de retour à Rakka, avec de nouveaux habitants venus des zones contrôlées par le régime et des régions occupées par la Turquie et ses mercenaires. Rakka a été la capitale du terrorisme et de l'obscurantisme ; elle est devenue une maison

pour tous les Syriens qui veulent vivre en paix.

Les défis restent cependant immenses, et nous n'avons pas les moyens de reconstruire les infrastructures les plus importantes comme les ponts de l'Euphrate. Nous ne sommes pas des mendiants, nous voulons des partenariats concrets, une coopération sur des projets précis, mais l'aide internationale fait défaut.

Des blocages demeurent-ils à cet égard dans vos relations avec la communauté internationale ?

Lorsque nos fils et nos filles combattaient pour reprendre Rakka à l'EI, nous étions le centre de l'attention internationale. Mais depuis que nous avons chassé ensemble cet ennemi commun, nous nous retrouvons pratiquement seuls. Cette situation est liée à la position de la Turquie que les pays occidentaux ne veulent pas se mettre tout à fait à dos. De son côté, Ankara continue à nous asphyxier en réduisant le débit de l'Euphrate. Il faut que nos partenaires occidentaux fassent pression sur la Turquie. Au regard des sacrifices que nous avons consentis, leur positionnement actuel n'est pas à la hauteur.

Pierre Laurent: « Soyons solidaires avec les Kurdes »

Présent à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, dans le cadre d'une mission européenne, le sénateur communiste Pierre Laurent revient sur l'indispensable mobilisation internationale en faveur des civils de la région, attaqués par l'armée turque.

L'armée turque multiplie, de-

puis le 23 avril, les opérations aériennes dans les régions du Kurdistan irakien provoquant la mort de centaines de civils sans défense contraints à fuir les zones sous le feu. Quatre personnes ont péri lors de l'une de ces attaques, dimanche 13 juin, dans le village de Kani, à proximité de la ville de Pishder, rapporte le site

d'information rojinfo.com. « Il s'agit d'une zone d'habitations civiles. Elle abrite des fermes appartenant à des villageois », déclare un dirigeant local cité par la même source.

Quel est l'objectif de la mission européenne à Erbil ?

Pierre Laurent Nous sommes une centaine d'élus et militants

en provenance de quatorze pays européens, à l'invitation du Congrès national du Kurdistan. Notre présence à Erbil s'inscrit dans le cadre d'une mission d'observation des conséquences de l'offensive militaire turque contre le nord de l'Irak. À nouveau, la Turquie attaque le territoire kurde par des bombardements.



15 Juin 2021

La ville d'Afrin en Syrie, au cœur du conflit entre la Turquie et les milices kurdes

En Syrie, le conflit continue entre les forces turques et les milices kurdes dans le nord du pays. Samedi, la ville d'Afrin a été visée par des tirs de missile, un hôpital a été touché. Ankara, qui contrôle la région accuse les milices kurdes YPG. Notre correspondant en Turquie Ludovic de Foucaud s'est rendu sur place avec Hussein Assad.

Lundi 14 juin lors du sommet de l'Otan, le président turc Recep Tayyip Erdogan a défendu l'engagement de ses troupes auprès de l'armée syrienne dans le nord du pays. Ankara accuse notamment les milices kurdes de fomenter des attaques, comme dans la ville d'Afrin, le 11 juin, où des tirs



Les drapeaux turcs et syriens flottent sur Afrin, ville syrienne conquise en mars 2018 par des forces turques et leurs supplétifs syriens. © France 24

d'artillerie ont touché un hôpital et tué au moins 18 personnes.

Un médecin, trois employés de personnel hospitalier, trois femmes et un enfant figurent

parmi les victimes des bombardements ayant touché l'hôpital al-Chifaa, a précisé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Selon cette ONG, les tirs proviennent de

territoires dans le nord de la province d'Alep où sont déployées des forces du régime mais aussi des forces kurdes.

La Turquie et les autorités locales accusent les milices kurdes, qui rejettent toute responsabilité. Située dans la province d'Alep, la région kurde d'Afrin avait été conquise en mars 2018 par des forces turques et leurs supplétifs syriens.

Par le passé, le pouvoir de Bachar al-Assad mais aussi son allié russe ont été pointés du doigt par des ONG, notamment Amnesty international, pour des attaques contre des écoles et des centres médicaux.

June 15 2021

obianet
BAĞIMSIZ İLETİŞİM AĞI

Administrative court: Ban on Kurdish theater play complies with the law

The İstanbul 10th Administrative Court has dismissed the lawsuit filed by the Media and Law Studies Association (MLSA) demanding the stay of execution of the ban imposed by the İstanbul Küçükçekmece Sub-Governor's Office on *Bêrû* (Faceless), a theater play to be performed in Kurdish by the Teatra Jiyana Nû (New Life Theater - TJN), on October 14, 2020.

Handing down its ruling on May 31, 2021, the administrative court has argued that the TJN theater group is affiliated with the Mezopotamia Cultural Center (MKM) and that the MKM is "affiliated with the Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist organization."

Court held a hearing on May 31

The administrative court held a hearing to examine the lawsuit filed by the MLSA. Zelal Pelin Doğan, one of the attorneys of the MLSA, attended the hearing and demanded the removal of the ban. The court adjourned the hearing to announce its ruling at a later date.

Giving the ruling on the day of the hearing, the İstanbul 10th Administrative Court has concluded that the theater play was banned on the grounds of "the necessity to grant a wide discretionary power to the administration assigned with doing public service in order to maintain national security and



the continuity of the state, as required by the sensitivity of the issue."

As reported by the MLSA, the administrative court has argued that the related ban on the theater play "aimed to prevent support for the structures affiliated with terrorism and support for terrorism."

Alleged 'terror-affiliation' of cultural center

The ruling of the administrative court has also quoted some parts from the minutes taken down by security officers on the day when the play was banned; it has also listed some concerts and theater plays that have been staged by the Mesopotamia Cultural Center (MKM) since 2014.

In the related minutes, it was alleged that staging theater plays on days such as March 8 Women's Day and March 21 Newroz indicates that the MKM

and the TJN theater group are "affiliated with the PKK/KCK [Kurdistan Communities Union] terrorist organizations." The minutes also claimed that "the revenue to be obtained from the play would be used in activities aiming to support the separatist terrorist organization."

The MLSA will take the ruling to the appeals court.

Actor Ömer Şahin also filed a lawsuit

After the Kurdish theater play was banned by the İstanbul Küçükçekmece Sub-Governor's Office, Ömer Şahin, one of the actors of the play, appealed to the İstanbul 10th Administrative Court via his attorneys and filed a lawsuit demanding the stay of execution of the ban.

Lawyer Ramazan Demir told *obianet* that in the event of

negative rulings to be handed down by local courts and the Constitutional Court, they would appeal to the European Court of Human Rights (ECtHR).

Actor Ömer Şahin also requested "5,000 Turkish Lira (TRY) in pecuniary damages for their business and income losses and 10,000 TRY in non-pecuniary damages for their immaterial losses."

What happened?

After the İstanbul Metropolitan Municipality (İMM) City Theaters made an announcement to support private theater groups amid pandemic, the TJN applied with two theater plays. "*Bêrû*" (Faceless) by Dario Fo from Italy was approved by the Theaters and it was planned to be staged in Gaziosmanpaşa Theater Hall of the City Theaters.

While the play was scheduled for October 13, it was banned by the Gaziosmanpaşa Sub-Governor's office a few hours before it was staged.

On November 13, the Urfa Governor's Office in southeast also imposed an indefinite ban on the play in the city center and all districts of the city.

Dario Fo's play was translated into Kurdish by Dilawer Zeraq. Directed by Nazmi Karaman, the play's actors and actresses are Rugeş Kırıcı, Ömer Şahin, Rewşan Apaydın and Cihat Ekinci. (FD/SD)

En Iran, le conservateur Ebrahim Raïssi s'impose dans la campagne pour la présidentielle

En Iran, le conservateur Ebrahim Raïssi s'impose dans la campagne pour la présidentielle

Coiffé de son turban noir, barbe poivre et sel et fines lunettes, Ebrahim Raïssi veille sur les automobilistes de Téhéran. Son visage s'affiche le long des avenues et, aux principaux carrefours, d'imposants portraits ornent des façades d'immeubles. Favori de l'élection présidentielle du vendredi 18 juin, le chef de l'autorité judiciaire iranienne occupe seul l'espace urbain de la capitale aux côtés des figures tutélaires de la République islamique.

Aucun signe, par exemple, de ses deux adversaires réformateurs – peu connus de l'opinion. Ceux qui auraient pu faire barrage dans les urnes à Ebrahim Raïssi, qui réunit derrière son nom la majorité des groupes conservateurs, ont de toute façon vu leur candidature écartée par le Conseil des gardiens de la Constitution. L'instance a verrouillé le scrutin.

« Les conservateurs dominent tout l'espace politique. Le Parlement est déjà entre leurs mains et la présidentielle ne va faire que renforcer cette mainmise. Le courant réformateur va disparaître des institutions après cette élection », explique Mehdi Rahmanian, directeur général du quotidien réformateur Shargh. En février 2020, les conservateurs avaient ainsi largement remporté les élections législatives, marquées par une abstention record (57 %) et sur fond, déjà, d'invalidation massive des candidats modérés et réformateurs. « Ils ont aligné le Soleil, la Lune et le ciel pour faire d'une personne en particulier le président », avait dénoncé le candidat



Une affiche du candidat conservateur à l'élection présidentielle iranienne, Ebrahim Raïssi, à Téhéran, le 15 juin 2021. AHMAD HALABISAZ

modéré Mohsen Mehralizadeh lors d'un débat télévisé. S'il n'a pas nommé ce « ils », nul doute que le Guide suprême Ali Khamenei, 82 ans, devrait renforcer son emprise sur le pays, après l'élection et dans l'optique de sa succession.

Près de la place Vanak, devant l'un des principaux quartiers généraux de la campagne du candidat Raïssi dans la capitale, c'est le général Ghassem Soleimani qui accueille le visiteur. Une photo de cinq mètres le met en scène embrassant tendrement le front du candidat Raïssi. Depuis son assassinat en janvier 2020, par un drone américain en Irak, la mémoire de l'ancien chef des opérations extérieures des gardiens de la révolution ne cesse d'être exploitée par la frange la plus dure du pouvoir. Le plus prestigieux des martyrs récents de la République islamique adouberait donc Ebrahim Raïssi post-mortem.

La crainte d'un tour de vis

La direction de campagne y cultive la pose révolutionnaire. On accueille au grand complet, mais sans se présenter : « Seules les idées ont une valeur, pas les individus », résume celui qui semble coordonner cette ruche de trois étages où s'activent les partisans d'Ebrahim Raïssi. Pour lui, la victoire relève de l'évidence même. « Le peuple attend que les erreurs commises par Hassan Rohani [le président sortant] soient corrigées. Les gens attendent des changements radicaux », assène le chef de l'équipe, la soixantaine, en déroulant les mantras que répètent inlassablement les ultraconservateurs.

Le poids des sanctions internationales est balayé d'un revers de statistiques : « Le gouvernement dispose d'un budget défini. Lequel n'est influencé qu'à hauteur de 10 % à 20 % par les sanctions. Tous les pays ont des capacités en interne. Or le gouvernement de M. Rohani n'a pas exploité celles de l'Iran. C'est un défi que relèvera M. Raïssi. »

« L'Iran a prouvé sa bonne foi sur la question du nucléaire et les Occidentaux leur mauvaise foi. Les pays européens n'ont jamais respecté leurs promesses de levée de sanctions. Ils sont les premières victimes des Etats-Unis, dont ils ont peur, et ils abîment leur image », ajoute le chargé des questions internationales, barbe fine, petites lunettes et cal sur le front – cette marque due à des prosternations répétées qu'affectionnent les plus pieux. Rodée, l'équipe se prête de bonne grâce au jeu des questions. Celles susceptibles de fâcher glissant aussi rapidement que le débit des réponses.

Les craintes d'un énième tour de vis dans le domaine des libertés ? « Des "fake news" colportées par nos adversaires », assurent-ils. Un risque pour les – fragiles – droits des femmes ? « Les femmes disposent aujourd'hui d'une pleine liberté. Elles sont entrepreneuses, travaillent. M. Raïssi ne restera pas à l'écart de ce mouvement. L'ère de la société patriarcale est terminée en Iran », explique docilement une militante, 25 ans à peine. « M. Raïssi est le continuateur de la démarche de notre Guide. Le Guide suprême. Tout dans son passé confirme sa bienveillance envers les gens », conclut le chef, lyrique.

L'incarnation de la répression

Conscient de la défiance d'une partie de la société iranienne sur la question des libertés – sur lesquelles Hassan Rohani a déçu autant qu'il avait promis –, Ebrahim

Raïssi s'est lui-même engagé à défendre la liberté d'expression et les « droits fondamentaux de tous les citoyens iraniens ». Des déclarations qui exaspèrent les réformateurs, qui voient en lui le parfait représentant de l'alliance entre religieux et appareil sécuritaire, et la marque d'une dérive toujours plus répressive du système.

Il fut l'un des quatre juges religieux qui ont condamné à mort des milliers de prisonniers politiques en 1988. Adeptes de la répression face aux partisans du « mouvement vert », contre la réélection de Mahmoud Ahmadinejad à la présidentielle de 2009, il avait promis de poursuivre les manifestants « jusqu'à la fin » et de « déraciner la sédition ». Le souvenir de la réponse violente et meurtrière aux manifestants de novembre 2019 est lui aussi prégnant.

« Tous les candidats ont conscience que le peuple iranien n'est plus en mesure de subir encore plus de pression. Surtout les femmes. M. Raïssi a promis de ne pas s'engager dans une sur-

enchère en restreignant leurs droits. Ce qui serait une erreur », veut pourtant croire Mehdi Rahmani. Annoncé en tête par les sondages, avec près de 60 % des voix, Ebrahim Raïssi ne soulève pas pour autant une vague d'adhésion dans la capitale. La faute à l'abstention, annoncée à un niveau très important. Mais aussi à une lassitude générale qui s'exprime jusque dans des quartiers historiquement acquis aux conservateurs.

Pandémie oblige, la place Imam-Hossein, un quartier populaire de l'est de la capitale, restait plongée lundi dans la torpeur d'une fin d'après-midi caniculaire. Il y a bien des portraits du général Soleimani, affichés de façon ostentatoire sur les devantures ou des appels à voter pour Ebrahim Raïssi.

Mais rien dans la campagne n'enthousiasme Mojtaba, pourtant peu suspect de sympathies libérales. Casquettes siglées ou aux armes de groupes chiites du Moyen-Orient, uniformes bariolés, tenues de camouflage, boots... l'échoppe

de Mojtaba tient de la penderie d'une parfaite petite milice. Des adolescents s'y pressent pour soigner leur look guerrier. Arrivés à moto, quatre miliciens, bien réels, sirotent un jus de fraise à quelques pas, uniformes vert olive et pistolet en bandoulière : des bassidji. Indifférent à leur présence, Mojtaba affirme qu'il ne votera pas Raïssi. Enfin, il n'est pas sûr. Seul l'ultraconservateur Amir-Hossein Ghazizadeh-Hachémi trouve grâce à ses yeux. « C'est aussi le plus fiable. Les autres sont tous des menteurs. Ils sont à l'image du gouvernement. »

Réputation d'« incorruptible

Si Mojtaba peut au final se laisser convaincre, c'est parce que la « situation économique du pays est catastrophique et que tout empire : l'inflation, le chômage »... Un constat partagé par la plupart des passants ou vendeurs croisés dans les dédales des rues commerçantes d'Imam-Hossein. C'est chez cette catégorie d'électeurs conservateurs que le slogan d'Ebrahim Raïssi fait mouche : « Une lutte incessante contre la pau-

vreté et la corruption ». Madjid Hassan, qui tient une petite boutique de prêt-à-porter, ne dit pas autre chose. Sa première préoccupation : « L'économie. L'économie avant tout. Le reste, on verra. » Il ira voter sans état d'âme pour le chef de l'appareil judiciaire. « Incorruptible », affirme-t-il.

« La société est en colère. La crise économique et le chômage affectent toutes les familles et Ebrahim Raïssi a fait campagne sur ces thèmes, remarque Mehdi Rahmani. Mais l'économie ne repartira pas sans une détente au niveau international. Pour l'Iran, la priorité est de parvenir à un nouvel accord sur le nucléaire pour lever une partie des sanctions. »

A l'en croire, dans ce domaine, rien ne changera. « C'est une décision qui a déjà été actée et le président n'a de toute manière aucune influence sur ce processus. C'est le Guide suprême, seul, qui décide. Les "lignes rouges" qui seront tracées seront les mêmes que celles qui ont été tracées sous Rohani. Ni plus ni moins.



June 17 2021

HDP: Regarding Armed Attack Against the HDP Izmir Provincial Building

Statement by HDP's Co-spokespersons for Foreign Affairs Feleknas Uca & Hişyar Özsoy

The HDP has been under severe political attack by the AKP government, especially since 7 June 2015 general election. We have faced police operations, detentions, and arrest, and also physical attacks that have been perpetrated by ultranationalist mobs, directed or provoked by the government. Thousands of party members, executives, and co-mayors have been detained and arrested throughout this period, and severe physical attacks have taken place as a con-

sequence of the government's criminalization politics against the HDP. The latest physical attack has taken place against the HDP's Izmir Provincial Building, and, sadly, a young woman who was in the building was murdered by the assailant's gun fire.

On 17 June 2021, an assailant with a shotgun attacked our office in Izmir. Deniz Poyraz, the daughter of a party employee, was in the office, and she lost her life as a result of the assailant's gunfire. As our party offi-

cials in Izmir have stated, our party building has been targeted for months. For around a month, the police have set up a check point in front of the party building, in response to a family that is keeping watch in front of the building to protest their allegation that their child was taken to the mountains by the PKK. Our party officials in Izmir had talked with the police officials and the governorship regarding the possibility of provocation, but there had been no results. It is also important to state that this attack,

as previous ones, took place before the eyes of the police without any intervention or prevention. Our building was blockaded by police just after the incident and prevented party officials as well as mother of Deniz Poyraz to enter in the building.

This is not the first time that our offices have been attacked. Just after the June 2015 general election, and then again in 2016, hundreds of our offices, including our headquarters in Ankara, were attacked by racist

mobs, and many were burnt down. These attacks also occurred before the eyes of the police and the Ministry of the Interior, who did not take any measures to prevent the attacks or prosecute the perpetrators. Throughout these attacks, all our attempts to communicate with state and government officials went unanswered. Until now, no perpetrators have been brought to justice for the attacks against our party members and party offices.

This latest, deadly attack, in which a young woman was murdered, is a result of the



government's criminalization policy against the HDP. It is not a coincidence that the attack took place while the Kobanê case is continuing and the

HDP is facing closure. Besides, in a period where dirty relations between the government and the mafia have come to light, this attack once again

shows that HDP has been targeted as in every chaotic, critical process.

It is clear that the AKP-MHP coalition is primarily responsible for this severe attack. The groups attacking our offices have always been encouraged by the government's incitement of hatred and racism against the HDP. We invite the democratic international community to put pressure on the Turkish government to stop the criminalization policy against the HDP and prevent the attacks on its members and party offices.



BAĞIMSIZ İLETİŞİM AĞI

June 17 2021

Attack on HDP İzmir office: Party worker Deniz Poyraz killed

A person named O.G. raided and set the Peoples' Democratic Party (HDP) İzmir Provincial Organization Building on fire today (June 17). A worker of the party named Deniz Poyraz (40) has lost her life in the attack. Poyraz was cooking and cleaning at the HDP İzmir Provincial office.

In a statement released by the İzmir Governor's Office later in the day, it has also been indicated that Deniz Poyraz was killed in the attack. According to the statement of the office, "the person named O.G., who resigned while working as a health worker, entered the HDP provincial office on the second floor at around 11.05 a.m. and shot party worker D.P. to death."

The assailant has been taken into custody.

As reported by Cumhuriyet newspaper, held in detention at the Counterterrorism Department, the assailant has said in



Hearing the attack, the people have started gathering in front of the HDP İzmir office in Konak district, where the incident happened. The attack has also been denounced on social media.

his first statement, "I don't have any links to anyone. I entered the building because I hate the PKK [Kurdistan Workers' Party]. I shot around randomly."

'They killed my daughter for no reason'

Police prevented the family of Poyraz, the deceased worker, from entering the building. Her mother said, "They killed my daughter for no reason."

Deniz Poyraz has been killed'

The HDP Central Office announced the attack on social media:

"An assailant with a shotgun has attacked our office in İzmir. One of our party members was in the office during the incident. The perpetrator and the instigators of the attack are clear. The government will be responsible for any negative consequences."

An assailant with a shotgun has attacked our office in İzmir. One of our party members was in the office during the incident. The perpetrator and the instigators of the attack are clear. The government will be responsible for any negative consequences.

The party stated, "In the face of this provocation and heinous attack in İzmir, HDP's people are gathering at our provincial building in Konak. While every attack will make the cowardly attackers smaller, they will make people lay claim to our party more. HDP is the people."

Speaking to bianet, Abdulkadir Baydur from the HDP İzmir Provincial Organization also said, "We think that one friend of ours has been wounded. There is an ambulance waiting in front of the building."

Speaking to bianet, HDP MP Murat Çepni has said, "Our woman friend Deniz Poyraz has been killed." He has added that

"It is not the first time such an attack happens, the Izmir Provincial organization was attacked before." According to Çepni, "There were several attempted provocations. The attack happened even though the party building is opposite to the police station."

"It is an organized attack," Çepni has stated. "We see that the government is trying to trigger racism and nationalist through our party. The government is thinking of getting out of the deadlock it has found itself in only in this way. At this point, the Palace itself and the Ministry of Interior are responsible for the attack," HDP MP Çepni has indicated further.

Noting that they will make the necessary legal applications,

Çepni has called on all peoples to lay claim to the party.

'No intervention for a long time'

Our friend, Deniz Poyraz, was murdered in the attack on our Izmir district building. The instigator and abettor of this brutal attack is the AKP-MHP government and the Ministry of Interior which constantly targets our party and our members.

In a written statement made by the HDP following the attack, it has been noted that "the HDP has been targeted by the ruling party and the Interior Ministry and some families have been brought in front of the HDP provincial buildings with the aim of provocation for months."

The statement of the party has indicated that "no intervention was made against the assailant who opened fire and set the building on fire for a long time." Referring to the "provocation in the Kobani Plot Case in Sincan yesterday," the party has stated that "the aim and the message of the attack carried out today is obvious." The HDP has stated that "the instigator and abettor of this brutal attack is the and the Ministry of Interior which constantly targets the HDP and its members."

People gathering in front of party building

'Complaints have remained inconclusive'

Speaking to journalist İrfan

Aktan about the attack, HDP Central Executive Board member Mahfuz Güleriyüz said, "As far as I have been informed, an armed person raided the HDP Provincial Organization building. Taking the HDP worker inside hostage, he set the building on fire."

Saying that they are waiting for the police to intervene into the situation, Güleriyüz noted that "they have been targeted through a person brought in front of their building for months; even though they filed complaints to the authorities, they have been unable to get any results."

"This attack was waiting to happen," he said. (EMK/PT/AS/SD)



Washington Kurdish Institute
Est. 1996

June 17 2021

Kirkuk Minute June 17, 2021

Kirkuk

After pressure by Iranian-backed Popular Mobilization Units (PMU), the department of Petroleum revoked its previous decision to change all distribution station managers for alleged corruption cases. The gas distribution is considered one of the most corrupt sectors in the country. Since October 16, 2017, it had become the main source of income for the Iranian-backed militias in the province. Additionally, the PMU is involved in drug trafficking and has the upper hand over the rest of Kirkuk's security forces. The province is facing a severe gas shortage and high prices.

Ingibjörg Sólrún Gísladóttir, the Deputy Special Representative for Iraq for Political Affairs and Electoral Assistance, visited Kirkuk and held a meeting with the Independent High Electoral Commission (IHEC). The Turkey-backed Iraqi Turkmen

Front rejected her visit and engagement with the newly appointed officials of the IHEC stating "the visit of the UNAMI delegation to Kirkuk and the meeting with the new administration of the Independent High Electoral Commission office is nothing but an uncalculated step by the UN mission." Between Turkey's pressure and internal division by its Sunni and Shia ranks, the Turkmen Front fears losing all three of the parliamentary seats they won in 2018.

The police arrested 15 employees and the general director of the State Company for Trading Grain – Kirkuk on corruption charges filed by the Integrity Commission. According to the Integrity Commission, the officials changed the type of grain distributed to the public, estimating the loss of six million dollars. The officials are accused of "waste of public money."

On Tuesday, June 16, Iraq's Ministry of Education announced the decrease of courses included in ministerial examinations to help students pass the school year after months of lockdown due to the pandemic. However, the decision excluded the Kurdish studies of Kirkuk, which raised anger among the Kurds. Discriminatory policies and Arabization have dramatically increased against the Kurds since October 16, 2017.

On Thursday, June 10, ISIS (Da'esh) attacked a residential complex in the Riyadh sub-district resulting in the death of a father and son. On the same night, several Da'esh terrorists kidnapped two people in Hamel village of Rashad sub-district.

On Friday, June 11, Da'esh IEDs disabled three power towers near Rashad's Acadia village. The towers connect

electricity between Kirkuk and Tikrit cities.

On Friday, June 11, the Iraqi interior ministry placed both federal and local police on high alert after reports of terror attacks in the city center.

On Sunday, June 13, Da'esh attack on a checkpoint near Riyadh resulted in the death of a federal police captain. Clashes between the terrorists and police resulted in the police officer's death from the first brigade of the third division. On the same day, the federal police announced the discovery of a Da'esh bomb factory near al Shajara village in Hawija. According to the police statement, the terror group used the factory to make IEDs and rockets. On Monday, the federal police launched a sweep targeting Da'esh in Aqulah, Salamyah, and Babojan villages of Hawija. However, the security search did not result in any results or

findings of Da'esh hideouts. Khanaqin

Similar to other disputed territories, Da'esh terrorists continued targeting vital facilities in Khanaqin, including bombing two power towers transferring electricity to the city from Baqubah. Despite creating joint command centers between Baghdad and Erbil, the security vacuum remains as the Peshmerga forces have not been allowed into the area. Iraqi security forces, including Iranian-backed militants, have been unable to secure the region since October 16, 2017.

The water shortage in Khanaqin hit another low degree due to drought and Iran's cut of water supplies to Sirwan and Alwand rivers. The water department in the city has sup-

plied the public with water once a week only as it announces "complete dry out of 37 wells." Tuz Khurmatu

Both Kurds and Turkmen are at risk of losing parliamentary seats in the upcoming election on October 10, 2021, due to the new election laws dividing each province to multi electoral districts. The Kurds have candidates from different parties, while the Turkmen have four candidates, including an independent and three more on behalf of al Sadr, al-Hakim, and the Turkmen Front.

Da'esh terrorists attacked Yengejeh village west of the town on Monday. After clashes with villagers and security guards, one person was killed, and no casualties among Da'esh were reported.

Makhmour

The Turkish Foreign Affairs Minister Mevlüt Çavuşoğlu renewed threats to invade the UN refugee camp of Makhmour holding Kurds from Turkey. Like Turkey's President Erdogan, Çavuşoğlu accused the camp of housing members of the Kurdistan Workers' Party (PKK). Iraq, the US, and many regional and internal states denounced Turkey's recent airstrikes on the camp. The United Nations established the camp in 1998 and Turkey has attacked it through airstrikes on several occasions.

According to IQIRAQ news, the National Security Council has warned Iraq's Prime Minister Mustafa al Kadhmi of Da'esh activities in the Qara Chokh, especially in the triangle between Kirkuk-Mosul-Tikrit. Alone in 2021, the US-led

coalition launched hundreds of airstrikes in the area.

Shingal

The Iranian-backed PMU in Shingal (Sinjar) threatened to face Turkey if they attempted to invade the town. On Monday, June 14, Iraq Interior Minister Othman al-Ghanimi announced the formation of a new local police force in Shingal, constituting 1500 Yazidis to take over the security file in the town. al-Ghanimi's announcement came after his visit to Mosul and meetings with security and local government officials. The Yazidi town remains under the control of several forces, including PMU, PKK-offshoots, Iraqi military, and some Peshmerga forces in its suburbs. Baghdad and Erbil also have a security agreement for the region, pending implementation.



18 Juin 2021

Turquie : L'assassinat d'une militante kurde, conséquence de la diabolisation du HDP ?

Un assaillant a tué par balles, jeudi, une militante du Parti démocratique des peuples, à Izmir dans l'ouest de la Turquie, lors d'une attaque contre le bureau de la troisième formation politique du pays. Cet assassinat intervient dans un contexte tendu, alors que le pouvoir turc tente de faire interdire le parti kurde.

Alors qu'il est menacé d'interdiction par le pouvoir, le principal parti kurde de Turquie, le Parti démocratique des peuples (HDP) qui compte des dizaines de députés et de maires dans le pays, a été la cible d'une attaque meurtrière, jeudi 17 juin, à Izmir, dans l'ouest du pays.

Un homme armé s'est introduit dans le siège local de la formation et a tiré à plusieurs reprises sur Deniz Poyraz, une militante âgée de 40 ans qui était en train de cuisiner un plat pour le soir.

Le suspect, un employé "démisionnaire" du secteur de la santé" selon le bureau du gouverneur d'Izmir, a été arrêté peu après l'attaque. Il avait aussi tenté d'incendier le bureau de la permanence. Lors de son premier interrogatoire, il a déclaré que "son objectif était de trouver quelques personnes à cet endroit", soulignant que "s'il y avait eu d'autres individus, il leur aurait également tiré dessus."

Si Deniz Poyraz a perdu la vie dans l'attaque, le bilan aurait pu être bien plus lourd. Le coprésident du HDP, Mithat Sancar, a en effet affirmé à la presse qu'une réunion regroupant 40 cadres du parti devait avoir lieu dans le bureau d'Izmir, mais elle avait été annulée peu avant l'attaque, sans lien avec une quelconque menace. Des "discours aux accents haineux, intolérants et vengeurs"

Ce crime intervient dans un contexte tendu autour du HDP, qui a appelé à des manifestations pour protester contre l'attaque. Le parti, la troisième force du pays, est fréquemment la cible d'attaques verbales émanant du camp du

président Recep Tayyip Erdogan et de son partenaire de coalition informelle, le Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite).

Le chef de l'État en personne accuse depuis plusieurs années le HDP d'être la "vitrine politique" et d'agir comme une "extension" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le mouvement séparatiste kurde listé comme terroriste par Ankara, mais aussi par les États-Unis ou encore l'Union européenne. Et ce, malgré les démentis catégoriques du HDP.

Selon les médias turcs, le suspect, qui a indiqué aux enquê-

teurs "n'avoir aucun lien avec qui que ce soit", a affirmé être entré "dans le bâtiment parce qu'il déteste le PKK".

Depuis l'annonce de son arrestation et la révélation de son identité par les médias locaux, de nombreuses photographies du suspect circulent sur les réseaux sociaux, dont certaines le montrent armé et en tenue paramilitaire en Syrie voisine. Un autre cliché le montre faisant le signe de ralliement des Loups gris, le groupe ultranationaliste turc, souvent utilisé par les partisans du MHP. De son côté, le parti d'extrême droite a qualifié l'attaque contre le bureau du HDP de "complot" visant "à tester les nerfs de la société turque".

"Il est indéniable qu'une partie de la société turque est mobilisée par certains discours aux accents haineux, intolérants et vengeurs émanant des élites politiques du pays", indique Adel Bakawan, spécialiste des questions kurdes et directeur du Centre français de recherche sur l'Irak (CFRI), interrogé par France 24. "Ces élites essaient de mettre en place des stratégies d'instrumentalisation identitaire, sociale, culturelle et ethnique qui mettent en danger la cohésion sociale en Turquie".

Peu après l'assassinat de Deniz Poyraz, le HDP a accusé le gouvernement et le parti au pouvoir, l'AKP du président Recep Tayyip Erdogan, et ses alliés, d'être responsables de l'attaque.

Our friend, Deniz Poyraz, was murdered in the attack on our Izmir district building. The instigator and abettor of this brutal attack is the AKP-MHP government and the Ministry of Interior which constantly targets our party and our members.

"Notre amie, Deniz Poyraz, a été assassinée dans l'attaque perpétrée dans notre bureau du district d'Izmir. L'instigateur et le commanditaire de cette



Manifestation contre l'attaque armée du siège du Parti démocratique des peuples (HDP) à Izmir, organisée à Istanbul, le 17 juin 2021. © Engin Guneysu, AFP

attaque brutale est le gouvernement AKP-MHP et le ministère de l'Intérieur qui prennent constamment pour cible notre parti et nos membres".

Stratégie de diabolisation

"L'État turc essaye en permanence de diaboliser le HDP en le présentant comme étant lié idéologiquement et organiquement au PKK, qui est classé comme une organisation terroriste, explique Adel Bakawan. De son côté, le HDP, qui est démocratique et civil, rejette catégoriquement tout lien avec le PKK qui a une vision idéologique et une stratégie d'action totalement différentes, et demande toujours au pouvoir turc de prouver ses accusations avec des données factuelles et avérées".

Pour Adel Bakawan, la stratégie de diabolisation du HDP a pour objectif de convaincre l'appareil judiciaire turc d'interdire le HDP. "C'est le but ultime du président turc et des procédures en cours qui visent à atteindre ce but, car le HDP est considéré comme une menace directe depuis qu'il a privé Recep Tayyip Erdogan et son parti, l'AKP, de la majorité parlementaire en 2015".

La Cour constitutionnelle de Turquie avait retardé, fin mars, l'examen d'une demande d'interdiction du HDP, accusé d'activités "terroristes", en raison de "vices de procédure". Elle a

renvoyé le dossier au procureur, qui avait affirmé dans son acte d'accusation que "les membres du HDP s'efforcent, par leurs déclarations et leurs actes, de détruire l'union indivisible entre l'État et la nation", pour un supplément d'information. Un nouvel acte d'accusation a été soumis en juin à la Cour qui doit l'examiner dans les prochains jours.

Pour les États-Unis, une éventuelle dissolution "subvertirait de manière indue la volonté des électeurs turcs, saperait encore davantage la démocratie en Turquie, et priverait des millions de citoyens turcs de leurs représentants élus", a fait savoir l'administration Biden.

"Harcèlement judiciaire continu et pression maximale"

"Les cadres dirigeants du HDP que j'ai récemment pu joindre évoquent un harcèlement judiciaire continu et une pression maximale et ils estiment qu'une éventuelle interdiction de leur parti seraient synonyme d'un coup d'État, à un an de la présidentielle en Turquie", souligne Adel Bakawan.

Le HDP est l'objet de représailles et de vexations depuis le coup d'État manqué de 2016, avec l'arrestation de plusieurs de ses élus et de ses dirigeants, dont sa figure de proue Selahattin Demirtas. Ce

dernier a été condamné, le 28 mai, par un tribunal d'Ankara à une nouvelle peine de deux ans et six mois de prison pour avoir tenu des propos jugés menaçants à l'encontre d'un procureur en affirmant qu'il allait lui réclamer "des comptes".

Incarcé pour "terrorisme" depuis 2016, il risque, malgré les appels répétés de la Cour européenne des droits de l'homme à le libérer, jusqu'à 142 ans de prison.

Malgré la répression qui le vise, le HDP, clairement ancré à gauche et attaché à la défense des minorités, parvient toujours à séduire de nombreux électeurs, y compris en dehors de sa zone d'influence kurde. Et ce, grâce à son programme progressiste et écologiste qui lui a permis de dépasser la barre des 10 % lors des deux élections législatives de 2015 et de 2019.

"La force du HDP, qui est même plus fort qu'en 2015, réside dans son projet politique, puisque malgré les persécutions et l'incarcération de plusieurs de ses dirigeants, le parti reste actif et populaire parce qu'il a la particularité de ne pas être articulé autour d'une personnalité charismatique, mais bien autour d'un projet politique, décrypte Adel Bakawan. Et c'est ce que craint la président turc".

En cas d'interdiction du HDP, le spécialiste des questions kurdes voit la base électorale, "pas seulement les Kurdes, mais les autres minorités ainsi que les catégories sociales qui ont voté en sa faveur", chercher à se regrouper et apporter ses suffrages à celui qui représentera l'alternative à Recep Tayyip Erdogan et à l'AKP.

"C'est ce qui s'était passé lors des dernières municipales à Istanbul, en 2019, et cela avait coûté très cher au camp présidentiel qui a perdu la ville dont il était à la tête depuis 25 ans", conclut-il.

Le Monde

18 Juin 2021

By Ghazal Golshiri

La tentation de l'abstention chez les minorités en Iran, base électorale des réformateurs

Un grand nombre de sunnites, qui représentent 10 % de la population, pourraient s'abstenir, déçus des promesses non tenues sur l'accès à l'emploi et la liberté religieuse

Les minorités religieuses et ethniques en Iran, discriminées et marginalisées, ont toujours été l'une des bases électorales des candidats réformateurs et modérés, qui leur promettent un accès plus égalitaire à l'emploi et la possibilité de pratiquer librement leur foi. Alors qu'aucun sondage n'existe quant à la participation des sunnites (la plus grande minorité religieuse, autour de 10 %, dans un pays majoritairement chiite), ils seront, selon toute vraisemblance, comme un grand nombre de leurs concitoyens, nombreux à ne pas se rendre aux urnes le 18 juin pour élire le prochain président.

Vendredi, Afshin (le prénom a été modifié), un sunnite, n'ira pas voter. Depuis 1997, ce graphiste de 38 ans, issu de la minorité ethnique kurde, qui vit dans une petite ville dans l'ouest du pays, a toujours voté pour celui qui était le plus susceptible de mettre fin aux discriminations envers sa communauté. La première fois, il a voté pour le réformateur Mohammad Khatami qui parlait de « société civile » et d'un « Iran pour tous ». « Depuis, rien n'a vraiment changé », glisse-t-il. En juin 2009, le Kurde a voté pour l'ancien chef du Parlement, le réformateur



Moustafa Ibrahim, 67 ans, un réfugié kurde iranien, dans le camp de réfugiés de Bahrka, près d'Erbil, le 9 juin 2021. Coincé en Irak depuis plusieurs décennies, il observe les élections en Iran sans grand espoir de changement. SAFIN HAMED / AFP

Mehdi Karoubi, qui avait mis l'accent sur le respect des minorités. A l'annonce des résultats officiels, avec des millions d'Iraniens, Afshin est descendu dans la rue protester contre la réélection controversée de l'ex-président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad. Leur contestation a été réprimée dans le sang. « Après ça, notre frustration était à son comble », dit-il.

Pourtant, il s'est rendu de nouveau aux urnes en 2013. Cette fois, il a voté « par défaut ». « J'ai voté pour Rohani pour que les autres candidats, pires que lui, ne soient pas élus », lâche-t-il. Pareil quatre ans plus tard, quand Afshin a de nouveau

voté pour le président Rohani, pour empêcher l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi, aujourd'hui favori du scrutin, d'accéder à la présidence.

Contrebande frontalière

En novembre 2019, lorsque les Iraniens sont descendus nombreux dans les rues protester contre la hausse des prix du carburant, Afshin a été témoin de la mobilisation « pacifiste » et « silencieuse » des habitants de sa ville. Les forces de l'ordre y ont répondu par une répression meurtrière. « Les pavés se sont couverts de sang. Des gens ont été tués. Les arrestations ont été nombreuses », se souvient-il. Pour

lui, les Iraniens ont tout essayé. « Un réformateur comme Khatami, un rentre-dedans comme Karoubi et un modéré comme Rohani. Ça n'a pas marché. Il y a beaucoup de choses sur lesquelles le gouvernement n'a pas la main. Tant qu'il n'y aura pas de liberté, je ne voterai pas », conclut-il.

Dans la province de Sistan-et-Baloutchistan (sud-est), Ahmad, un Baloutche sunnite, va, lui aussi, s'abstenir, las de l'incurie du pouvoir. Il avait voté pour le président Rohani aux deux derniers scrutins. « Mais, en termes de liberté religieuse, rien n'a changé pour nous », dit ce commerçant de 30 ans. Les habitants de sa ville n'ont pas accès à l'eau potable. Pour gagner leur vie, ils sont nombreux à faire de la contrebande d'essence, de ciment, et de conserves de nourriture vers le Pakistan voisin et à ramener en Iran fruits, riz et épices. « Le gouvernement s'était engagé à légaliser ces échanges. Les dirigeants sont même venus ici couper les rubans pour inaugurer un soi-disant bazar frontalier pour que les habitants puissent faire leur commerce en toute légalité, explique-t-il. Cela fait quatre ans qu'on attend. Rien de concret n'a été fait. »

Le Monde

18 Juin 2021

Par Madjid Zerrouky (Téhéran, envoyé spécial [avec Ghazal Gloschiri à Paris])

Entre désillusion et colère, de nombreux Iraniens font le choix de l'abstention à la présidentielle

Annoncé à un niveau record, le taux d'abstention est l'enjeu du scrutin du 18 juin, où le candidat conservateur Ebrahim Raïssi est promis à une victoire certaine.

Certaines couches défavorisées de la société se plaignent à juste titre que leurs attentes n'ont pas été satisfaites ces dernières années. Ils ne veulent donc pas participer aux élections. (...) Mais ne pas participer aux élections ne résout pas le problème. Votez pour celui qui arrive à résoudre ces problèmes ! » Dans un tweet publié mercredi 16 juin au soir, le Guide suprême de la République islamique, Ali Khamenei, a exhorté les Iraniens à se rendre aux urnes, vendredi 18 juin pour y élire un nouveau président.

Annoncé à un niveau record, le taux d'abstention est l'enjeu du vote de vendredi. Le candidat conservateur et chef de l'appareil judiciaire, Ebrahim Raïssi, est promis à une victoire certaine. Selon le Centre pour les sondages des étudiants iraniens (ISNA), une agence semi-officielle, seulement 42 % des personnes interrogées le 16 juin ont déclaré qu'elles participeront « certainement » au scrutin. A la présidentielle de 2017, qui avait vu la réélection du modéré Hassan Rohani à un second mandat, la participation avait été de 73 %. Rencontrés dans plusieurs quartiers de Téhéran, les abstentionnistes revendiquent, eux, leur intention de ne pas voter comme un acte assumé. Entre colère et tristesse.

Dans une rue de l'est populaire de la ville, Shirine, 24 ans, châte coloré et caractère bien trempé, nous aurait éconduits si un vendeur de bibelots ne nous avait pas demandé de nous éloigner. « Venez, on va parler à côté »,



A Téhéran, le 16 juin 2021. MORTEZA NIKOUBAZL / AFP

lance-t-elle, assez fort pour être entendue. « Mais, ajoute-t-elle, je n'ai pas grand-chose à dire à propos de l'élection. Je ne vote pas. »

« Nous ne sommes pas satisfaits du régime. C'est le cas de toute ma famille et de mes proches. Je ne les connais même pas, ces candidats. Et je ne tiens même pas à savoir qui ils sont, explique-t-elle. Ce que je sais, en revanche, c'est qu'après chaque élection la situation empire. Le taux d'inflation, le chômage, l'insécurité, le harcèlement que subissent les femmes... Je pourrais continuer comme ça pendant longtemps, vous savez », ajoute-t-elle. A quoi aspire-t-elle ? « Travailler. Je ne leur demande pas un travail, je veux qu'il y ait du travail. »

« Mon problème, c'est le régime »

Si Shirine aimerait travailler, Sohrab, assis sur un banc du parc

Daneshjoo (« étudiant » en persan), non loin de l'université de Téhéran, aurait, lui, bien aimer étudier. Profitant de la fraîcheur du parc, à l'ombre protectrice des arbres, il désigne avec une moue triste des jeunes qui déambulent, sacs sur le dos, dans les allées. Lui a dû renoncer à ses études dès le lycée. La faute d'un accident de la vie aux conséquences irrémédiables dans une famille modeste : la mort de son père, il y a quelques années. Soutien de sa famille, il enchaîne, depuis, les petits boulots.

« Voter... ? Pour tout vous dire, moi, mon problème, c'est le régime », attaque-t-il d'emblée. « Ce n'est pas un problème de candidats. Regardez Rohani. Qu'est-ce qu'il m'a fondamentalement apporté en tant que jeune ? Je n'ai pas de travail stable, pas d'appartement, pas de voiture... Regardez à l'inverse toutes les richesses et le capital qu'il y a dans ce pays. Alors qu'est-ce que cette élection va

changer ? Rien. » Ni optimiste ni pessimiste, Sohrab se dit déjà « loin. Détaché ». Et c'est « loin » qu'il aimerait que sa vie le porte. « Moi, tout ce que je veux, c'est quitter l'Iran. » Vers où ? « La Turquie... Pourquoi pas un jour l'Allemagne ? »

Cigarette aux lèvres, devisant avec trois de ses amis au look gothique à l'arrière de l'imposant théâtre de la ville, Faegheh, 24 ans, a elle aussi arrêté ses études. Elle n'avait plus les moyens de continuer sa faculté d'art dans le privé : les 20 millions de tomans (l'équivalent de 660 euros au marché noir) qu'il faut déboursier chaque trimestre sont « une somme trop élevée. Et il n'y a pas de prêts bancaires pour les étudiants » .

L'importance des enjeux sociaux A l'abri des regards, c'est ici le coin fumeurs des filles. On tombe parfois le voile ; des couples s'enlacent ou s'y arrêtent un moment. Au calme, loin du bruit et des restrictions. « Cette fois, je ne voterai pas. Je pense que mon vote n'aura pas d'influence sur nos conditions de vie. Même si je sais que le fait de ne pas voter peut avoir un impact politique, poursuit-elle. La dernière fois [en 2017], j'avais voté Raïssi [qui mène cette année une campagne aux tonalités sociales]. Parce que, si la crise économique est un souci dans tous les pays, ici, c'est particulièrement dur. »

Désarçonnant ses amis, Faegheh poursuit son raisonnement : elle pourrait sacrifier sa façon d'être et de vivre, pour peu que

sa condition s'améliore : « Je suis même prête à porter le hidjab [de façon stricte] si la situation économique pouvait changer. Si leurs promesses pouvaient se réaliser. Mais nous ne vivons pas dans un Etat de droit. »

« C'est le contraire, ajoute-t-elle. On n'a pas d'espace privé. On n'est jamais à l'abri de l'intervention d'une milice : "Pourquoi tu fumes ? Porte bien ton voile !" La règle est rigide pour les femmes. Les droits des femmes ne sont pas respectés. » N'a-t-elle pas peur que cela empire avec Ebrahim Raïssi ? « En Iran,

ce n'est pas le président qui a de l'influence. Et c'est pour ça que je ne vote pas ! »

Une génération «prise en otage»

Loin de la fournaise du centre-ville, le nord de l'agglomération expose ses centres commerciaux, ses résidences huppées, une brise bienvenue et un calme qui tranche avec l'effervescence du centre. C'est le Téhéran branché. Dans le hall d'entrée du mall Palladium, Massih, 45 ans, et son épouse, Elham, 43 ans, médecins, sont d'une bonne humeur contagieuse et ont la dérision facile : « La France... Ce

n'est pas un peu à cause d'elle qu'on en est là ? », lancent-ils, en référence aux quatre mois que l'ayatollah Ruhollah Khomeyni a passés à Neauphle-le-Château (Yvelines) à la fin de ses quatorze ans d'exil, avant de rentrer en Iran, en février 1979, pour mener la révolution islamique contre le chah Mohammad Reza Pahlavi.

« Voter ? Pas du tout. Je ne crois pas en ce régime. Et c'est quelque chose de fondamental : les élections sont préparées et jouées à l'avance. Lorsque l'on n'accepte pas l'infrastructure, on ne peut évidemment pas accep-

ter la structure », se reprend Massih. Pour Elham, sa génération est « prise en otage » : « Ce régime, ce n'est même pas notre choix, c'est celui de la génération précédente. Nous, il nous a été imposé. J'avais deux ans pendant la révolution. » La dernière fois qu'ils ont mis les pieds dans un bureau de vote remonte à vingt ans : la réélection de Mohammad Khatami (président réformateur de 1997 à 2005). « A l'époque, nous pensions encore que voter avait un sens. Nous étions encore jeunes, déclarent-ils en souriant. Mais il y a un proverbe qui dit qu'un bâtiment est en ruine dès ses fondations... »

The New York Times

June 18, 2021
By Nazila Fathi

'Don't Vote.' these Iranians have had enough

Ms. Fathi is a former Tehran correspondent for The New York Times and the author of the "The Lonely War: One Woman's Account of the Struggle for Modern Iran."

In a soft pleading voice, the white-haired woman in the video implores, "For the sake of my son, Pouya Bakhtiari, don't vote." She holds the young man's photo, and continues, "Because of the bullet they shot at his head and shattered his dreams, don't vote." In a second video, another mother, sitting next to a gravestone, echoed the same message: "At 30, my son lies under a huge pile of dirt." A third woman described her 18-year-old son as full of hope, until Nov. 17, 2019, when a bullet pierced his heart.

"Voting means betrayal," she added.

Videos like these, circulating on Iranian activists' social media accounts with the hashtag that

in Persian means #notovoting, have been appearing in increasing numbers in the weeks and months leading up to Iran's presidential election on Friday. Some of the videos have been made by parents who say their children were shot dead during antigovernment protests over the last few years. Others are by the parents of political prisoners who were executed by the regime in the 1980s, as well as by the families of those who died in the Ukrainian passenger plane that crashed last year shortly after takeoff from Tehran. (Iran's military said it mistakenly shot down the plane).

What's remarkable about the videos is their audacity: that Iranians are speaking up, seemingly without fear, about boycotting an election in an authoritarian country whose leaders rarely tolerate open displays of dissent. Iranians have had enough. And besides, what's the point of voting when the result is predetermined?

The call for an election boycott seems to be resonating: a recent poll by the state-run Iranian Student Polling Agency predicts that turnout will be as low as 40 percent — the lowest since the 1979 revolution.

A low turnout in Friday's election would certainly signal a rejection of the Islamic regime. But not voting will also give the regime exactly what it wants: a near-certain assurance that its handpicked candidate, Ebrahim Raisi, a cleric who is close to Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps, will win.

Of course, the regime has done its part as well for Mr. Raisi. Last month, the Guardian Council, the body that vets election candidates, rejected all the potential candidates except for Mr. Raisi and six relatively unknown figures.

Even insiders to the regime were reportedly stunned that the council had gone so far as to bar a current vice president, Eshaq Jahangiri, and a former

speaker of Parliament, Ali Larijani.

To be sure, the Guardian Council has rejected other presidential hopefuls over the past four decades. But this time it's especially significant because the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, is 82, which raises the issue of succession. Hard-liners within the Revolutionary Guards are grooming Mr. Raisi to take his place, making his election into office even more important. The ayatollah's support for Mr. Raisi is no secret. After Mr. Raisi failed a bid for the presidency in 2017, Ayatollah Khamenei made him head of the judiciary two years later.

The tightly controlled process has led many Iranians to question the entire exercise. And institutions such as the Guardian Council, which is controlled by Ayatollah Khamenei, have stymied any democratic change and crippled the efforts of presidents who have tried to introduce political and social free-

doms. (Two presidential candidates during the 2009 race, Mehdi Karroubi and the former Prime Minister Mir Hossein Mousavi, who campaigned on a platform of delivering democratic reforms, remain under house arrest. The regime at the time suppressed massive protests in the aftermath of what was seen as a widely disputed election.)

The campaign to boycott the election highlights the rising levels of both anger and apathy toward the regime, at a time when the economy has been suffering under the weight of U.S. sanctions, as well as mismanagement and corruption by Iranian officials. The govern-

ment also badly botched the Covid-19 pandemic, leaving more than 82,000 dead so far. In addition, the regime has brutally cracked down on protests that have erupted since 2009, mostly over worsening economic conditions.

Those boycotting the vote include a wide group of people inside and outside Iran, including many who formerly used to be sympathetic to the regime, such as the former President Mahmoud Ahmadinejad, Mr. Mousavi and Faezeh Hashemi, the daughter of former President Akbar Hashemi Rafsanjani. Last month, over 230 prominent activists signed an open letter calling for an elec-

tion boycott and stated that their goal is to bring "nonviolent transition from the Islamic Republic to the rule of the people."

Unsurprisingly, Ayatollah Khamenei has branded those pushing for a boycott as enemies and has urged Iranians to go to the polls. Here lies the regime's dilemma: Iran's leadership wants just enough turnout to legitimize Mr. Raisi's victory, but not so much that the result might demonstrate how unpopular he really is.

During his campaign trips in recent weeks, Mr. Raisi has sought to cast himself as a man of the people and has promised

to fight corruption. He talked to people who approached him about pending court cases, depicting himself as an accessible man. But his past as head of the judiciary is testament to what may lie ahead under his rule. Young activists were tried behind closed doors and executed. As a young cleric, he signed off on the executions of thousands of political prisoners in 1988.

Boycotting the elections, for a population that is deeply scarred, is understandable. But sadly, a boycott this time may cement the hard-liners' grip on power for many years to come.

Le Monde 18 juin 2021
Tribune collectif

« Les enfants des camps syriens sont des victimes que la France abandonne en leur faisant payer le choix de leurs parents »

Quelque 110 personnalités, artistes, médecins, universitaires ou magistrats appellent, dans une tribune au « Monde », au rapatriement des enfants français et de leurs mères détenus dans des conditions désastreuses.

Depuis plus de deux ans, près de 200 enfants français sont détenus arbitrairement avec leurs mères dans les camps de Roj et d'Al-Hol, dans le nord-est de la Syrie. Les conditions de vie dans ces camps sont désastreuses et la situation n'en finit pas de se détériorer. Ces enfants français, dont la grande majorité a moins de 6 ans, portent les stigmates de leurs blessures et de leurs traumatismes. Ils ne bénéficient d'aucun soin approprié et ne sont pas scolarisés.

De nombreux observateurs et ONG font état depuis des années de cette situation profondément attentatoire aux droits humains. Le 8 février, une vingtaine d'experts indépendants des droits de l'homme auprès des Nations unies

ont appelé à une action immédiate pour « prévenir des dommages irréparables aux personnes en situation vulnérable qui y sont détenues » et ont relevé qu'« un nombre indéterminé de personnes sont déjà mortes à cause de leurs conditions de détention ».

Mme Fionnuala Ni Aolain, rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, a déclaré que « l'existence de ces camps entache la conscience de l'humanité ». Dans son rapport du 17 février intitulé « Europe's Guantanamo », l'ONG Rights and Security International décrit avec précision l'état de santé dégradé et les profonds traumatismes de ces enfants laissés sans soins.

Traitements inhumains

L'Unicef, le Comité international de la Croix-Rouge, le haut responsable de l'ONU Panos Moutmtzis, la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic, et la haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachetet, ont tous appelé au rapatriement de ces enfants dans leur intérêt supérieur. En France, la Commission nationale consultative des droits de l'homme et le Défenseur des droits ont adopté la même posture, sans que l'exécutif ne se décide à reconsidérer son refus catégorique de rapatrier ces enfants et leurs mères.

Aux conditions de détention indignes s'ajoutent les traitements

inhumains et dégradants auxquels ces enfants doivent faire face. Ils ont interdiction de parler avec leurs familles, et l'accès aux camps est interdit aux familles françaises et aux avocats. Ces femmes et ces enfants ont tous ou presque été incarcérés dans une prison souterraine située près de Qamishli et sont restés entassés dans des cellules de quelques mètres carrés, sans pouvoir ni se laver ni manger à leur faim, durant des semaines et parfois des mois. « Ces enfants sont innocents. Ils n'ont pas choisi de partir en Syrie ni de naître en zone de guerre ou dans ces camps »

Ces enfants sont innocents. Ils n'ont pas choisi de partir en Syrie ni de naître en zone de guerre ou dans ces camps. Ils sont des vic-

times que la France abandonne en leur faisant payer le choix de leurs parents. Laisser périr ces enfants dans ces camps est indigne de notre Etat de droit et contraire à nos engagements internationaux. Les rapatrier sans leurs mères, comme le souhaiteraient certains Etats, ne répond pas à l'intérêt supérieur de ces enfants. Ces femmes ne peuvent de toute façon être jugées qu'en France et doivent répondre de leurs actes devant les juridictions antiterroristes françaises chargées de leurs dossiers. Récemment encore, les autorités kurdes ont rappelé qu'elles ne pouvaient ni ne voulaient les juger, et ont exhorté les Etats étrangers à rapatrier ces enfants avec leurs mères.

La Cour européenne des droits de l'homme, saisie du cas de trois enfants français et de leurs mères détenus arbitrairement dans les camps du Nord-est syrien, siègera le 29 septembre prochain en Grande Chambre. Le Parlement européen a, quant à lui, voté une résolution en février dernier appelant au rapatriement de tous les enfants européens dans leur « intérêt supérieur ». La Belgique, la Finlande et le Danemark ont rendu publique leur décision de rapatrier l'ensemble de leurs ressortissants, et l'Allemagne et l'Italie ont d'ores et déjà commencé à rapatrier des enfants et leurs mères. Les Etats-



Au camp d'Al-Hol où sont détenues des familles de membres de l'organisation Etat islamique, en Syrie, le 1er mai 2021. BADERKHAN AHMAD / AP

Unis, la Russie, le Kosovo, l'Ukraine, la Bosnie, l'Albanie, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan ont rapatrié ou rapatrient actuellement leurs ressortissants.

Nous appelons la France à rapatrier immédiatement ces enfants français qui, victimes de traitements inhumains et dégradants, périssent à petit feu dans les camps syriens.

Premiers signataires : Ariane Ascaride, comédienne ; Thierry Barranger, magistrat honoraire, ancien président du tribunal pour enfants de Paris et Bobigny ; Rachid Benzine, écrivain, islamologue ; Sandrine Bonnaire, actrice ; Rony Brauman, ancien président

de Médecins sans frontières (MSF) France ; Jean-Charles Brisard, président du Centre d'analyse du terrorisme ; Elie Chouraqui, réalisateur et producteur ; Costa-Gavras, réalisateur ; Boris Cyrulnik, psychiatre ; Marie Darrieussecq, écrivaine ; Vincent Dedienne, acteur, auteur, metteur en scène ; Claire Denis, réalisatrice ; Marie Desplechin, écrivaine ; Anny Duperey, actrice ; Nicole Ferroni, actrice, humoriste, chroniqueuse ; Audrey Fleurot, actrice ; Michel Forst, rapporteur spécial des Nations unies, secrétaire général de l'Institut français des droits et libertés ; Julie Gayet, comédienne ; Susan George, politologue, écrivaine franco-américaine ; Robert Guédiguian,

réalisateur ; Mia Hansen-Love, réalisatrice ; Adeline Hazan, magistrate, ancienne contrôleur des lieux de privation de liberté, conseillère spéciale auprès du président d'Unicef France ; Serge Hefez, psychiatre, psychanalyste ; Nicolas Hénin, journaliste, ancien otage de l'organisation Etat islamique ; Camille Laurens, écrivaine ; Henri Leclerc, avocat honoraire, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme ; Claude Lelouch, réalisateur ; Corinne Masiero, actrice ; Ariane Mnouchkine, metteuse en scène de théâtre ; Laure Murat, historienne, écrivaine, professeure à l'université de Californie à Los Angeles ; Eric Ouzounian, journaliste, écrivain, père d'une des victimes de l'attentat du Bataclan ; Raphaël Pitti, médecin général des armées ; Jean-Michel Ribes, metteur en scène et auteur ; Jean-Pierre Rosenczweig, magistrat honoraire, ancien président du tribunal pour enfants de Bobigny ; Malik Salemkour, président de la Ligue des droits de l'homme ; Georges Salines, ancien médecin de santé publique, membre de l'Association française des victimes du terrorisme, père d'une des victimes de l'attentat du Bataclan ; Bruno Solo, acteur ; Philippe Torreton, acteur ; Marc Trévidic, président de cour d'assises, ancien juge antiterroriste ; Zahia Ziouani, chef d'orchestre.

R  **J**  18 Juin 2021

De la construction de mosquées aux complexes de colonies... la Turquie poursuit le changement démographique à Afrin

L'association dite des "Mains blanches", affiliée au mouvement des Frères musulmans en Turquie, travaille, dans le cadre du projet "Noor al-Huda", à la construction de mosquées dans la plupart des villages situés dans les zones occupées du nord de la Syrie, y compris des villages yézidis d'Afrin. Son but : changer en profon-

deur la démographie ethnique de la région et diffuser l'idéologie islamiste.

Selon les informations obtenues de sources locales, l'association "Mains blanches" a construit une nouvelle mosquée dans la ville occupée d'Azaz, au nord d'Alep, avec le soutien et le financement du Qatar et du Koweït.

La même association travaillerait à la construction de mosquées dans les villages yézidis de la région occupée d'Afrin, sous le nom de projet "Noor Al-Huda"

Dans ce contexte, l'Organisation des droits humains d'Afrin a fait état, sur son site officiel, de la construction d'un nouveau village de colonie dans le

district de Sherawa, à Afrin. Ce village qui est le quatrième du genre dans la région est destiné à accueillir les familles de mercenaires que la Turquie a fait venir d'autres régions syriennes.

L'organisation de défense des droits humains a indiqué en outre que le projet de colonisation était parrainé par le Crois-

sant-Rouge qatari et réalisé par l'organisation "Sham Charity".

L'année dernière déjà, l'occupant turc et ses associations affiliées avaient fait construire, sur le flanc du Mont Lilon, dans le district de Sherawa, un village appelé "Al-Shamiya" en référence aux mercenaires du Front du Levant, pour y installer les familles de ces derniers. Un autre complexe de colonies a été construit dans le village



yézidi de Shadireh, toujours dans le district de Sherawa, par les associations Mains Blanches et Vivre dans la Di-

gnité, avec le soutien et le financement de l'organisation dite Peuple de Palestine 48.

Malgré la dénonciation des opérations systématiques de changement démographique dans le canton occupé d'Afrin et l'appel aux organisations internationales et de défense des droits humains, la Turquie continue le nettoyage ethnique dans les zones occupées, avec le soutien financier des pays du Golfe et de l'Europe.

Le Monde 19 juin 2021

Présidentielle en Iran : l'élection d'Ebrahim Raïssi, une très mauvaise nouvelle pour la société civile iranienne

L'ultraconservateur, élu samedi 19 juin, a toujours fait preuve de loyauté envers la machine répressive de la République islamique, en jouant un rôle-clé dans les plus grands dossiers de la violation des droits humains.

La République islamique d'Iran a opté pour un verrouillage sans précédent de l'élection présidentielle du 18 juin. Pour la première fois depuis l'élection du réformateur Mohammad Khatami en 1997, le scrutin s'est tenu sans véritable compétition. Les candidatures des principales figures réformatrices du pays, ainsi que de personnalités conservatrices, avaient été invalidées en amont par le Conseil des gardiens de la Constitution, dans le but d'assurer au chef de l'autorité judiciaire, l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi, une victoire sans encombre.

Ce faisant, le régime a rompu avec une tradition qui offrait jusqu'alors un semblant d'exercice démocratique lors du scrutin présidentiel, dans un

face-à-face entre deux camps: les partisans des réformes, favorable à une ouverture dans la société et vers le monde, contre les partisans de la révolution islamique, tenants d'une ligne antioccidentale et d'une plus grande limitation des libertés en Iran. A 82 ans, le Guide suprême, Ali Khamenei, organise sa succession. Il la souhaite sans remous, sans luttes intestines. Et, le président élu, Ebrahim Raïssi, 60 ans, est l'un des candidats probables.

Forte abstention

Lors de cette élection, la voix des Iraniens n'a pas été entendue. Ils ont été nombreux à ne pas aller voter – 51,2 % se sont abstenus, selon des résultats définitifs publiés le 19 juin –, du fait du verrouillage de l'élection, mais aussi parce qu'ils ne croient plus possible de réformer le système politique par les urnes. L'élection d'Ebrahim Raïssi ne devrait certes pas avoir d'incidence dans les négociations en cours sur le dossier nucléaire, qu'une majorité d'Iraniens soutient. Le

rétablissement des sanctions internationales sous l'ancien président Donald Trump est loin d'avoir affaibli le régime iranien, mais a aggravé les conditions de vie de la population, amené au décrochage économique de millions de personnes et affaibli la classe moyenne, moteur du changement dans le pays. En campagne, Ebrahim Raïssi a dit son intention d'honorer l'accord conclu en 2015 avec la communauté internationale, sur les consignes du Guide suprême. Ce dernier est déterminé à sauver l'accord nucléaire pour obtenir en retour une levée des sanctions et une relance économique.

Mais l'élection d'Ebrahim Raïssi pourrait être lourde de conséquences pour les Iraniens qui appellent à plus de droits et de libertés. Leurs revendications – la liberté de la presse, le droit de vivre dans la dignité, le respect de la méritocratie dans l'accès aux postes publics, la transparence du pouvoir et la détente avec le monde – n'ont pas pu s'expri-

mer lors du scrutin du 18 juin. Les Iraniens paient un lourd tribut chaque fois qu'ils tentent de se faire entendre, que ce soit lors des manifestations – dont les dernières en 2019 ont été réprimées dans le sang – ou par des actions pacifiques.

Ebrahim Raïssi détient un triste bilan en matière de droits humains. En 1988, alors qu'il n'avait que 28 ans, il a été l'un des quatre juges qui ont décidé de la vie et de la mort de milliers de prisonniers politiques. Ebrahim Raïssi a toujours fait preuve de loyauté envers la machine répressive de la République islamique d'Iran, en jouant un rôle-clé dans les plus grands dossiers de la violation des droits humains. Sous son règne à la tête de l'autorité judiciaire (2019-2021), l'arrestation des militants politiques et leur condamnation à de lourdes peines de prison sont devenues la règle.

L'élection d'Ebrahim Raïssi à la présidence est une très mauvaise nouvelle pour la société civile iranienne.

Mostafa Tajzadeh : « La présidentielle en Iran va consacrer la victoire d'une minorité »

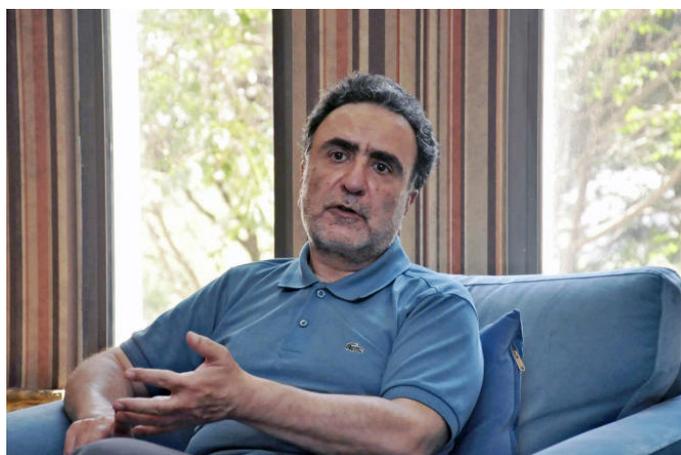
Cette figure du courant réformateur, écartée de la course électorale, dénonce la concentration des pouvoirs aux mains des ultraconservateurs les plus proches du Guide suprême.

Que pensez-vous des conditions dans lesquelles cette élection se déroule et allez-vous voter ?

Le résultat est prédéterminé et c'est en fait le représentant d'une minorité dans le pays qui va être élu président. Lors de la précédente élection, Ebrahim Raïssi [le candidat ultra-conservateur] a obtenu 16 millions de voix et il a perdu. S'il en obtient 18 millions vendredi, il sera au même niveau de soutien populaire. Je ne pense même pas qu'il les obtiendra. Son élection relève du coup d'Etat. Que la volonté d'une minorité s'impose à la majorité est une injure faite au peuple iranien.

Quel est, selon vous, le projet du régime et que se passera-t-il après l'accession de M. Raïssi à la présidence ?

Le Guide suprême va décider de sa succession. Ce « coup d'Etat » électoral vise à mettre tous les pouvoirs entre les mains des conservateurs lors de la succession d'Ali Khameneï. Et M. Raïssi est potentiellement le prochain Guide. Si l'on regarde en arrière, mis à part les trois premières années de la Révolution, il n'y a pas eu d'élections libres en Iran. Mais une certaine concurrence était au moins permise dans le cadre d'élections contrôlées. Ce n'est même plus le cas cette fois. Ils s'en sont non seulement pris aux réforma-



Mostafa Tajzadeh à Téhéran, en Iran, le 15 juin 2021. SHOTA MIZUNO / THE YOMIURI SHIMB

teurs, mais ils ont également disqualifié et rejeté tous les candidats qui pouvaient avoir un poids. Même quelqu'un comme [l'ancien président ultra-conservateur] Mahmoud Ahmadinejad a été écarté. Ils veulent donc centraliser le pouvoir entre les mains des seuls conservateurs dans l'optique de la désignation du futur Guide suprême. Sachant que l'on parle ici d'ultraconservateurs, et non de conservateurs dits « modérés ».

Comment définir aujourd'hui le régime ?

Jusqu'ici, une partie du pouvoir était partagée entre conservateurs et réformateurs. Le centre de gravité glisse aujourd'hui totalement vers le corps des gardiens de la révolution, le groupe dirigé directement par le Guide suprême. Ceux qu'on appelle les « conservateurs »

vont eux-mêmes finir par être écartés. Si le rapport de forces est en sa faveur, le groupe constitué autour des gardiens de la révolution va supprimer le principe même d'élections. Mais il y a des désaccords et des contradictions entre des forces conservatrices qui soutiennent M. Raïssi et les gardiens de la révolution. Je pense que ces contradictions vont finir par éclater au grand jour. Un conflit entre eux est probable.

Quelles sont ces contradictions ?

Le désaccord est stratégique. Les premiers sont adeptes d'un modèle à la « chinoise » : c'est-à-dire allier une ouverture économique au monde et un verrouillage en interne. Les seconds, plus puissants aujourd'hui, ont une vision du monde héritée de la « guerre

froide ». Je parlerais d'un modèle « à la nord-coréenne ». C'est à l'aune de cette vision qu'il faut regarder le programme nucléaire. Ils estiment que cela prémunirait le pays d'une attaque extérieure.

Mais une ouverture du pays vers l'extérieur affaiblirait ce courant. Et c'est là que le rôle des Etats-Unis et de l'Occident devient plus important. Surtout les Etats-Unis. N'oublions pas que c'est Donald Trump, en ré-introduisant les sanctions, qui a affaibli les réformistes et fait plonger la classe moyenne iranienne dans la pauvreté. Pas le régime. Si [le nouveau président américain] Joe Biden s'inscrit dans un processus positif, l'Iran s'ouvrira au monde. S'il fait le choix inverse, l'Iran renouera avec son isolement et durcira ses positions : « Si je suis sous sanctions, pourquoi interrompre mon programme nucléaire ? »

Quel bilan tirez-vous de la présidence d'Hassan Rohani (2013-2021) ?

Son premier mandat a été positif. C'est d'ailleurs pour cela qu'il a été réélu en 2017 avec 6 millions de voix de plus qu'en 2013. Mais son second mandat est un échec. Pour trois raisons. D'abord, les sanctions réimposées par Donald Trump et les Etats-Unis ont fait basculer le pays dans la crise. La deuxième raison a trait à la succession du Guide suprême

: les partisans du Guide ont tout fait pour entraver et décrédibiliser l'action des réformateurs et ont cherché à imposer dans l'opinion l'idée que le camp conservateur était la seule alternative aux maux dont souffre le pays : « Ce sont eux qui vous sortiront de la crise et vous sauveront. »

La troisième raison a trait à M. Rohani lui-même et à son cabinet. Trop timorés, ils n'ont pas recherché un soutien populaire pendant les moments de crise, accentuant la fracture entre l'Etat et la population. La confiance a été rompue. Lorsqu'il y a eu des pressions internes et externes sur la présidence et le cabinet, M. Rohani s'est retrouvé isolé. Cet isolement, il l'a choisi. A sa décharge, n'oublions pas le rôle qu'a joué la pandémie de Covid-19 depuis plus d'un an. Ne craignez-vous pas une disparition du camp réformateur ?

Depuis trente ans, nous avons été écartés à deux reprises du pouvoir, mais nous avons toujours fini par revenir. Pour une raison simple : notre société est vivante et dynamique.

La première mise à l'écart remonte à la prise de pouvoir de Rouhollah Khomeini [en 1979], qui a écarté tous les réformistes ou ex-réformistes. Mais ils sont revenus avec l'élection de M. Khatami en 1997. Les réformateurs ont à nouveau été totalement écartés lors de l'élection de M. Ahmadinejad en 2005. Avant de faire leur retour huit ans plus tard. Nous ne sommes pas découragés. Nous espérons juste ne pas devoir attendre huit ans. Le monde a évolué. Avec les nouvelles technologies, nous pouvons communiquer et faire passer nos messages dans la société beaucoup plus facilement que par le passé.

La succession du Guide suprême va de plus fracturer le

camp conservateur. Il y a deux candidats : M. Raïssi et Mojtaba Khamenei, le fils d'Ali Khamenei. Ils vont se diviser autour du choix stratégique de gouvernance : modèle à la « nord-coréenne » ou modèle « chinois ». Enfin, les questions sociales et sociétales pousseront chacun à prendre position.

Vous appelez à des changements profonds en Iran...

Je suis favorable à ce que j'appelle des réformes structurelles. Je suis pour que la fonction présidentielle et celle de Guide suprême soient réunies. Et, si ce n'est pas possible, il faut limiter les pouvoirs du Guide suprême, et surtout qu'il soit choisi par le peuple, c'est-à-dire au suffrage universel.

L'expérience de gouvernance basée sur le velayat [la doc-

trine du velayat-e faqih, « gouvernement du docte », qui constitue la base du système politique en République islamique d'Iran, confère aux religieux la primauté sur le pouvoir politique] a échoué. Le Guide ne doit plus détenir de pouvoirs illimités. Il faut un régime constitutionnel. Que les libertés soient garanties et il faut mettre fin aux interférences des forces armées dans les questions sociales et politiques.

Les gardiens de la révolution ont un pouvoir illimité. Ils ont l'argent, les armes, la presse. C'est pour cela qu'ils prétendent aujourd'hui gouverner. Leurs pouvoirs illégitimes doivent être neutralisés. Est-il normal que la politique internationale du pays soit entre leurs mains et définie par eux ? Les gardiens doivent se retirer. Il faut clarifier toutes ces questions. Publiquement et devant toute la société.

The New York Times June 19, 2021
By Farnaz Fassihi

A Roadblock for Iran's President-Elect: He's on the U.S. Sanctions List

Ebrahim Raisi, a close ally of the country's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, has been accused of grave human rights violations.

At a 2019 rally for commanders of Iran's powerful Islamic Revolutionary Guards Corps, Ebrahim Raisi, the conservative head of the country's judicial system at the time, vowed to dismember corrupt Iranians and praised the Guards for shooting down an American drone.

«We will not only cut off the fingers but chop off the arms of the corrupt," Mr. Raisi said at the time, according to videos on Iranian media, adding that the downing of the drone had helped shift the country's mood "to defiance instead of negotiations."

Now Mr. Raisi, a 60-year-old hardline cleric and close ally of the country's supreme leader, Ayatol-

lah Ali Khamenei, has been elected president after a campaign widely viewed as engineered to ensure his victory.

For the past 18 months, the president-elect has served as the head of Iran's judiciary, even though rights groups say he has a well-documented record of grave human rights violations over the past three decades, both before and during his time at the helm of the judiciary. He has been accused of playing a role in sending thousands of political prisoners to their deaths in the 1980s, and in lethal crackdowns on antigovernment protests in 2009 and 2019. The United States has imposed sanctions on Mr. Raisi over his

human rights record, a situation that would make him the first Iranian president to take the world stage at venues like the annual United Nations General Assembly under the cloud of such a designation.

"Since the age of 20, he has been issuing execution orders and prison sentences," said Hadi Ghaemi, the director of the Center for Human Rights in Iran, an independent New York-based organization. "In his tenure as judiciary chief, he has led an extensive repression campaign," Mr. Ghaemi added. "He has no governing experience, but very deep ties to the security and intelligence apparatus." Mr. Raisi is viewed as the

most likely successor to the all-powerful, 82-year-old supreme leader — who has the final word on all important matters of state. And his election as president could be a major step in his ascent to the top job.

But Mr. Raisi's victory will come with an asterisk in the eyes of many Iranians who boycotted the election as a protest. A conservative council of clerics close to the supreme leader, responsible for vetting presidential candidates, eliminated all other rivals who could have posed a serious challenge ahead of Friday's voting.

His victory could also pose an awkward predicament for the

Biden administration, because he has been blacklisted under American sanctions, which generally would prohibit any dealings with him. Those sanctions were imposed by President Donald J. Trump in a 2019 executive order, which Mr. Biden has not repealed.

Although the United States has no formal ties with Iran and would not engage directly with Mr. Raisi as president, the two countries are holding talks through intermediaries in Vienna about reviving Iran's 2015 nuclear deal with world powers.

Mr. Raisi has deep ties to Iran's clerical hierarchy and enjoys strong support from the security apparatus, including the elite Revolutionary Guards force. He is expected to stand by the supreme leader's hard-line conservative policies.

He has said that his priorities will be fighting corruption, improving people's livelihoods and providing mass Covid-19 vaccinations. He has also indicated a willingness to revive the 2015 nuclear deal, something that could lead to the removal of economic sanctions that have weighed down Iran's economy.

"We will put national interests first," Mr. Raisi said in an interview with Iran's state television. "We believe that the oppressive sanctions must be lifted and no effort should be spared."

Thanking voters in a statement Saturday, he also pledged to form a government that "will move toward social justice as a pillar of the Islamic revolution."

Mr. Raisi's opponents worry that he will gradually increase social oppression and further limit access to the internet and popular apps like Instagram and Clubhouse. Prominent journalists and activists have said they fear widespread arrests once he takes office.

Some of his critics, however, are more optimistic, speculating that he might hold back on imposing restrictions to avoid provoking unrest.



Outside a shopping mall in Tehran last year. Mr. Raisi's opponents worry that he will gradually increase social oppression and restrictions. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

Mr. Raisi, who will take office in August, began his political career as an ideological prosecutor and judge, then climbed the ranks to reach the country's top judicial office.

He was born the son of a cleric in the religious city of Mashhad in eastern Iran. He attended a Shiite theological seminary in the city of Qom at age 15, and opponents have criticized him for not having a formal nonreligious education beyond sixth grade. His black turban symbolizes that he is considered a descendant of the Prophet Muhammad.

He rode the coattails of the Islamic Revolution that toppled the monarchy in 1979 by displaying ideological loyalty and a willingness to go to great lengths to ensure the Islamic theocracy's survival. He served as a prosecutor in several cities, and in 1985 became the deputy prosecutor of Tehran, eventually rising to the judiciary's top ranks.

Throughout Mr. Raisi's rise to power, Iranian and international rights groups have accused him of serious violations — several of them cited in the 2019 U.S. sanctions order.

In 1988, when he was Tehran's deputy prosecutor general, Mr. Raisi was implicated in one of the bloodiest episodes in the history of the Islamic Republic. He sat on a four-man committee that sent about 5,000 imprisoned government opponents to their deaths, according to Amnesty Inter-

national, Human Rights Watch and other organizations. Many were executed in prison even though they had not been sentenced to death, according to rights groups and relatives of the dead.

Mr. Raisi addressed those accusations in 2018, saying that the death sentences had been issued by a judge and upheld by the Supreme Court, according to Iranian news reports. He said the accusations of rights violations amounted to "score settling" against him and the supreme leader at the time, Ayatollah Ruhollah Khomeini.

"It is my pride to have fought the wave of opposition, financial corruption and theft," Mr. Raisi has said, according to the reports.

The American sanctions order said Mr. Raisi was also involved in the regime's brutal crackdown on Iran's Green Movement protests that followed Iran's chaotic 2009 presidential election.

A decade later, he was accused of failing to investigate the fatal shootings of hundreds of peaceful unarmed demonstrators during 2019 nationwide protests over a rise in gas prices. At least 7,000 protesters were arrested, tortured and sentenced to harsh prison terms by the judiciary that Mr. Raisi led, rights groups say.

The American decision to impose sanctions accused Mr. Raisi of "administrative oversight over the executions of individuals who were juveniles at the time of their crime and the torture and other cruel, in-

human or degrading treatment or punishment of prisoners in Iran, including amputations."

Despite the weighty accusations against him, Mr. Raisi has many supporters who praise his crack-down on corruption as judiciary chief, including putting on trial a prominent judge who was the deputy minister of justice. He has portrayed himself as a Robin Hood of sorts, willing to hunt down powerful political figures for financial wrongdoing in the interest of helping the oppressed and injecting hope into society.

During an unsuccessful presidential bid against Hassan Rouhani in 2017, Mr. Raisi presented himself as an anticorruption hero and rallied support among the poor and the pious by pounding away at the theme of inequality.

From 2016 to 2017, he ran Astan Quds Razavi, overseeing a vast, wealthy religious foundation that includes a holy shrine, a charity wing and a holding company with dozens of lucrative businesses. Astan is directly under the control of Mr. Khamenei and is believed to be one of his most significant sources of wealth.

Mr. Raisi is married to Jamileh Alamolhoda, the daughter of a religious hard-liner, Ayatollah Ahmad Alamolhoda. Her father, who leads Friday prayers in Mashhad, was appointed by Mr. Khamenei and has enforced ultraconservative regulations in the eastern province of Khorasan, including a ban on live musical performances and on women's riding bicycles.

Mr. Raisi's wife is an associate professor of education at a prominent university, and they have two adult daughters — one a sociologist, the other a physicist — and two grandchildren.

Ali Vaez, the Iran director for the International Crisis Group, called Mr. Raisi a "tested and loyal apparatchik" to Mr. Khamenei who would not challenge the supreme leader's policies or interfere with his legacy.

"Raisi owes his entire political career to Khamenei," Mr. Vaez said.

The New York Times

June 19, 2021

By David E. Sanger and Farnaz Fassihi

For Biden, Iranian Hard-liner May Be Best Path to Restoring Nuclear Deal

The next six weeks before a new government takes office in Tehran may be a unique window for clinching an agreement that Iran's leadership has been delaying.

Iran's announcement on Saturday that an ultraconservative former head of the judiciary, Ebrahim Raisi, has been elected president now touches off an unpredictable diplomatic drama: The ascension of a hard-line government in Iran may actually present the Biden administration with a brief opportunity to restore the 2015 nuclear deal with the country.

President Biden's top aides, who have been negotiating with Iranian officials behind closed doors in Vienna — passing messages from hotel rooms through European intermediaries because the Iranians will not meet them directly — believe the moment may have come. And, they say, the next six weeks before Mr. Raisi is inaugurated present a unique window to strike a final deal with Iran's leadership on a painful decision it has been delaying.

Officials in both Washington and Tehran contend that Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, wants to restore a nuclear agreement with the West — which President Donald J. Trump ripped up more than three years ago — in order to lift the crushing sanctions that have kept Iranian oil largely off the market.

In fact, the detailed wording of the resurrected agreement was worked out weeks ago in Vienna, the same city where the original accord was finalized six summers ago, senior officials say. Since then, the



Ebrahim Raisi, Iran's next president, after casting his ballot in Tehran on Friday. Credit...Arash Khamooshi for The New York Times

resurrected agreement has sat, largely untouched, awaiting an election whose outcome had seemed engineered by the ayatollah. Mr. Raisi is one of his protégés and many believe he is the leading candidate to become the nation's next supreme leader when Ayatollah Khamenei, now 82, dies.

The theory in Washington and Tehran is that Ayatollah Khamenei has been stage-managing not only the election but the nuclear negotiations — and does not want to give up his best hope of ridding Iran of the penalties that have kept its oil out of a resurging market.

So the indications inside the negotiations are that the final decision to go ahead with the deal could come in the next few weeks, before Mr. Raisi is inaugurated and while Iran's older — and by some measures more moderate — government is still in office.

That means Iran's moderates would be set up to take the blame for capitulating to the West and bear the brunt of popular anger inside Iran if sanctions relief does not rescue the nation's stricken economy.

But if the deal comes together, the new conservative government under Mr. Raisi can take the credit for an economic upswing, bolstering his case that it took a hard-line, nationalist government to stand up to Washington and bring the country back.

"For Iran, this is a real Nixon-goes-to-China moment," said Vali Nasr, a professor of political science at Johns Hopkins University's School of Advanced International Studies, who is close to the negotiations. "If anyone other than the conservatives made this deal with Biden, they would be torn up," he said of Iran's new leadership. "The bet is that they

can get away with it. No one else could."

If Mr. Biden's bet works, and a hard-line government is the pathway to fulfilling his campaign promise to restore a deal that was largely working until Mr. Trump scrapped it, it would be only the latest strange twist in an accord that has left no one happy — not the Iranians, and not the Americans.

Mr. Trump was the agreement's greatest critic, but a primary objection seemed to be that it was negotiated by the Obama administration. In an interview during the 2016 campaign, he struggled to articulate its flaws. But he later suggested that restrictions on Iran ended too early, and that the deal did nothing to curb Iran's missile program or its aid to terrorist groups around the Middle East. The day he pulled out of the accord he called it "a horrible one-sided deal that should have never, ever been made."

Mr. Trump and his secretary of state, Mike Pompeo, had predicted that once sanctions began to crush Iran, its leaders would come begging for a deal and agree to terms more favorable to the United States and its Western partners.

They didn't — and after European powers, who desperately tried to keep the deal alive, failed to deliver on its promises to make up for some of Iran's lost revenue, the Iranians resumed their production of nuclear fuel. By American

intelligence estimates, Iran is now months from having enough fuel to produce a few nuclear weapons — but that does not mean it is technologically ready to make that leap.

A publicly released U.S. intelligence estimate in April concluded that “Iran is not currently undertaking the key nuclear weapons-development activities that we judge would be necessary to produce a nuclear device.” The Israelis disagree.

So, for weeks now, a team led by Robert Malley, the State Department’s special envoy for Iran, whose ties to Secretary of State Antony J. Blinken go back to high school, has been shuttling to Vienna to try to resurrect the agreement that he, Mr. Blinken and others negotiated in 2015.

“We’ve seen the result of the maximum pressure campaign,” Mr. Malley said in April. “It has failed.”

People inside the negotiations say there have been two major obstacles that could still derail Mr. Biden’s effort to restore the deal. And both prove the adage that in diplomacy, as in life, there’s no real going home.

The Iranians have demanded a written commitment that no future American government could scrap the deal as Mr. Trump did. They want something permanent — “a reasonable-sounding demand,” in the words of one senior American official, “that no real democracy can make.”

The accord, after all, is not a treaty, because Mr. Biden, like President Barack Obama before him, could never have gotten the consent of two-thirds of the U.S. Senate. So it is termed an “executive agreement” that any future president



Secretary of State Antony J. Blinken and President Biden in Brussels on Tuesday. Credit...Doug Mills/The New York Times

could reverse, just as Mr. Trump did.

But the Biden administration, fully aware of the shortcomings of the original 2015 deal, has a demand as well. It wants Iran to agree, in writing, to return to the negotiating table as soon as the old deal is restored and begin hammering out the terms of a bigger agreement that is, in the words of Mr. Blinken, “longer and stronger.”

Mr. Blinken’s phrase acknowledges that critics of the six-year-old agreement have a point when they attack the accord for essentially expiring in nine years. Under the current terms, in 2030 Iran will be free to make as much nuclear fuel as it wants — meaning that even if it does not build a bomb, it will have the stockpile of fuel around to produce one fairly quickly.

“The administration there hopes it can have it both ways,” the scholar and historian Michael Mandelbaum wrote in March, suggesting the United States will use the old deal as a steppingstone to negotiating a newer, much stronger one.

“This is an unlikely scenario,” he said about the prospects that a stronger deal could be

reached, because once the United States lifts the sanctions that have hit Iran hardest it “would severely reduce the leverage needed to improve upon it.”

Some senior administration officials disagree. They say that during negotiations in recent months, the Iranians have made clear they believe the sanctions relief obtained in 2015 did not go far enough. It did not permit Iran to conduct a range of international financial transactions, including through the SWIFT system, a complex, secure messaging system used by financial institutions to settle international debts.

So Mr. Biden’s bet is that he will have some leverage left — and that may be enough to extend the length of the limitations on Iran’s production of nuclear fuel beyond 2030, and put limits on its research and development of new nuclear centrifuges.

The Israelis say they are not willing to take the risk — and they are widely believed to be behind two explosions at Iran’s nuclear facilities at Natanz, both aimed at the centrifuges, the giant machines that spin at supersonic speeds, enriching uranium.

For their part, the Iranians

have said they have no intention of changing the terms of the accord in ways that would limit its production even further. Nor, as Mr. Raisi and other candidates insisted during the campaign, would they agree to any limits on their missile capabilities, or their support of President Bashar al-Assad of Syria, the Shiite militias in Iraq, or Hamas, a militant group that depends heavily on the support of Iran’s Islamic Revolutionary Guards Corps.

And that is Mr. Biden’s vulnerability: If he can only restore the old deal, but fails to get more concessions, he will open himself up to criticism that he has put back in place an accord that did not solve the prickly issues with Iran.

Mr. Raisi’s new government has its own talking points: If Mr. Trump could walk away from the deal in 2018, what is to stop a new president from doing the same in, say, 2025?

“They know that this is the weak point in the American argument,” said Mr. Nasr. “Because a Nikki Haley or a Pompeo could come back and scrap it all,” he said of the potential 2024 Republican presidential contenders.

Iran’s foreign ministry spokesman, Saeed Khatibzadeh, said in a Clubhouse chat group recently that Friday’s presidential election in Iran would not derail the negotiations.

“In general our foreign policy is based on continuity rather than change — even with a change of administration,” he said.

But he also made clear in response to a question from The New York Times that Iran “will do nothing” beyond the existing agreement. “We have no new commitments. New negotiation is not part of our mandate. We are concentrating on continuing” the 2015 deal, “not more and not less.

Ebrahim Raïssi, nouveau visage dur de l'Iran

Le candidat ultraconservateur a été élu, sans opposition, avec 61,95 % des voix, dès le premier tour du scrutin

Il aura été le seul à faire campagne, si loin et si proche à la fois. Si Ebrahim Raïssi, élu président de la République islamique d'Iran avec 61,95 % des suffrages, selon des résultats définitifs annoncés samedi 19 juin, a limité ses apparitions physiques, il a été omniprésent dans l'espace public avec un affichage massif de portraits à son effigie dans les rues et sur les édifices. Le chef de l'autorité judiciaire aura même bénéficié du soutien post-mortem du général Ghassem Soleimani. Mort en janvier 2020, l'ancien chef des opérations extérieures des gardiens de la révolution (l'armée idéologique du pays), le plus célèbre martyr de l'aile dure du régime, a ainsi été « rappelé » pour la cause : des affiches le mettant en scène au côté du futur président jusqu'aux lettres de soutien qu'il lui aurait adressées.

Ultrafavori faute d'adversaires en mesure de lui contester la victoire, ses challengers les plus sérieux ayant été empêchés de se présenter, Ebrahim Raïssi est élu, à l'âge de 60 ans, au terme d'une étrange campagne. Nul n'a été besoin d'une armée de petites mains, de tractages, de militants... Dans la capitale, la machine électorale du camp conservateur s'est bornée à saturer tant l'espace visuel que virtuel avec une campagne agressive menée sur

les réseaux sociaux. A la veille du scrutin du 18 juin, des volées de SMS envoyés à tous les abonnés du pays ont pris le relais. Pour encourager la participation, rien n'a été exclu. Fait inédit : l'heure limite du vote a été prolongée jusqu'à 2 heures du matin. Ce qui a été dénoncé par certains comme illégal, car le vote, selon la loi, ne peut être prolongé sur deux jours. Quelques minutes avant minuit, les Iraniens ont reçu un SMS citant le Guide suprême, Ali Khamenei, les appelant à se rendre aux urnes si « nous voulons faire diminuer ou anéantir les pressions économiques comme les sanctions ».

Ton plus nuancé sur le nucléaire

Dans un scrutin qui a vu la base conservatrice se mobiliser, Ebrahim Raïssi a tenté de rassembler au-delà du cercle des plus ultras en menant une campagne axée sur la lutte contre la pauvreté et la corruption dans un pays épuisé par la crise économique et le poids des sanctions internationales, entrées en vigueur après la sortie unilatérale de l'ancien président américain Donald Trump, en 2018, de l'accord sur le dossier nucléaire de Téhéran.

La colère a conduit une majorité d'Iraniens à boycotter le scrutin, avec un taux d'absentéisme de 51,2 %, selon des résultats définitifs donnés par

le ministère de l'intérieur, qui recense aussi près de 3,7 millions de bulletins blancs ou nuls. Mais son image d'homme incorruptible l'a servi auprès de ceux qui ont voté. Parmi les Iraniens qui se sont déplacés aux urnes vendredi, nombre d'électeurs rencontrés ont fait le pari de reporter leur voix sur Ebrahim Raïssi dans l'espoir, souvent sans grande illusion, d'une amélioration de leurs conditions de vie. Loin de toute considération sociétale ou religieuse.

Alors qu'il y a quatre ans, à l'époque candidat à la présidentielle face au président Hassan Rohani, Ebrahim Raïssi n'avait raté aucune occasion de s'en prendre à l'accord conclu en 2015 avec la communauté internationale, cette fois, il a adopté un ton beaucoup plus nuancé. « Nous considérons l'accord comme un contrat que le Guide suprême a validé et nous nous engageons à le respecter », a-t-il soutenu lors d'un débat télévisé avec ses rivaux. « Mais vous n'êtes pas capables d'appliquer l'accord. Seul un Etat fort peut le faire, a-t-il ajouté face à son adversaire, le réformateur Abdolnaser Hemmati, l'ex-gouverneur de la banque centrale, vu comme un suppléant du président Rohani. L'autorité à l'étranger est une prolongation de l'autorité à l'intérieur. Lorsque vous ne pouvez pas fournir assez de poulets dans le pays, vous

êtes aussi incapables de faire appliquer l'accord. » Une allusion à l'échec du gouvernement Rohani de redresser l'économie, notamment après le retour des sanctions américaines.

Pour Henry Rome, spécialiste de l'Iran au sein du cercle de réflexion Euroasia Group, le changement de ton de M. Raïssi s'explique avant tout parce qu'« un accord est résolulement dans l'intérêt de l'Iran ». Ce dossier sensible, comme toutes les questions essentielles au sein de la République islamique, est entre les mains du Guide suprême, la plus haute autorité du pays. Le gouvernement ne fait qu'appliquer ses directives. « Si un accord est conclu avant qu'il ne prenne ses fonctions [en août], Raïssi l'honorera. Sinon, il faut s'attendre à ce qu'il agisse de sorte à conclure rapidement les pourparlers, afin de bénéficier d'une amélioration économique rapide » avec la levée des sanctions américaines, explique Henry Rome. Selon le Wall Street Journal, les pourparlers indirects doivent reprendre, début juillet, à Vienne entre l'Iran, le Royaume-Uni, la France, la Russie, la Chine, l'Allemagne et les Etats-Unis, pour sauver le « deal »

« Bilan épouvantable »

Le sombre passé d'Ebrahim Raïssi, qui a fait toute sa carrière au sein du pouvoir judi-

ciaire, jouant un rôle important dans presque tous les grands dossiers de violation des droits humains depuis la révolution islamique en 1979, pèsera aussi bien en Iran qu'à l'étranger. Sur la scène internationale, Ebrahim Raïssi sera, estime Henry Rome, « gardé à distance ». Il figure notamment sur la liste noire des dirigeants iraniens sanctionnés par les Etats-Unis pour « complicité de graves violations des droits humains ». « Il y a un prix à payer pour l'Occident de parler avec M. Raïssi, au bilan épouvantable en matière de droits humains,

analyse Ali Vaez, directeur du programme Iran à l'International Crisis Group. Pour autant, les négociations ne vont pas s'arrêter avec lui, au vu de précédents comme [le dirigeant libyen Mouammar] Kadhafi et les talibans. »

Les militants politiques s'attendent à des jours sombres pour la société civile iranienne sous la présidence Raïssi. C'est sous son règne à la tête de l'autorité judiciaire (2019-2021) que l'ONG caritative Imam Ali, active depuis plus de vingt ans dans la lutte contre la pauvreté, a été inter-

dite. En 2020, le dissident Rouhollah Zam, exilé en France d'où il animait une chaîne d'information sur la messagerie Telegram, a, lui, été kidnappé en Irak et exécuté. « M. Raïssi incarne la pensée autoritaire. Il incarne la fermeture des journaux et le traitement sévère des dissidents et des militants politiques, explique depuis Téhéran une militante politique qui a été plusieurs fois emprisonnée pour ses activités et préfère garder l'anonymat. L'élection d'Ebrahim Raïssi aura indéniablement des conséquences graves pour nous. »

Le nouveau président est attendu au tournant. Il doit rapidement honorer ses engagements électoraux sur la reprise économique. Depuis le retour des sanctions américaines, l'inflation n'a cessé de grimper, jusqu'à atteindre aujourd'hui 40 %, tandis que le taux de chômage est de 12 %. Des chiffres sous-estimés, selon de nombreux économistes. Or, la corruption endémique, la gabegie et le népotisme généralisés dans le système iranien n'augurent pas d'un décollage rapide de l'économie.



21 Juin 2021

Une attaque contre un bureau du parti d'opposition pro-kurde HDP fait un mort

Un local du principal parti prokurde de Turquie, le HDP, a été victime d'une attaque jeudi. « Un assaillant armé d'un fusil a attaqué notre bureau à Izmir » dans l'ouest du pays, a annoncé le parti dans un communiqué posté sur Twitter. Le parti précise qu'une employée, « Deniz Poyraz, a été tuée dans cette attaque ». Le bureau du gouverneur d'Izmir a affirmé que l'auteur de l'attaque, « un employé démissionnaire du secteur de la santé », a été arrêté.

Le HDP a accusé le gouvernement et le parti au pouvoir, l'AKP du président Recep Tayyip Erdogan, d'être les « instigateurs de cette attaque brutale » en raison de leur violente rhétorique contre la for-

mation pro-kurde qu'ils s'efforcent de faire interdire par la justice. « Ils ont tué ma fille », a déclaré la mère éplorée de la victime dans une vidéo postée sur Twitter par le HDP, qui a appelé à des manifestations contre l'attaque à Izmir et à Istanbul.

Bête noire du président Erdogan

La Cour constitutionnelle de Turquie avait retardé fin mars l'examen d'une demande d'interdiction du HDP, accusée d'activités « terroristes », en raison de « vices de procédure », renvoyant le dossier au procureur pour un supplément d'information. Un nouvel acte d'accusation a été soumis en juin à la Cour qui doit l'exami-

ner dans les prochains jours. Troisième formation politique du pays, le HDP a qualifié de « putsch politique » la demande de son interdiction.

Bête noire du président Erdogan, le HDP fait l'objet d'une répression implacable depuis 2016, année où son charismatique chef de file, Selahattin Demirtas, a été emprisonné en dépit des protestations européennes. Le chef de l'Etat turc accuse régulièrement le HDP d'être la « vitrine politique » du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé comme groupe terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux et qui livre une guérilla sanglante contre l'Etat turc depuis 1984 dans le sud-est du pays.

Victime de persécution

Les critiques contre le HDP ont redoublé d'intensité après une intervention militaire turque avortée visant à secourir 13 otages aux mains du PKK en Irak et qui s'est soldée par la mort de tous les prisonniers mi-février. Le HDP, qui rejette fermement les accusations d'« activités terroristes », se dit victime de persécutions en raison de son opposition à Recep Tayyip Erdogan. La demande de fermeture du HDP a suscité la préoccupation des pays occidentaux au sujet de l'Etat de droit en Turquie, au moment où Ankara cherche à apaiser ses relations tendues avec les Etats-Unis et l'Europe.

Turkish court accepts indictment seeking ban of pro-Kurdish party

Turkey's Constitutional Court on Monday accepted an indictment filed by a top prosecutor seeking a ban on the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) for alleged ties to militants, state media said, opening the way for a case to close parliament's third-largest party.

The case follows a years-long crackdown on the HDP, in which thousands of its members have been tried on mainly terrorism-related charges. The party denies links to terrorism and described the case as a "political operation". [read more](#)

The judges unanimously accepted the indictment from Turkey's top appeals court. It will now be sent to the HDP for its initial defence, state-owned Anadolu news agency reported.

HDP co-leader Mithat Sancar promised a successful defence of the case, saying after a meeting of the party leadership that the charges had no legal foundation.

"The goal of the case is the Kurdish people and its will," Sancar told reporters. "It also aims to destroy hope for democracy in Tur-



Co-leaders of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) Pervin Buldan and Mithat Sancar attend a news conference at the party headquarters, after Turkey's Constitutional Court on Monday accepted an indictment filed by a top prosecutor seeking a ban on the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) for alleged ties to militants, opening the way for a case to close parliament's third-largest party, in Ankara, Turkey, June 21, 2021. REUTERS/Cagla Gurdogan

key, choke the longing for freedom and completely bury dreams of peace."

The HDP has come under increased pressure in recent months, with nationalist allies of President Tayyip Erdogan's AK Party (AKP) calling for it to be banned over alleged ties to the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) militant group.

That pressure has coincided with falling poll support for the AKP as Erdogan's government battles the economic fallout of the coronavirus pandemic. Elections are not scheduled until 2023.

Turkey has a long history of shutting down political parties, including pro-Kurdish ones. Critics say its judiciary is subject to political influence, a claim denied by the AK

Party and its nationalist MHP allies.

The Constitutional Court had sent a previous indictment back to the prosecutor in March due to procedural omissions and it was refiled earlier this month. There was no immediate statement from the court itself. [read more](#)

In 2018's parliamentary election, the HDP won 11.7% of the vote, or nearly 6 million votes.

"Full assault on HDP & the right of millions who voted for it to (be) their chosen parliamentary representatives goes on," Human Rights Watch's Emma Sinclair-Webb wrote on Twitter.

Last week, a man stormed HDP offices in the western city of Izmir and shot dead a 20-year-old woman in an attack the party blamed on the crackdown. [read more](#)

The PKK launched an insurgency in 1984 in mainly Kurdish south-east Turkey, a conflict in which more than 40,000 people have been killed. The European Union and United States, like Turkey, designate the PKK as a terrorist group.



21 juin 2021
Par Romain Auzouy

Kurdes: la stratégie politique de Recep Tayyip Erdogan

Faut-il ou non interdire le HDP, le parti pro-kurdes de Turquie ? Cette question sera au cœur d'un procès. C'est ce qui ressort d'une décision, ce

lundi 21 juin 2021, de la plus haute cour de Turquie. Une procédure qui suscite l'inquiétude de pays européens et d'ONG qui y voient un signe supplémentaire

de l'érosion de l'État de droit sous la présidence de Recep Tayyip Erdogan. Pourquoi cette fermeté de plus en plus forte du président turc

à l'égard des Kurdes ? Où trouve-t-elle ses racines ? Quels résultats politiques ? Quelles conséquences pour les Kurdes ?

Erdogan estime qu'une « nouvelle ère » s'est ouverte avec Washington

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a estimé lundi que sa rencontre avec son homologue américain Joe Biden le 14 juin avait permis l'ouverture d'une « nouvelle ère » entre les deux pays après des années de tension.

« Nous croyons avoir ouvert les portes d'une nouvelle ère avec les États-Unis sur une base positive et constructive », a déclaré M. Erdogan à la presse après avoir présidé une réunion de son cabinet. « La seule demande de la Turquie (auprès de Washington) est de voir sa souveraineté économique et politique respectée et d'être soutenue dans sa lutte contre les organisations terroristes », a-t-il ajouté. Il a affirmé vouloir mettre à

profit « le climat positif » qui a caractérisé selon lui sa rencontre avec Joe Biden pour « renforcer les canaux de dialogue » entre les deux pays.

Relations distendues

Les deux dirigeants se sont rencontrés le 14 juin en marge d'un sommet de l'Otan à Bruxelles, pour la première fois depuis l'entrée en fonction de Joe Biden. Plusieurs sujets de désaccord entre Ankara et Washington ont distendu leurs relations : de l'achat par la Turquie du système de défense antiaérienne russe S-400 au soutien américain aux milices kurdes syriennes, en passant par le refus américain d'extrader le prédicateur Fethullah Gülen, ac-

cusé d'avoir orchestré la tentative de coup d'État de 2016 contre le président turc.

En réaction à la livraison en 2019 à la Turquie de la première batterie du système de défense anti-aérienne russe S-400, les États-Unis ont exclu Ankara du programme de fabrication de l'avion furtif F-35, faisant valoir que les missiles russes pourraient en percer les secrets technologiques et étaient incompatibles avec les dispositifs de l'Otan. La Turquie ne cesse depuis de demander à Washington de la réintégrer à ce programme, affirmant que le déploiement des S-400 n'aurait aucun impact sur les système de défense de l'Otan.

Les relations turco-américaines se

sont détériorées depuis que Joe Biden a succédé en janvier à la Maison Blanche à Donald Trump, allié de Recep Tayyip Erdogan. Joe Biden a notamment reconnu le génocide arménien sous l'empire ottoman pendant la Première guerre mondiale, suscitant la colère d'Ankara. Lors de leur rencontre à Bruxelles, Erdogan a en outre évoqué avec son homologue américain les modalités d'un éventuel maintien des forces turques présentes en Afghanistan après le retrait américain de ce pays prévu en septembre. À cet égard, Washington a salué le 17 juin un « engagement clair » de la Turquie à jouer « un rôle-clé » dans la sécurisation de l'aéroport de Kaboul après le départ des troupes américaines et étrangères.

« Libérez Nûdem Durak ! » : le message de Roger Waters à Erdogan

Lors d'une cérémonie officielle, l'inébranlable pilier de Pink Floyd a plaidé la cause de la chanteuse kurde détenue en Turquie. Quelques jours plus tôt, il brocardait le patron de Facebook.

C'est un monument du rock au franc-parler légendaire, aux engagements solides et sincères. À 77 ans, le chanteur et bassiste Roger Waters, fondateur du groupe Pink Floyd, n'a rien perdu de sa verve ni de son sens de l'à-propos. La semaine dernière, lors d'un événement de soutien à Julian As-

sange, il racontait en termes plutôt crus avoir envoyé au diable le patron de Facebook, Mark Zuckerberg, qui lui offrait « une somme énorme » pour utiliser sa chanson Another Brick in the Wall.

Vendredi, lors d'une cérémonie parrainée par le ministère turc de la Culture, alors qu'il recevait un prix célébrant son soutien au peuple palestinien, le musicien s'est lancé, à la stupéfaction des organisateurs, dans un plaidoyer en faveur de la jeune chanteuse kurde Nûdem Durak, détenue depuis six ans dans les geôles du ré-

gime de Recep Tayyip Erdogan. Arrêtée en 2015, elle avait été condamnée un an plus tard à dix-neuf ans de prison pour la « propagande terroriste » dont ses chansons, interprétées dans sa langue, seraient le support, selon la justice aux ordres qui a prononcé cette sentence. , clame depuis lors la prisonnière.

« Mon seul crime est de faire de l'art »

« Je vous demande de réévaluer le cas d'une jeune femme qui a été condamnée à dix-neuf ans de

prison pour avoir chanté dans sa langue maternelle, a exhorté Waters en interpellant nommément Recep Tayyip Erdogan. Faites une bonne chose, libérez Nûdem Durak. Je sais qu'elle n'est pas palestinienne, mais c'est un être humain, une prisonnière qui devrait être libérée. » Dans le pénitencier de Mardin où elle purge sa peine, aucune sanction disciplinaire ne lui est épargnée : placement à l'isolement, privation d'appels téléphoniques, guitare brisée. Le bâillon de l'arbitraire sur un chant libre.

Militantes kurdes assassinées à Paris : un crime à l'ombre de la raison d'État

L'enquête sur l'assassinat, le 9 janvier 2013, de Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Söylemez se heurte au mur du secret-défense. Leurs familles, leurs camarades en demandent la levée.

Paris, rive droite. Dans le 10^e arrondissement, un immeuble haussmannien s'élève sur six étages. Toiture de zinc, ciel de printemps. Au numéro 147, une plaque honore la mémoire des trois militantes kurdes assassinées le 9 janvier 2013 au moyen d'un pistolet semi-automatique de calibre 7,65.

On pousse la lourde porte grise à deux vantaux, on traverse le hall d'entrée, on franchit une deuxième porte, on gravit l'escalier étroit : le pallier est exigu. Au fond, à droite. C'est ici. La porte beige est en partie esquinée ; il reste des scellés de cire rouge et des morceaux de ruban adhésif. Les deux pièces du local – celui, alors, du Centre d'information sur le Kurdistan – demeurent inhabitées depuis huit ans.

Elles s'appelaient Sakine Cansiz, Fidan Dogan (dite Rojbin) et Leyla Söylemez.

Un carnage commandité

Toutes trois sont nées dans le Kurdistan du Nord, dans le sud-est de la Turquie ; toutes trois se sont battues pour la reconnaissance des droits du peuple kurde, l'égalité entre les sexes et l'émancipation socialiste. À l'heure de tomber sous les projectiles, la première a 54 ans, la deuxième 30 ans et la troisième vient tout juste de fêter ses 24 ans. Sakine Cansiz a cofondé le Parti des travailleurs du Kurdistan – le PKK – et bénéficiait de

l'asile politique en France ; Fidan Dogan y a grandi et représentait le Congrès national du Kurdistan ; Leyla Söylemez a passé une grande partie de sa vie en Allemagne et séjournait depuis peu sur le sol français.

Ce 9 janvier, entre 18 et 19 heures, derrière la lourde porte de l'immeuble parisien, personne n'a rien entendu.

L'homme qui a tiré a pour nom Ömer Güney. Un nationaliste turc de 34 ans, sympathisant du mouvement fasciste des Loups gris ; il vivait en France depuis deux ans. Pas à pas, il a infiltré le Centre d'information et gagné la confiance de la dirigeante révolutionnaire en proposant ses services de traducteur et de chauffeur. La police retrouvera de la poudre sur son sac, du sang sur ses mains et, dans son téléphone portable, plusieurs centaines de documents confidentiels qu'il a pris soin de photographier. Güney était, preuves en l'appui, en lien direct avec les services de renseignements de la Turquie – le MIT. Deux agents turcs capturés par le PKK au nord de l'Irak le confirmeront en 2017. Le présumé coupable n'a pourtant jamais pu être jugé : incarcéré à Fresnes, le militant nationaliste est mort fin 2016 d'un cancer du cerveau.

Le MIT nierait toute implication et, en France, l'affaire sera classée sans suite.

Obtenir justice

Les familles des victimes, que les présidents François Hollande et Emmanuel Macron n'ont jamais cru bon de recevoir, n'entendaient, bien sûr, pas en rester là. En mars 2018, elles ont déposé plainte, avec constitution de partie civile, dans l'espoir d'obtenir la reprise des investigations ; un an plus tard, une information judiciaire était ouverte, un juge antiterroriste reprenant l'enquête. Un élément des plus troublants s'était même ajouté au dossier : des documents belges ont fait état de la possible complicité de l'ancien ambassadeur de Turquie en France Ismail Hakki Musa, connu pour ses états de service auprès du renseignement turc.

Pour la première fois, jeudi 20 mai 2021, le juge d'instruction a reçu les familles.

« Il y a un blocus sur le dossier. On n'arrive pas à avancer concrètement, nous confie Agit Polat un mois plus tard en sa qualité de porte-parole du Conseil démocratique kurde en France (CDK-F). Même si le dossier belge permet, très partiellement, une légère avancée. »

Un blocus qui n'a pourtant rien d'inéluctable. Lors d'une conférence récemment organisée par l'association France-Kurdistan, le CDK-F et les Amitiés kurdes de Bretagne, l'un des trois avocats en charge de l'affaire, Jean-Louis Malterre, a ainsi fait savoir

que l'une des principales entraves à l'obtention de la vérité et de la justice n'était autre que le refus, dûment formulé par le ministère de la Défense, de déclassifier l'intégralité des documents. Autrement dit de lever le secret-défense. C'est que l'article 413-9 du Code pénal stipule que sont classées telles les données dont l'accès « est de nature à nuire à la défense nationale ou pourrait conduire à la découverte d'un secret de la défense nationale ».

Le ministère de l'Intérieur n'a, quant à lui, pas répondu. Déjouer le silence

« Ce que veulent avant tout les familles, poursuit Agit Polat, c'est la levée immédiate du secret-défense. Pour que cette affaire soit enfin élucidée et que les commanditaires de ce triple assassinat soient jugés, il faut que l'État partage avec le juge d'instruction l'ensemble des informations qui sont en sa possession. » Le sénateur Rémi Féraud, maire du 10^e arrondissement de Paris au moment des faits, s'engage donc à contacter les différents groupes au Sénat en vue d'obtenir l'attention du gouvernement. Et le porte-parole du CDK-F d'ajouter : « Aussi, les familles veulent être reçues par les autorités françaises. Elles veulent être entendues. C'est une nécessité. Malheureusement, le gouvernement reste silencieux. »

Déjouons, dès lors, ce bien trop long silence.



Kurdistan's Weekly Brief June 22, 2021

Iran

The Cooperation Center for Iranian Kurdistan's Political Parties (CCIKP), an umbrella organization consisting of Iran's Kurdish opposition parties, congratulated Iranian Kurds for boycotting the presidential election held on June 18. The CCIKP described the boycott as a move by the Kurds "against the Islamic Republic policies." The June 18 election recorded the lowest turnout of any Iranian presidential election since the establishment of the Iranian Republic in 1979.

The Iranian regime continued its campaign of repression in Iranian Kurdistan last week. As Iranian security forces arrested a female Kurdish activist named Soria Haq-dost in Marivan on Thursday. Concurrently, the city's appeals court upheld Kurdish activist Wafa Watandost's 15-year sentence. Additionally, Iranian security forces arrested several more activists, including Mikael Minbari in Sanandaj, Star Mam Ali in Piranshahr, Rahman Karimi in Naqadeh, Saed Nazhad in Sardasht, and Najbib Dariai in Shinno. Lastly, a Kurdish activist from Mehabad, Rasoul Mala Ramimi, was sentenced to seven months in prison for "propaganda against the state."

Turkish border guards killed a Kurdish border porter (Kolbar) named Aziz Mohammedzada near Maku on Monday. Simultaneously, Iranian authorities killed two Kolbars near Baneh. The Kurdistan Association for Human Rights (KMMK) reported another Kolbar died four days after being shot by Iranian border guards near Hawraman.

Iraq

Turkish warplanes and drones struck villages near Duhok Governorate's Kani Masi and Sulyma-

niyah Governorate's Mawat and Halsho sub-districts last week. Though Turkish officials claimed the strikes and ongoing military operations targeted elements of the Kurdistan Workers' Party, Kurdistan Regional Government (KRG) spokesperson Jotyar Adel told Rudaw that Turkey's "main objective, in our opinion, is to weaken the Kurdistan Region as an entity."

The Kurdistan Democratic Party's (KDP) 80th Peshmerga Division and Patriotic Union of Kurdistan's (PUK) 70th Peshmerga Division announced they were ready to be transferred to the command of the Ministry of Peshmerga last week. Ministry of Peshmerga spokesperson Miran Baker announced the ministry was already preparing for the eventual assimilation of both divisions into its command structure.

ISIS (Da'esh) terrorists launched multiple attacks in Kirkuk Governorate's Hawija District and the rest of the "disputed territories" last week. The terrorist organization continues to exploit the ongoing security vacuum in the region, and according to Iraqi media outlet IQ News, Iraq's National Security Council has warned Prime Minister of Iraq Mustafa al Kadhimi that Da'esh is attaining some success in reestablishing itself in the Kirkuk-Mosul-Tikrit triangle. The US-led coalition has carried out dozens of airstrikes on Da'esh positions in the region in 2021.

Prime Minister of Iraq, Mustafa al Kadhimi, finally agreed to release Kurdistan's public salary budget, an estimated 200 billion Iraqi dinars per month. Simultaneously, the KRG announced its commitment to the 2021 budget law, and Erbil and Baghdad are set to address their budget issues that

have accumulated since 2014.

Syria

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported Turkish intelligence officers and Turkish-backed Islamist fighters arrested four Kurds, including a woman and two children, in Turkish-occupied Afrin last week. Additionally, fighters from the Turkish proxies Suqur al Shamal and Elite Army clashed in Afrin's Sharan District. Disputes between Turkey's proxies often turn violent as groups fight over control of local resources and advancing their criminal agenda.

Turkish forces and Turkish-backed Islamists launched indirect fire attacks on five villages southwest of Turkish-occupied Giri Spi. Though the attacks targeted the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF), at least one Syrian Arab Army soldier was injured. Turkey and its proxies also struck Tel Rifat and areas north of Manbij.

The SDF announced it captured 17 Da'esh terrorists during June 22 raids in Deir Ez Zor Governorate's Busayrah town. The SDF also arrested four Iraqi Da'esh operatives responsible for assassinations and other terrorist activities in al Hawl camp.

Several United Nations (UN) officials expressed concern regarding the Euphrates River's low water levels caused by Turkey's ongoing cutoff of water supplies to parts of northeastern Syria. An Autonomous Administration of North and East of Syria's (AANES) energy official reaffirmed the ongoing shortage of water and said it is creating a humanitarian crisis and facilitating the spread of disease in the region.

Turkey

A supporter of Turkey's Nationalist Movement Party (MHP) attacked the Peoples' Democratic Party (HDP) office in Izmir and killed a female party member named Deniz Poyraz. The gunman was identified as Onur Gencer, a member of the Grey Wolves who served with Turkish forces during their 2019 invasion of northeast Syria. Numerous domestic and international organizations denounced the crime and the HDP released a statement that read, "The deadly attack, in which a young woman was murdered, [w]as a result of the government's criminalization policy against the HDP." Meanwhile, thousands of police surrounded Poyraz's funeral on Friday, and Turkish authorities warned attendees against engaging in political activity during the ceremony. Turkey's Court of Cassation accepted Chief Public Prosecutor Bekir Sahin's filing to close the HDP, which was supported by Turkish President Recep Tayyip Erdogan and the MHP, after it was previously rejected due to "procedural deficiencies." The HDP remains under intense pressure from the Turkish government, which has arrested and imprisoned thousands of members, including party founders and leaders, since 2015. The Turkish government has also shut down five major Kurdish parties since 1990.

The "Kobani Trial" against 108 HDP members, who are facing the possibility of lengthy prison sentences, resumed in Ankara. At the same time, hundreds of arrest warrants were issued against Kurdish activists and HDP members, including 105 in Diyarbakir (Amed). Turkish police carried out numerous raids on Tuesday.

The New York Times

June 23 2021

By Bret Stephens

Iran Bets on Religion, Repression and Revolution

In the summer of 1988, Iran's supreme leader, Ruhollah Khomeini, ordered the secret executions of thousands of political prisoners. Iran then denied reports of the slaughter, calling them "nothing but propaganda" based on "forgeries." It also ruthlessly suppressed efforts by the families of the disappeared to find out what had happened to their relatives, including the location of their burial sites.

More than 30 years later, the world still doesn't know how many prisoners were murdered, though a landmark 2017 report from Amnesty International put the minimum number at "around 5,000." Other reports suggest a figure as high as 30,000.

But one point is not seriously in doubt: Among the handful of Iranian leaders most involved in the "death commissions" was Ebrahim Raisi. At the time of the massacres, Raisi, the son of a cleric and the product of a clerical education, was deputy prosecutor general of Tehran, later rising to become Iran's chief justice. In 2018 he called the massacres "one of the proud achievements of the system."

Last week he was elected president of Iran in a rigged process in which centrist candidates were disqualified before the vote took place.

What does this mean for the world outside Iran?

One awkward question is how Western leaders should

deal with a foreign leader who is currently under U.S. Treasury Department sanctions for his human-rights abuses. Progressives sometimes call for the arrest of Israeli leaders traveling abroad for alleged crimes against Palestinians. It'll be interesting to see if these same progressives have any consistency in their principles by calling for Raisi's arrest should he travel abroad, perhaps to New York for the U.N. General Assembly.

A second question is what his election means for a restored Iran nuclear deal, which the Biden administration is keen to restart after the Trump administration withdrew from it in 2018. Negotiators in Vienna have reportedly already completed the revised accord.

According to one analysis, Iran will most likely move quickly to finalize an agreement while the departing, ostensibly moderate government of Hassan Rouhani remains in office, the better for it to receive the blame for the deal's shortcomings (as Iranian hardliners see them) while Raisi's government reaps the benefits of sanctions' relief.

That may well be, to the extent that the Kabuki theater of Iranian politics matters much on questions dictated by the supreme leader, Ali Khamenei. The Kabuki extends to the deal itself, which Iran will pretend to honor and the West will pretend to verify and enforce.

The one thing it will achieve is a fleeting diplomatic victory for the Biden administration, since the Raisi government will never concede to additional demands for additional curbs on Iran's nuclear and military programs. In the meantime, billions of dollars of new money will flow to Iran's malevolent proxies in Iraq, Syria, Lebanon, Afghanistan, Gaza and Yemen.

But the important question raised by Raisi's elevation is not about the nuclear deal. It's about the kind of regime we are dealing with.

Several years ago, Henry Kissinger asked whether Iran was "a nation or a cause." If Iran's ambitions are defined by normal considerations of national security, prosperity and self-respect, then the U.S. can negotiate with it on the basis of objective self-interest, its and ours. Alternatively, if Iran's ambitions are fundamentally ideological — to spread the cause of its Islamic Revolution to every part of the Middle East and beyond — then negotiations are largely pointless. Iran will be bent on dominance and subversion, not stability.

This is why Raisi's rise matters. Although he's often described as "ultraconservative," it's more accurate to say that he's "ultrarevolutionary," in the sense that he remains the loyal and unrepentant Khomeinist he became as a young man. That makes it possible, even likely, that he will succeed

Khamenei when the supreme leader, who is 82 and rumored to be suffering from prostate cancer, dies.

Those who thought that Iranian politics would ultimately move in a more moderate direction were wrong. The regime is doubling down on religion, repression and revolution.

The Biden team will make the argument that, whatever its flaws, the deal on the table in Vienna is still the best option for dealing with Iran's nuclear program, on the view that military action is unthinkable and the Trump administration's policy of maximum sanctions didn't stop Iran's uranium enrichment drive. The argument makes a certain amount of sense — at least if the true goal of U.S. policy is to find a face-saving exit from the Middle East, akin to what the 1973 Paris Peace Accords did for the U.S. and Indochina.

But if long experience in the Middle East has taught us anything, it's that the region doesn't easily leave the rest of the world alone. A less-restricted Iran means more regional mayhem. It means Arab states more likely to acquire nuclear capabilities of their own. It means a nervous Israel, more willing to take its chances. Whatever else happens in Vienna, Raisi's presidency means that the 42-year crisis with Iran is about to get worse.



June 23 2021

Rebuilding from the ashes: The Yazidis left homeless in Sharya camp

On June 4, Salah Jerdo was resting from the midday heat when he heard neighbours yelling from outside his brother's tent, one of 4,000 in Sharya camp. Across the room, his six-month-old daughter slept peacefully, oblivious to an inferno outside that would engulf their tent in a matter of minutes.

Just a stone's throw away, an electrical fault had sparked a fire that blazed through flimsy tent walls, swallowing them up with frightening speed. Salah reached for his daughter, pulling her out of the tent while he took his phone out and began broadcasting to the outside world the scene unfolding in front of him. His home for the past seven years was burning to the ground.

For years, fires have plagued the refugee and internally displaced persons (IDP) camps dotted across the Kurdistan Region, but little action has been taken to safeguard the 36 sites housing more than 270,000 refugees and IDPs. Sharya camp is home to Yazidis who fled genocide at the hands of the Islamic State group (ISIS). While lip service has been paid to securing their return home, paltry efforts have been done to improve camp conditions. Almost entire families have fallen victim to the flames, leaving camp residents, already paralysed by the conflict and genocide that forced them to flee their homes, living in constant fear of fire.

As the flames spread through Sharya, Salah and several other men ran from tent to tent, pulling children out and shouting at families to get to safety. They raced across the camp, a sprawl of tents so close it is hard to dis-

tinguish where one begins and the other ends, trying to keep ahead of the fire that was fuelled by kerosene heaters and a strong wind that would only subside when the blaze was extinguished more than 40 minutes later. The camp fire truck was nowhere to be seen.

A little after 1pm, almost 400 tents had turned to ash when the blaze was finally extinguished after brigades arrived from Duhok and Semele, a 20 minute drive away. In a stroke of incredible luck, and because of the efforts of Salah and other residents, no one died.

Salah, a Peshmerga, has a Facebook page followed by more than 16,000 people where he appeals for aid for widows, orphans and others in need. "I can live in the trees, I can live anywhere... I just want to see people happy and living in dignity," the 30-year-old said over the phone on the night of the blaze.

Dr Hussein Rasho, a physician, has worked with hundreds of survivors of ISIS captivity and others traumatised by the genocide. A Yazidi himself, he knows the deep wounds his people carry - and the fear that grips the camps.

When news broke about the fire, he took to the road, driving from Shingal to Sharya, where he said the inferno took him back to dark days of August 2014, when ISIS launched a genocide against the long-persecuted Yazidi community. "It's like August 3," he said via WhatsApp, sharing photos of scorched earth and belongings abandoned in the hurry to flee.

Driving down the bumpy, unpaved road that winds through the southern edge of the camp two weeks after the fire, the sea of

tents gives way to scorched, flattened ground where concrete shelters are being built, approved by the Kurdistan Regional Government (KRG), to house the 240 families who were made homeless by the blaze. The KRG provided labourers, but most of the work is being done by camp residents - men and women alike - building their own places.

"This is not where we belong," Hamid Hamad, 57, says as he prepares cement. A checkered turban worn by many Yazidi men protects him from the hot midday sun. In the distance, middle-aged women in lilac veils lift their skirts as they weave through the mud and begin to stack bricks. "I have lost everything. Isn't it a crime that a man of my age should be doing this work?" Hamid asks.

The shelters, measuring 4x4 metres, are claustrophobic. Salah's brother, also a Peshmerga, has bricks to build two shelters for his family of eight, but says he has only been given permission to build one to house them all.

"This has to be used as a kitchen, a living room and a bedroom. Everyone has to sleep side-by-side," says Salah. "We cannot live like this, eight family members in one room. We're all adults."

He beckons us to a clearing, motioning to tents blackened by smoke. Signs of life beckon through gaping holes ripped open by flames, cooking utensils and toys just spared by the blaze. This is where they extinguished the fire, he says. "As long as the children are safe, the rest is not important."

Others standing around mutter

quiet praises to God that they escaped with their lives. "What Salah did for us, no one else did," one says.

Initial relief that they survived is being taken over by anger at the official response and the misery of life in the camp.

In the growing rows of concrete blocks, a kindergarten houses families left homeless by the blaze. Others, including Salah, are sheltering with families who didn't lose their tents, making small living spaces even more cramped.

Speaking to Rudaw, camp officials denied claims that the camp's fire truck was out of service, saying it was unable to enter the camp due to crowds that had gathered.

Construction of shelters to replace the burned tents is now finished and camp authorities plan for other residents to do the same.

"Every family from the camp can build shelters, but now, all our focus is on the families impacted by the fire," said Dilawer Behlawi of the Barzani Charity Foundation (BCF), which administers camps in the area. "We have prepared all the furniture needed for them... everything is ready now."

Iraq's Minister of Migration and Displacement Evan Faq Jabro visited the camp on the day of the fire and was met by a furious crowd. Anger over the new devastation was coupled with resentment and distrust towards the ministry and the government as a whole, heightened by the return of ISIS-linked Iraqi families from the Syrian camp of al-Hol just a week earlier.

« Bahçeli a revendiqué l'attaque du HDP »

Le chef du MHP, Devlet Bahçeli a justifié l'attaque armée contre le parti kurde HDP qui s'est soldée par la mort de Deniz Poyraz, déclarant que cette dernière était membre du PKK. Des députés d'opposition et des avocats ont condamné les propos de Bahçeli qui ouvre la voie à d'autres massacres et crimes haineux visant les Kurdes et le HDP.

Le président du parti fasciste turc, Devlet Bahçeli a accusé le Parti démocratique des peuples (HDP) pour l'attaque sanglant de la semaine dernière qui a tué Deniz Poyraz, une militante du parti. Bahçeli a accusé Poyraz d'être membre du PKK lors de la réunion du groupe parlementaire de son parti le 22 juin.

Le meurtrier de Poyraz, Onur Gencer avait publié des photos de lui sur Instagram armé et affichant le signe des « Loups gris », un symbole utilisé par les fascistes turcs et les membres du MHP. Il avait également combattu les Kurdes en Syrie.

Des avocats, des défenseurs des droits et des politiciens ont condamné les déclarations du Parti du mouvement nationaliste (MHP) Bahçeli.

La vice-présidente et avocate du groupe parlementaire HDP Meral Daniş Beştaş, le député HDP Garo Paylan, le député du Parti républicain du peuple (CHP) de l'opposition principale Sezgin Tanrikulu et la présidente de l'Association des droits de l'homme (İHD) l'avocate Eren Keskin ont déclaré que les propos de Bahçeli encouragent la violence.



Plainte pénale

Kesin a déclaré qu'ils déposeraient une plainte pénale contre Bahçeli.

« Avec ses déclarations d'aujourd'hui, Bahçeli a clairement montré qu'il avait revendiqué l'attaque. Il s'agit clairement d'un crime de haine. Il a ciblé une personne décédée et au-delà, il a approuvé l'attaque », a-t-elle déclaré. « Cela incite clairement les gens à la haine et à l'animosité. En tant qu'Association des droits de l'homme, nous allons déposer une plainte pénale conformément à l'article 216 du Code pénal turc. »

« S'il y reste un procureur courageux... »

Paylan du HDP a déclaré que les propos de Bahçeli étaient « un discours de haine visant directement notre parti ».

« Une telle déclaration après un tel massacre ouvrira la voie à de nouveaux meurtres moti-

vés par la haine », a-t-il déclaré. « Même si le petit partenaire de la coalition est irresponsable, le grand partenaire devrait empêcher cela. Sinon, il y aura de nouveaux crimes haineux, de nouveaux crimes politiques. »

À propos des lacunes juridiques en Turquie en termes de crimes haineux, Paylan a déclaré : « En fait, même les lois actuelles considèrent cette déclaration comme un crime. » « Bahçeli a directement incité le public à la haine et à l'animosité et les lois actuelles sont contre cela. S'il reste un procureur courageux, il devrait immédiatement ouvrir une enquête sur cette question. Les discours politiques qui produisent des crimes haineux ne devraient pas être tolérés. »

« Cela ouvrira la voie à d'autres tueries »

Tanrikulu du CHP a déclaré : « Essayer de légitimer ce meurtre sur l'identité de Deniz Poy-

raz après une telle tentative de massacre est très dangereux et cela ouvrira la voie à d'autres meurtres et massacres. »

« Le petit partenaire soutient le meurtre »

Beştaş a déclaré : « La déclaration du petit partenaire d'aujourd'hui visait une de nos amies qui a été tuée et une tentative de légitimer le meurtre. Il a implicitement dit : « Pourquoi plus de membres du HDP ne sont-ils pas morts ? »

C'est horrible, très grave en termes de politique. Utiliser le même langage, avoir la même position que ceux qui ont commis le meurtre et viser quelqu'un après sa mort n'est pas un point politiquement défendable.

En même temps, c'est un crime. Cela signifie également justifier, légitimer et soutenir le meurtre. Si une justice impartiale et indépendante existe toujours, elle devrait enquêter sur ce dossier. »

En Turquie, Erdogan fait taire la musique après minuit

La Turquie se déconfinera totalement le 1er Juillet, mais le président islamo-conservateur maintient l'interdiction de la musique après minuit, une décision idéologique et puritaine pour l'opposition et le monde de la Culture. En Egypte, deux influenceuses sur TikTok condamnées à de la prison ferme.

A tous ceux qui ont passé une mauvaise nuit à cause de la fête de la musique en bas de chez eux, ce premier sujet qui nous emmène en Turquie va vous faire réfléchir !

En Turquie c'est vrai le président Recep Tayyip Erdogan a annoncé ce lundi 21 juin la levée de toutes les restrictions sanitaires liées au Covid-19 le 1er juillet prochain. C'est un vrai soulagement pour les Turcs qui sortent progressivement d'un reconfinement complet de 17 jours, nous dit le journal indépendant en ligne Duvar... mais la réouverture de la société turque sera incomplète : les bars, restaurants et même discothèques ne pourront plus jouer de musique après minuit. L'homme fort d'Ankara a justifié cette décision par une phrase lapidaire : "Désolé, mais personne n'a le droit de troubler la tranquillité des autres la nuit".

Voilà donc une mesure qui fait figure d'exception dans le déconfinement général, que le président n'a pas l'air d'assumer complètement puisqu'il s'en excuse par avance... et ce n'est vraiment pas homme à prendre des pincettes d'habitude. Cette fameuse phrase, "désolé mais personne n'a le droit de déranger la tranquillité des autres la nuit", ce lundi en quelques minutes raconte le quotidien Cumurhiyet, est devenue un "mème" sur internet, un chiffon rouge repris et conspué par des dizaines de milliers d'acteurs du monde de la nuit et de la



Recep Tayyip Erdogan au palais présidentiel d'Akara, Turquie, le 29/03/21 • Crédits : Adem Altan - AFP

culture, de simples citoyens et de leaders politiques d'opposition. Tous dénoncent une mesure qui n'est plus justifiée par aucune raison sanitaire mais qui serait bel et bien "idéologique", une forme de prohibition qui viserait, de la part du gouvernement islamo-conservateur, à "imposer son mode de vie à tout le pays".

En fait, lit-on cette fois sur Sözcü, les plus radicaux détracteurs d'Erdoğan y voit la continuation et l'intensification d'une "guerre livrée au monde de la culture" dans son ensemble en Turquie, considéré comme trop libéral, dépravé et acquis à l'opposition. Mais la culture en Turquie, c'est aussi un secteur qui a particulièrement souffert de la pandémie et des confinements, alertait dès la semaine dernière le journal turc en exil Ahval, citant des musiciens et professionnels du divertissement qui se sentaient exclus de la grande réouverture qui s'annonçait avec le déconfinement. Ils y voyaient, déjà, une volonté d'Erdoğan et des siens de ne pas redonner toutes leurs libertés à ceux qui selon eux représentent un mode de vie hédoniste qu'ils rejettent. La scène musicale turque, lit-on

encore, n'a "jamais été aussi mal en point depuis le coup d'état militaire de 1980" ; des milliers d'artistes qui se sont retrouvés sans aucun revenu ont été obligés de se reconvertir pour payer leurs factures, et selon cette fois The Arab Weekly, ils sont plus d'une centaine à s'être suicidés à cause de cette situation intenable.

Dans la presse turque ce matin, on lit cette accusation lancée par un homme politique d'opposition : "Mr Erdoğan, vous aurez sur la conscience le suicide de ces musiciens" et des prochains qui se donneront la mort pour ne pas avoir à supporter de vivre dans un pays où la musique doit se taire au douzième coup de minuit.

En Egypte, être une influenceuse sur le réseau social TikTok peut vous envoyer en prison.

C'est ce qui est arrivé à deux jeunes Egyptiennes âgées de 20 et 23 ans qui ont été condamnées dimanche par une cour pénale du Caire à respectivement dix et six ans de prison ferme. Elles ont été reconnues coupables, note le journal en ligne

Mada Masr, de rien de moins que de "trafic d'êtres humains".

On parle bien là de deux jeunes femmes qui publiaient des vidéos sur internet, sur un réseau, TikTok, qui est connu et apprécié pour ses contenus plutôt légers et récréatifs. En l'occurrence, si les vidéastes égyptiennes ont été condamnées, c'est pour, d'après les juges, avoir détourné leurs jeunes abonnées des "bonnes valeurs et des principes de la société égyptienne, dans le but de faire de l'argent". Mais au fond explique The Middle East Eye, si c'est ce qualificatif tiré par les cheveux de "trafic d'êtres humains" qui a été retenu par le tribunal, c'est parce que sur ceux de "débauche publique et d'atteinte à la morale" (qui avaient au moins le mérite d'être clairs sur leurs intentions puritaines), les deux accusées avaient été acquittées, en appel, au mois de janvier. Il fallait donc trouver quelque chose d'autre pour finalement obtenir leur condamnation cette fois-ci.

Parmi les choses qui étaient reprochées aux influenceuses, Gulf News explique que les juges ont beaucoup insisté sur le fait qu'elles demandaient à leurs abonnées de tourner et publier, contre un peu d'argent, leurs propres vidéos sur les réseaux. Sur l'une d'elles, une jeune Egyptienne avait raconté le viol dont elle avait été victime et avait dénoncé son violeur. Voilà donc ce qui est "indécent et incite à la débauche", selon la Justice égyptienne qui, d'un autre côté, est connue pour être particulièrement clémente justement avec les violeurs et les auteurs de violences sexistes. C'est en tous cas ce que l'on peut lire sur les très nombreux messages en ligne de soutien aux deux jeunes femmes et de dénonciation de leur condamnation, rappelons-le,

à six et dix ans de prison. L'affaire fait polémique sur les réseaux égyptiens... dans l'espoir d'arracher à nouveau leur acquittement, dans quelques mois, lors du procès en appel.

Un projet de loi démocrate qui ambitionne de favoriser le vote aux Etats-Unis a été bloqué au Sénat par l'obstruction parlementaire du camp républicain, accusé de vouloir réduire encore l'accès au vote des minorités. Le Vatican s'invite dans le débat sur la lutte contre l'homophobie en Italie.

Au moment où la France s'interroge sur les taux d'abstention record lors des dernières élections, aux Etats-Unis un projet de loi qui vise à favoriser la participation électorale vient d'être bloqué par les républicains.

Pas de doute possible pour The New York Times ce projet de loi

baptisé "Pour le peuple", ce n'est rien de moins que "la plus complète et la plus ambitieuse des réformes du droit de vote aux Etats-Unis, depuis au moins une génération". Un texte qui vise pêle-mêle à refonder le fonctionnement de la Commission électorale fédérale, à favoriser le vote anticipé par courrier notamment, à imposer des règles plus strictes sur le financement des campagnes, et surtout à créer une règle générale à tous les Etats, pour ne plus laisser chacun décider seul de qui est autorisé ou non à voter.

Car depuis des mois, et plus particulièrement depuis la défaite (toujours pas digérée par certains) de Donald Trump à la dernière présidentielle, de nombreux Etats dominés par les républicains ont revus leurs lois électorales pour en exclure toujours plus d'électeurs, à commencer

bien sûr, indirectement mais de manière très claire insiste Dana Milbank du Washington Post, par les électeurs afro-américains ou issus des autres minorités raciales.

Mais cette contre-offensive démocrate, ce projet de loi "For the people", n'a même pas franchi le cap d'un premier vote de procédure au Sénat ce mardi : tous les élus républicains ont voté contre, rejoints par un transfuge démocrate... et l'on s'est donc retrouvé avec un résultat à 50 voix pour et 50 contre, alors qu'il en aurait fallu 60 pour faire avancer le texte.

Voilà donc le projet de réforme électorale bloqué, accusent les démocrates, par une nouvelle manœuvre caractérisée d'obstruction parlementaire de la part du camp républicain ; ce "filibuster", comme on l'appelle au

Sénat américain, qui consiste à utiliser toutes les tactiques procédurières possibles pour retarder les débats et empêcher le vote d'un texte.

Cette fois encore, s'indigne l'éditorial du Los Angeles Times, les républicains usent et abusent du filibuster, de l'obstruction parlementaire pour s'opposer au plus fondamental des droits constitutionnels américains, le droit de vote pour tous. Alors, sur un sujet aussi crucial pour la démocratie, "il faut en finir avec le filibuster", s'emporte le quotidien californien, rejoint par Zachary B. Wolf, de CNN, pour qui cette tactique parlementaire, dans un contexte de polarisation aussi tendue entre républicains et démocrates au Congrès depuis la défaite de Trump, est devenue un obstacle inacceptable à la bonne marche de la démocratie elle-même.

Le Monde

24 Juin 2021

By Madjid Zerrouky, Ghazal Golshiri

A Téhéran, l'épuisante quête de médicaments

Depuis deux ans, le rétablissement des sanctions internationales et l'essor d'un marché noir mettent en péril le droit à la santé des Iraniens.

Le 14 février 2019, l'ancien secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo ne cachait pas l'objectif réel du rétablissement des sanctions américaines contre l'Iran. « La situation est bien pire pour le peuple iranien, et nous sommes convaincus que cela le conduira à se soulever pour contraindre le régime à changer. »

En novembre de la même année, des Iraniens sont descendus dans la rue pour protester contre la hausse des prix du carburant. Leur contestation a été réprimée

dans le sang, et le régime n'est pas tombé. Or, les conséquences de cet aveu américain, cynique, conjuguées à l'incurie du système iranien et à une mauvaise gestion, portent quotidiennement atteinte au droit des Iraniens à la santé.

En ce mois de juin, dans le centre de Téhéran, sous un soleil de plomb, la pharmacie du 13-Aban ne désemplit jamais. Après avoir retiré un ticket, les clients s'entassent par dizaines sur des bancs à l'intérieur ; l'affluence en ce début d'après-midi est telle

que d'autres s'assoient où ils peuvent à l'extérieur, à la recherche d'un peu d'ombre, en attendant qu'on appelle leur numéro par haut-parleur. Certains s'engouffrent par une petite porte latérale. « Ce sont les gens qui n'ont pas les moyens de payer et qui viennent demander des avances ou une aide », décrit un agent de sécurité.

Mohammad, 55 ans, patiente, lui, depuis 8 heures du matin. Vétéran du long conflit Iran-Irak (1980-1988), il porte encore des traces de brûlure sur les bras et le visage. Griè-

vement blessé en 1987, près de Bassora, en Irak, le corps empli de broches après « onze opérations », Mohammad est un miraculé. Mais les munitions chimiques employées par l'armée irakienne ont provoqué des dégâts neurologiques irréversibles. Et ont été la source de plusieurs cancers.

Manques criants

« Il n'y a quasi plus d'importations de médicaments, ce qui pose problème à ceux qui, comme moi, ont des besoins spécifiques. Notam-

ment pour les cancers, explique-t-il, en montrant son ordonnance. J'ai également besoin de calmants. J'ai des problèmes mentaux et psychiques depuis la guerre. Mon traitement s'interrompt régulièrement à cause des pénuries de médicaments. »

Avant cette période de restrictions, Saïd, qui travaille dans le secteur des transports aériens, allait chercher des médicaments « dans n'importe quelle pharmacie ». « C'était une affaire de cinq minutes. Là, j'attends depuis ce matin. C'est la seule pharmacie où on a une chance de ne pas repartir bredouille. Mais l'attente est longue, et ils limitent les quantités. Les manques sont criants depuis un an », assure-t-il.

A cela s'ajoutent des coûts qui s'envolent : « L'assurance sociale ne rembourse que les médicaments fabriqués en Iran. Elle ne couvre pas ce qui est importé. » Saïd a aujourd'hui besoin d'ampoules de vitamines. Pour lui-même et pour sa famille. Ils ont contracté le Covid-19.

Selon un médecin à Téhéran, qui souhaite rester anonyme, la pénurie de médicaments « concerne même les traitements les plus ordinaires comme la fluoxétine, un antidépresseur, largement consommé en Iran, la mercaptopurine [traitement de la leucémie] et des médicaments pour les traitements de chimiothérapie et de la sclérose en plaques. Les productions étrangères sont introuvables et les génériques produits en Iran manquent très souvent. » Sur Twitter, tous les jours, les Iraniens sont nombreux à se dire à la recherche d'un médicament précis et à demander de l'aide à leurs concitoyens.

Faute de vaccins disponibles



AHMAD HALABISAZ POUR « LE MONDE »

contre le Covid-19 – un peu moins de quatre millions de personnes avaient reçu une dose le 21 juin, et la deuxième dose n'a été injectée qu'à peu d'habitants – l'épidémie continue sa course à travers le pays. L'Iran enregistre 10 000 à 15 000 nouveaux cas par jour en moyenne, selon le ministère de la santé – des chiffres sous-estimés selon les observateurs. Depuis le printemps, 90 000 Iraniens ont perdu la vie et près de quatre millions sont tombés malades, ce qui en fait l'un des pays les plus touchés.

La « mafia » pharmaceutique

« Il faut compter 500 000 tomans [17 euros au prix du marché noir, soit un tiers du salaire minimum] l'ampoule », soupire Saïd. Pour les cas ne nécessitant pas une hospitalisation ou pour les malades refusant de se rendre à l'hôpital – congestionné –, les médecins prescrivent des cocktails de vitamines à injecter dans le ventre. Or, celles-ci sont désormais rationnées.

Saïd, lui, met en cause les sanctions américaines, rétablies après le retrait unilatéral de l'ancien président Donald Trump de l'accord sur le nu-

cléaire iranien, signé avec la communauté internationale. « L'embargo a eu une répercussion directe sur les besoins médicaux en Iran », dit-il.

Mais, pour le médecin téhéranais, les sanctions ne sont pas la seule cause de cette pénurie. « Le secteur pharmaceutique est devenu une vraie mafia. Certains acteurs, en utilisant leurs liens avec les autorités et en payant des pots-de-vin, font interdire l'importation de certains médicaments pour en fabriquer dans le pays. Or, parfois, ils ne distribuent pas leurs produits et attendent, pour que les prix augmentent, explique-t-il. Les sanctions ont un peu entravé le processus pour transférer l'argent. Mais, pour moi, le vrai problème se trouve à l'intérieur du pays. »

Quand les médicaments sont légalement introuvables, il reste la débrouille et le marché parallèle. Mais à des prix exorbitants et au péril de sa santé. Avec ses parfumeries et quelques cafés, la rue Nasser-Khosrow, en partie piétonne, offre les apparences d'une artère commerciale banale. Mais, çà et là, assis sur des bancs ou sur leurs motos, rabatteurs et vendeurs attendent le client. Certains ont des lecteurs de carte ban-

caire prêts à l'emploi, qu'ils dégagent de leur sac à dos : la rue Nasser-Khosrow est le repaire des revendeurs de médicaments au marché noir. Un vendeur de médicaments attend des clients au marché noir de la rue Nasser-Khosrow, dans le centre-ville de Téhéran, le 22 juin 2021. Trafic de pilules abortives

« On peut tout trouver ici. Des médicaments contre l'épilepsie, contre des maladies rares... On en vend certains dont la date de péremption est dépassée, d'autres non. Cela dépend des "arrivages", décrit l'un d'eux. Ce sont essentiellement des médicaments étrangers, qui sont rares en Iran, voire introuvables en pharmacie. Mais les prix sont forcément plus élevés. »

Combien ? « Comptez trois fois plus cher pour, par exemple, des pilules pour la sexualité », ajoute-t-il. Le jeune vendeur occupe en effet le créneau, porteur dit-il, des pilules contraceptives. Certaines commandes se font via un compte Instagram où il est d'abord question de vente de sous-vêtements. Un paravent à son petit commerce médical. « Vous savez, ici, les gens sont timides ou veulent rester discrets. Ils préfèrent passer ici et je leur en prépare. » « Discrets », « timides » ou dans l'illégalité forcée : l'endroit est également un haut lieu du trafic de pilules abortives.

Entre produits périmés et contrefaçons, les histoires de « clients » de la rue Nasser-Khosrow qui se terminent mal abondent. « Si vous en trouvez, ne faites surtout pas ça. C'est dangereux », alertait même un vendeur à qui l'on demandait un moyen de se procurer une dose de vaccin contre le Covid-19.

Turquie : à Diyarbakir, les membres du parti prokurde sentent l'étau se resserrer

Une semaine après la décision de la Cour constitutionnelle turque de valider une procédure judiciaire qui pourrait conduire à la dissolution du Parti démocratique des peuples (HDP), ses membres sont gagnés par la crainte.

Is savent que le président Erdogan est sous la pression de son allié d'extrême-droite.

Pour le sixième jour consécutif, des manifestants se sont rassemblés sur la place du Rojava, dans un quartier résidentiel de Diyarbakir, plus grande ville kurde de Turquie. Le 17 juin, l'assassinat de la jeune militante Deniz Poyraz par un ultranationaliste à Izmir, au siège du parti du Parti démocratique des peuples (HDP), a provoqué l'effroi et la colère parmi les membres et les sympathisants de la cause kurde, portée notamment par ce parti de gauche.

« Unis contre le fascisme ! », scandent en chœur la trentaine de personnes présentes, rapidement encerclée par les forces de l'ordre dépêchées par centaines sur le site. Le cordon de militantes, députées en tête, esquisse quelques pas, mais les jeux sont joués d'avance.

D'un côté comme de l'autre, les protagonistes semblent las, fatigués de rejouer une scène au scénario inchangé. La manifestation s'achève sans heurt ni gaz lacrymogène. Tout le monde préfère rentrer. Plusieurs habitants refusent de témoigner par peur des représailles si la police venait à les surprendre en train de parler à la presse étrangère. Semra Güzel et Remziye Tosun, deux députées du HDP, vont poursuivre la soirée chez l'une

d'entre elles, à quelques pas de là.

Le résultat d'une longue marginalisation du parti

L'appartement est vaste, le carrelage et les murs refaits à neuf. Une perruche trône sur le meuble de l'entrée et piaille lorsque la porte s'ouvre. Des enfants impatientes accourent dans le hall pour réclamer leur mère. Un écran de télévision grésille au fond de la pièce sur lequel défilent les images de combattantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la bête noire d'Ankara.

« Nous savons que le meurtre de Deniz Poyraz n'est pas un passage à l'acte isolé », dénonce la première. « Les partis de l'AKP (NDLR : celui du président Erdogan) et du MHP (NDLR : son allié d'extrême droite) en sont les instigateurs à nos yeux. » Pour les deux élues, le drame est le résultat de la marginalisation dont est victime leur parti en réaction à son entrée triomphante au Parlement, en 2015.

Absence de consensus au sein de la coalition gouvernementale

Les membres du parti prokurde n'ont pas eu le temps de faire leur deuil. Lundi 21 juin, la Cour constitutionnelle turque a annoncé qu'elle validait une procédure judiciaire qui pourrait aboutir à la dissolution de leur parti. La coalition au pou-

voir l'accuse d'être une « vitrine du terrorisme » du PKK, qui mène une guérilla sanglante dans le Sud-Est depuis 1984.

Fort de 6 millions d'électeurs, le HDP est surtout la deuxième force d'opposition au président Recep Tayyip Erdogan. Ses 55 députés risquent même d'être privés de toute participation à la vie politique. « Je ne suis pas sûr qu'il existe un consensus au sein de la coalition gouvernementale à ce propos », analyse Vahap Coskun, professeur de droit à l'université de Dicle, le nom turc du Tigre, qui traverse Diyarbakir. « Mais depuis décembre, le MHP ne cesse de le réclamer, au point d'en faire, à mon avis, une condition de son engagement dans la coalition. »

Contrairement à son allié ultranationaliste, l'AKP compte un réservoir de voix non négligeable dans les régions kurdes. Mais d'après les enquêtes d'opinion, la fermeture du HDP précipiterait un peu plus sa chute dans le sud-est du pays, notamment pour l'élection présidentielle prévue en 2023, vitale pour Recep Tayyip Erdogan.

À l'instar de nombreux observateurs, Vahap Coskun interprète la procédure judiciaire en cours comme une manière pour l'AKP de gagner du temps sans perdre son soutien ultranationaliste, gage de sa majorité au Parlement.

Régulièrement désignée comme le principal défi de la politique intérieure turque, la résolution de la « question kurde » a rarement paru aussi lointaine.

« Nous assistons à une dérive sans fin »

Marc Pierini, diplomate, chercheur associé au centre Carnegie Europe

« Le harcèlement des membres du HDP, qui peut aller jusqu'à l'assassinat et la possible dissolution de leur parti, constitue un nouveau signal d'une dérive sans fin de la Turquie. Depuis l'élection de Joe Biden aux États-Unis, le président Erdogan a entamé une opération de charme en arrêtant les insultes et les provocations militaires. Mais le communiqué très froid du Conseil européen, vendredi 25 juin, montre que cela ne suffit pas : les Européens appliquent un agenda "positif" en ce qui concerne les réfugiés mais tout le reste est gelé. Les préconditions posées à la négociation d'une union douanière ne sont pas remplies et les dégradations de l'État de droit sont contraires aux engagements pris par la Turquie dans le cadre du Conseil de l'Europe et de l'Otan. Les autorités turques s'enferment dans des narratifs triomphalistes mais en réalité, le problème ne cesse de s'aggraver. »

Guerre des drones : la menace des essaims

Les récents conflits en Ukraine, en Syrie, en Libye et en particulier dans le Haut-Karabakh ont vu l'utilisation inédite et massive de salves de drones armés. Combinées aux moyens militaires classiques, elles ont des effets dévastateurs pour les troupes au sol.

C'est un phénomène nouveau, un symptôme des conflits hybrides, qui a pris de court et inquiète nombre d'armées dans le monde. Les spécialistes le désignent sous l'appellation de « salve » de drones, ou d'« essaim ». On pourrait parler de « nuée ». Il s'agit en réalité du détournement d'engins sans pilote, de toute taille, jusque-là surtout utilisés pour des missions de renseignement ou des frappes ciblées, à des fins d'assauts groupés, armés, voire kamikazes. Un acte II de la guerre des drones, qui se répète depuis deux ans sur plusieurs théâtres d'affrontements et engendre une discrète course contre la montre des états-majors – y compris en France – pour y faire face.

Cette nouvelle donne tactique était en germe depuis plusieurs années. Mais cette réalité a pris une acuité particulière quand ces méthodes ont été observées lors du conflit dans le Haut-Karabakh, qui opposa l'Arménie à l'Azerbaïdjan à l'automne 2020. La hantise que ce scénario se reproduise ailleurs a notamment conduit la France à considérer cette éventualité comme une urgence opérationnelle pour l'armée de terre et les forces spéciales, jugées vulnérables. La lutte antidrone a ainsi été inscrite au rang des priorités de la révision de la loi de programmation militaire 2019-2025, présentée au Parlement les 22 et 23 juin.



Un drone explose lors de combats entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à proximité de Stepanakert, dans le Haut-Karabakh, en octobre 2020. ARIS MESSINIS / AFP

À la différence d'autres conflits, la guerre dans le Haut-Karabakh a consacré une utilisation massive de drones, combinée à des tirs de missiles sol-sol et d'obus d'artillerie. Ils ont parfois même été détournés sous forme d'engins-suicides appelés « munitions maraudeuses ». Le tout constituant des salves aux effets dévastateurs. Le phénomène était inédit dans le cadre d'un conflit interétatique, opposant des armées de troisième rang. Les Azerbaïdjanais ont prouvé au passage leur maîtrise de ces techniques, et ce dans des opérations en réseau (exploitant les réseaux informatiques militaires) qui étaient jusque-là l'apanage des Occidentaux. Les Arméniens ont payé un lourd tribut à ces nuées d'engins bourdonnants aux trajectoires imprévisibles, dirigées contre leurs positions.

Dans l'attirail des « armées pauvres »

« Avant le conflit, l'armée azerbaïdjanaise était déjà parvenue à une bonne maîtrise des drones, car elle avait été formée par Israël et par la Turquie, deux puissances à la pointe de cette technologie », décrypte Jean-Jacques Patry, chargé de mission à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). « Mais, ce qui a donné la supériorité aux Azerbaïdjanais lors de cette guerre, c'est l'utilisation de toute la gamme des drones : de l'engin tactique en appui de frappes d'artillerie et aux troupes au sol, aux machines volant à haute et moyenne altitude pour effectuer des missions de reconnaissance dans le cadre d'une vraie campagne interarmées », précise le chercheur.

C'est en 2014, dans le Donbass, dans ce bassin houiller que la Russie dispute à l'Ukraine, que seraient apparues les prémices de ces salves de drones observées plus tard dans le Haut-Karabakh. Alors que les drones étaient jusque-là surtout employés par les États-Unis et Israël pour des éliminations ciblées, dans le cadre d'opérations de contre-terrorisme, les milices prorusses du Donbass s'en sont servi en appui de leurs opérations classiques, en coordonnant le repérage de leurs cibles avec des salves de roquettes, souligne M. Patry.

Le drone, peu coûteux, entre alors dans l'attirail des « armées pauvres » et de milices, à l'instar de l'organisation Etat islamique, qui a eu recours à des drones kamikazes à partir de 2016, notamment lors de la bataille de Mossoul. Moyennant un peu d'inventivité et l'acceptation de dégâts collatéraux, preuve est faite qu'utilisé de façon groupée, il peut compenser le manque de moyens techniques hors de prix pour nombre d'états-majors. La Turquie est l'une des premières à le comprendre. La province syrienne d'Idlib, dernier fief de la rébellion contre Bachar Al-Assad, où Ankara est en confrontation ouverte avec Damas, devient, à partir de 2016 – et jusqu'à ce jour –, son principal laboratoire.

Les drones, nouvelle arme phare de la défense turque

Depuis quelques années, la Turquie a réorienté son industrie militaire vers la fabrication d'engins sans pilote, qu'elle exporte de plus en plus.

Aurólés de leurs exploits en Syrie, en Libye et dans le Haut-Karabakh, les drones turcs se vendent comme des petits pains, recueillant un franc succès parmi les pays de l'ancien glacis soviétique. Après l'Azerbaïdjan, l'Ukraine et la Pologne, la Lettonie envisage à son tour d'acquérir des drones de combat Bayraktar TB2, conçus par l'entreprise privée Baykar, dont le directeur technique n'est autre que Selçuk Bayraktar, le gendre du président turc Recep Tayyip Erdogan.

En visite à Ankara, le 7 juin, Artis Pabriks, vice-premier ministre et ministre letton de la défense, s'est rendu dans les locaux de Baykar, où il s'est extasié sur le haut niveau de recherche et de développement de l'industrie turque de défense. Aucun accord n'a été signé, mais M. Pabriks a vanté, sur sa page Facebook, la nécessité d'une coopération militaire « constructive » entre la Lettonie, membre de l'Union européenne et de l'Alliance atlantique, et la Turquie, « partenaire au sein de l'OTAN ».

Deux semaines plus tôt, le président polonais Andrzej Duda avait signé à Ankara un contrat pour l'achat de 12 Bayraktar TB2, destinés à une armée polonaise soucieuse de se doter « d'équipements modernes ». « Nous faisons partie des trois ou quatre meilleurs » fabricants de drones, s'était alors félicité M. Erdogan. « En termes de rapport qualité/prix, nous sommes les meilleurs », aime à répéter Ismail Demir, le patron de SSB, l'agence gouvernementale qui chapeaute l'industrie de défense nationale.

Cette satisfaction est justifiée. En moins d'une décennie, la Turquie s'est hissée au rang des fabricants de drones les plus importants, aux côtés des Etats-Unis, d'Israël et



Le drone de combat Anka est fabriqué par l'entreprise étatique Turkish Aerospace, à Ankara, le 5 mars 2021. ADEM ALTAN / AFP

de la Chine. Efficaces et bon marché, ses UAV (véhicule aérien non habité) ont infléchi le cours de trois conflits en 2020, détruisant chars, véhicules blindés, dépôts de munitions et systèmes de défense antiaérienne de forces adverses sur plusieurs théâtres d'opérations.

En Libye, le déploiement de TB2 et de drones kamikazes de type Kargu a contribué à la dérouté de l'armée nationale libyenne du maréchal Khalifa Haftar, en juin 2020, ruinant ses espoirs de conquête de Tripoli, au profit du gouvernement d'union d'accord national de Faïez Sarraj, soutenu par Ankara.

En mars de la même année, à Idlib, les TB2 ont détruit plusieurs systèmes russes de défense antiaérienne de type Pantsir, ainsi que des blindés et des installations de l'armée syrienne loyale à Bachar Al-Assad, lequel, malgré le soutien aérien que lui assure la Russie, a dû renoncer momentanément à la reconquête du dernier fief de la rébellion, dans le nord-est de la Syrie. Enfin, à l'automne 2020, ces mêmes TB2 ont permis aux forces azerbaïdjanaises, encadrées et équipées par l'allié turc, de neutraliser une bonne partie de la défense aérienne, de l'artillerie et des blindés arméniens.

Alternative aux avions furtifs

Largement retransmises par les chaînes de télévision turques, les images des drones en action ont servi de catalogue de promotion à l'exportation, poussant l'Ukraine, la Pologne et la Lettonie, trois Etats aux relations difficiles avec la Russie, à se doter eux aussi d'avions sans pilote. Le TB2, le plus demandé, figure déjà dans l'arsenal du Qatar et de l'Azerbaïdjan. Utilisé seul ou en groupe, il est capable d'engranger des informations sur les positions des forces adverses, de guider des avions de chasse vers leurs cibles, et d'effectuer ses propres frappes grâce aux quatre missiles à guidage laser dont il est équipé. Déployé par les forces turques dans le cadre de la lutte contre la rébellion armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans des zones montagneuses et difficiles d'accès du sud-est de la Turquie et dans le nord de l'Irak, il a fini par s'imposer sur des théâtres d'opérations plus éloignés.

Et il obtient des résultats surprenants, puisque des équipements aussi lourds et coûteux que les systèmes russes antiaériens Pantsir, en Syrie et en Libye, ainsi que les missiles russes Iskander, en

Arménie, se sont retrouvés paralysés par des attaques d'UAV. Le TB2 n'est pas le seul sur le marché. Le drone de combat Anka-S, fabriqué par l'entreprise étatique Turkish Aerospace, a été acheté par la Tunisie en décembre 2020. Autre fleuron de la production turque, le Kargu-2, un petit drone kamikaze autocommandé, muni d'un système de reconnaissance faciale, a spécialement été conçu par l'entreprise étatique STM pour la guerre asymétrique. L'armée turque, qui l'a utilisé en Syrie, en Libye et dans le Haut-Karabakh, en a commandé 500.

« Les drones ont l'avantage de limiter les pertes », estime Can Kasapoglu, du groupe de réflexion EDAM, à Istanbul. Depuis le coup d'Etat raté du 15 juillet 2016, renforcer les capacités de défense de son pays est devenu la priorité du président Erdogan. La production de drones sophistiqués, dotés d'intelligence artificielle, de capacités de brouillage et d'une grande précision de tir, lui a permis de compenser le déclin de son armée de l'air en manque de pilotes.

Décimées par les purges qui ont suivi la tentative de putsch, les forces aériennes turques ont en outre été empêchées, à cause des sanctions américaines, d'acquérir le F-35, l'avion furtif de cinquième génération sur lequel elles comptaient pour remplacer le parc vieillissant des F-16. Baykar, l'entreprise du gendre d'Erdogan, croit avoir remédié à cette faiblesse grâce à la création d'un nouveau drone de combat, nommé Akinci (« Assaillant »). Conçu pour porter des armes lourdes, voler plus loin et plus haut, il devrait équiper le TCG Anadolu, le premier porte-aéronef de la marine turque, en lieu et place des F-35.

En Turquie, le parti pro-kurde HDP est en sursis

Les jours du Parti démocratique des peuples (HDP), bête noire du président Erdogan et des nationalistes turcs, sont comptés après le feu vert donné par la Cour constitutionnelle à son procès pour complicité terroriste.

Comme la dizaine de partis pro-kurdes interdits depuis 1993, dont il est la réincarnation, le Parti démocratique des peuples (HDP) est tenu par le pouvoir pour une vitrine du PKK, l'insurrection séparatiste que la Turquie combat depuis 1984, dans un conflit qui a fait des dizaines de milliers de morts. Lundi 21 juin, la Cour constitutionnelle a validé l'acte d'accusation du procureur, qui réclame sa dissolution pour atteinte à l'unité de la Nation et activités terroristes, et le bannissement de la vie politique, pour cinq ans, de 451 dirigeants.

Pourquoi cet acharnement ?

Contrairement à ses prédécesseurs, le HDP, créé en 2011, a



Selahattin Demirtas, figure de proue du HDP, en détention depuis 2016. | OSMAN ORSA, REUTERS

réussi à dépasser le statut de parti des Kurdes – 20 % des 85 millions d'habitants. Progressiste, écologiste, il agrège aussi des Turcs en rupture avec le national-jacobinisme du pays. De ce fait, il a réussi à s'ancrer durablement dans le

paysage : il dépasse le seuil éliminatoire de 10 % aux élections et obtient des députés (67 sur 600 en 2018). Cela a mécaniquement privé l'AKP (islamo-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan de sa majorité absolue. Pour

se maintenir au pouvoir, il a besoin de l'extrême droite anti-kurde.

Quelles conséquences ?

Pas le silence ni l'impuissance. La grande figure du HDP, Selahattin Demirtas, est incarcérée depuis 2016 et risque jusqu'à 142 ans de détention. Des dizaines de maires ont été destitués, une douzaine de députés exclus du Parlement, des centaines de cadres arrêtés. Mais le mouvement continue de peser... même sans candidats : en faisant voter contre l'AKP il y a deux ans, il a privé Erdogan des mairies d'Istanbul et Ankara, la capitale.



26 juin, 2021

Iran : Plus de 317.400 décès dus au coronavirus

Le ministère de la Santé : 32 villes sont en rouge, 174 villes en orange et 242 villes en jaune (Agence de la radiotélévision officielle, 25 juin 2021)

Le président du comité d'épidémiologie du Covid-19 : Nous nous rapprochons du cinquième pic alors que la vaccination ralentit. Dans les provinces de Hormozgan, Fars et Bouchehr, de nou-

velles épidémies de variantes sud-africaines et indiennes ont été établies et des épidémies virales se sont produites dans ces régions. (Agence Isna, 25 juin 2021)

Un député du Majlis des mollahs : l'épidémie de coronavirus au Sistan-Baloutchistan est à un stade critique et la couleur rouge ne décrit plus la situation. (Agence Tasnim, 25 juin 2021)

La faculté de médecine de Bouchehr : 60% des 10 villes de la province sont en rouge et 40% en orange. (Agence Tasnim, 25 juin 2021)

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran a annoncé ce 25 juin 2021, que le nombre de victimes du coronavirus dans 547 villes iraniennes est de plus de 317.400.

Le bilan des morts dans les provinces est le suivant : Téhéran 74.406, Ispahan 21.400, Khouzistan 20.666, Khorassan-Razavi 19.300, Azerbaïdjan oriental 12.958, Mazandaran 12.485, Alborz 9048, Sistan-Baloutchistan 7526, Kerman 7198, Kurdistan 5412, Hormozgan 4560, Khorassan du Nord 4498, Bouchehr 3384.



26 Juin 2021

Nouvelle attaque de drones au Kurdistan

Trois drones chargés d'explosifs ont frappé le nord de l'Irak, près d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, où se trouve un consulat américain, ont rapporté samedi les autorités kurdes.

L'attaque a eu lieu près d'Erbil dans la nuit de vendredi à samedi, selon l'unité antiterrorisme du Kurdistan. Deux des drones ont touché et endommagé une maison tandis qu'un troisième n'a pas explosé, a-t-elle ajouté sans plus de précisions. L'annonce de cette attaque intervient le jour où le Hachd al-Chaabi, une coalition paramilitaire pro-Iran opposée à la présence américaine en Irak, a tenu une parade près de Bagdad à laquelle ont assisté de hauts responsables.

Le consulat américain a condamné dans un tweet cette nouvelle attaque, soulignant qu'elle "représentait une violation claire de la souveraineté irakienne".

Les intérêts américains en Irak sont la cible d'attaques répétées ces derniers mois. Les Etats-Unis accusent systématiquement les factions pro-Iran d'en être les responsables. Depuis le début de l'année, quelque 43 attaques ont visé les intérêts des Etats-Unis dans le pays, où sont déployés 2.500 soldats américains dans le cadre d'une coalition internationale de lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique.

L'utilisation nouvelle des

drones est un casse-tête pour la coalition car ces engins volants peuvent échapper aux batteries de défense C-RAM, installées par l'armée américaine pour défendre ses troupes. En avril, un drone "chargé de TNT", selon les autorités kurdes, s'était écrasé sur le QG de la coalition à l'aéroport d'Erbil. Un "drone piégé" s'est également écrasé en mai sur la base aérienne irakienne d'Ain al-Assad (ouest) abritant des Américains. Et début juin, trois drones ont visé l'aéroport de Bagdad, où sont aussi déployés des soldats américains, après que cinq roquettes avaient été tirées plus tôt dans la journée sur une base aérienne où opèrent des compagnies américaines.

Après cette démonstration de

force, les autorités irakiennes avaient annoncé libérer Kassem Mouslah, l'un des commandants les plus influents du Hachd al-Chaabi, suspecté d'avoir ordonné le récent assassinat d'une figure de la contestation antipouvoir.

Considéré par des analystes comme la principale force politique en Irak, le Hachd a tenu samedi une parade militaire dans la province de Diyala, qui borde Bagdad à l'est, pour célébrer son septième anniversaire. Lors du défilé, le Hachd a exhibé ses armes, notamment des lance-roquettes, selon des images diffusées par la télévision d'Etat, tandis que des hauts responsables, dont le Premier ministre irakien Moustafa al-Kazimi, se trouvaient parmi le public.



26 June, 2021
By Wladimir Wan Wilgenburg

Car bomb kills three in Kurdish city of Afrin in northern Syria

Three people were reportedly killed when a car bomb exploded in the Kurdish city of Afrin in the northern countryside of Syria's Aleppo province.

A source told Kurdistan 24 that the explosive-laden vehicle blew up at the entrance of the city. According to early reports, three people were killed in the blast, including a child, and se-

veral others were injured. North Press reported that the explosion took place near Kawa Roundabout on Azaz road.

No group has yet claimed responsibility for the bombing. But Turkey quickly blamed the People's Protection Units (YPG), which has in the past denied any responsibility for bombings in Afrin that have killed civilians.

Turkish-backed factions have controlled Afrin since March 2018 when the Turkish army launched a cross-border offensive to target the YPG, which, at the time, had been administering the area since 2012. The operation killed scores of civilians and forced hundreds of thousands of Kurds to flee their homes. Since then, Afrin has been plagued by regular attacks on

groups aligned with Turkey and indiscriminate bombings that have also killed civilians. In addition, the area sees frequent infighting between rival factions that also lead to civilian deaths.

On June 15, a car bomb in the Turkish-occupied Afrin killed two people and injured four others.

Kurdistan au féminin 26 Juin 2021

Le Kurdistan à travers le regard féminin

Exposition collective d'art contemporain kurde

Des écrivains, universitaires, musiciens, cinéastes, conteurs... kurdes se réunissent autour d'une exposition d'œuvres d'artistes kurdes qui se tient à Berlin du 26 juin à 15 août 2021 sous le titre de « Bê welat – the unexpected storytellers » (Apatride(s): les conteurs inattendus).

Cet événement hors norme préparé par Engin Sustam, Bilal Ata Aktaş, Elif Küçük, Duygu Örs et Şener Özmen est accueillie entre les murs de la Nouvelle société des arts visuels (Neue Gesellschaft für Bildende Kunst - NGBK) à Berlin.

Les artistes kurdes exposés à NGBK:

Deniz Aktaş, Havin Al-Sindy, Beizar Aradini, Nuveen Barwari, Mehmet Ali Boran, Savaş Boyraz, Mahmut Celayir, Fatoş Irwen, Miro Kaygalak, Elif Küçük, Zelal Özkan, Şener Özmen, Hêlin Şahin

Programme d'accompagnement :

Hogir Ar, Mizgîn Mûjde Arslan, Mihemedê Beyro, Yıldız Çakar, Ali Kemal Çınar, Hesen İldiz, Hero Kurda, Mîrza Metîn, Hêja Netirk, Fatma Savci, Karosh Taha, Diako Yazdani, Soleen Yusef, Helim Yûsiv, Berfin Zenderlioğlu et d'autres.

Voici la présentation de l'exposition faite par les organisateurs:

L'exposition collective « bê welat – the unexpected storytellers » examine un large éventail d'approches artistiques utilisées pour donner un sens aux réalités



BERLIN – Des écrivains, universitaires, musiciens, cinéastes, conteurs... kurdes se réunissent autour d'une exposition d'œuvres d'artistes kurdes qui se tient à Berlin du 26 juin à 15 août 2021 sous le titre de « Bê welat – the unexpected storytellers » (Apatride(s): les conteurs inattendus).

kurdes – largement façonnées par la dépression communautaire, les actes de résistance, les traumatismes et les diverses conditions de la guerre, du colonialisme, des interdictions linguistiques et des états d'exil. Cette exposition se concentre sur le « bê welat » [« apatride » en kurde], une condition de foyer et d'apatridie qui appelle à la création et à la conception de nouveaux espaces émancipateurs. Dans cet esprit, nGbK ne sera pas seulement un lieu statique : au lieu de s'appuyer sur une tradition d'éphémérité et d'auteurs extérieurs, le vaste programme, organisé par des artistes et des intellectuels kurdes, constitue une invitation à s'engager de manière critique dans l'impact de la violence d'État, du (néo)colonialisme, des lois d'assimilation et de la souveraineté des auteurs sur les arts contemporains kurdes.

Alors que la « kurdicité » est glo-

balement liée à des images d'activisme politique et de résistance anticoloniale, les interventions artistiques kurdes sont souvent considérées à tort comme quelque chose de prétendument inattendu. Mais elles peuvent aussi être considérées comme faisant partie d'une pratique décoloniale plus large et d'un auto-positionnement kurde. Basé sur la tradition en déclin des « dengbêjs » – des bardes musicaux qui préservent oralement le passé et le présent kurdes – l'objectif est d'explorer de nouvelles méthodes artistiques de narration et de matérialisation des réalités kurdes. « bê welat » expose des œuvres qui relient le Kurdistan et ses différentes diasporas.

Celles-ci vont de la réinterprétation de l'esthétique traditionnelle, de la photographie, de la peinture jusqu'à la sculpture numérique et l'art vidéo. Dans leurs œuvres, chacun des artistes sélectionnés redéfinit la géogra-

phie, le langage et les corps, entre autres aspects.

Le programme d'accompagnement de l'exposition se développera autour de « bê welat » par le biais de conversations avec des écrivains, des artistes, des cinéastes, des musiciens et des universitaires. En examinant différents genres artistiques tels que la musique, le théâtre, la littérature et le cinéma kurdes, le programme vise à faciliter un échange multidisciplinaire au sein de la scène artistique contemporaine pluraliste du Kurdistan et entre celle-ci. « bê welat – the unexpected storytellers » aspire à s'éloigner de la nostalgie, de la romance et des tropes orientalistes toujours présents, pour mettre en lumière les connectivités matérielles ainsi que les stratégies et perspectives de et sur la résilience kurde. Événement soutenu par le département du Sénat pour la culture et l'Europe et l'IFA (Institut für Auslandsbeziehungen)

En Irak, les milices chiites jouent la carte de l'escalade

Une nouvelle attaque au drone, attribuée à ces groupes pro-iraniens, a visé les abords du consulat américain d'Erbil, au Kurdistan.

MOYEN-ORIENT

Alors qu'Américains et Iraniens négocient à Vienne le redémarrage de l'accord nucléaire, en Irak, les milices chiites proches de Téhéran continuent de mettre la pression sur les États-Unis. Quitte à se livrer à un jeu dangereux. Dans la nuit de vendredi à samedi, trois drones chargés d'explosifs ont frappé les alentours d'Erbil, la « capitale » des régions autonomes kurdes du nord de l'Irak, où se trouve un consulat américain. Deux ont endommagé une maison tandis que le troisième n'a pas explosé. Dans un tweet, le consulat américain a condamné cette attaque, qui représente « une violation claire de la souveraineté irakienne ».

« Cette attaque fait partie d'une pression continue pour forcer au final les États-Unis à quitter l'Irak », analyse depuis Londres, pour Le Figaro, Hamdi Malik, chercheur au Washington Institute. « Graduellement, les milices vont vers l'escalade en utilisant des armes de plus en plus sophistiquées, comme les drones », ajoute-t-il. Depuis le début de l'année, 43 attaques ont visé les intérêts des États-Unis en Irak, où sont déployés 2 500 soldats américains dans le cadre d'une coalition internationale de lutte contre le groupe djihadiste État islamique - lutte à laquelle les milices chiites avaient également participé jusqu'à la défaite de Daech, fin 2017. Depuis, 2 500 soldats américains ont quitté l'Irak.

Un casse-tête sécuritaire

L'utilisation nouvelle des drones est un casse-tête pour la coalition car ces engins volants peuvent échapper aux batteries de défense C-RAM installées par l'armée américaine pour défendre ses troupes. En avril, un drone chargé de TNT s'était écrasé sur le QG de la coalition à l'aéroport d'Erbil. Et en mai, un autre « drone piégé » avait frappé la base aérienne irakienne d'Ain al-Assad, qui abrite des Américains.

Autre signe que ces milices n'entendent pas reculer, l'annonce de la dernière attaque perpétrée à Erbil est intervenue samedi, jour où la coalition paramilitaire pro-Iran opposée à la présence américaine en Irak tenait une parade à Diyala, près de Bagdad. De hauts responsables irakiens y ont assisté, parmi lesquels le premier ministre, Moustapha al-Kazemi, autre ennemi juré pourtant de ces milices.

Il y a un mois, celles-ci ont pénétré dans l'enceinte ultraprotégée de la zone verte de Bagdad pour s'approcher à cent mètres de son bureau et l'attaquer. Un geste considéré par certains comme une tentative de pustch contre le premier ministre, un allié des États-Unis à Bagdad. « Il s'agissait d'une démonstration de force », minimise le président du Parlement, Mohammed al-Halboussi dans l'entretien qu'il a accordé au Figaro (lire ci-dessous).

À cent jours des élections législatives, la tension est forte entre M. Kazemi, qui détient le pouvoir dans le système confessionnel irakien, et les miliciens



Le premier ministre irakien, Moustapha al-Kazemi, assiste, samedi, à Diyala, près de Bagdad, au défilé des membres de la milice chiite Hached al-Chaabî à l'occasion de la célébration du 7e anniversaire de leur fondation. -/ AFP

pro-Iran. Mais chaque camp respecte, pour l'heure, ses lignes rouges. « Kazemi ne veut pas entrer en guerre frontale avec elles car il sait que cela entraînerait une guerre civile, dont il ne veut pas », décrypte Hamdi Malik. De leur côté, les milices savent que si un soldat américain est tué lors d'une de leurs attaques, les États-Unis riposteront militairement.

Démonstration de force

Dans ce face-à-face de moins en moins feutré, le premier ministre a récemment marqué des points en réussissant à faire arrêter Qassem Mouslah, puissant chef milicien accusé d'avoir partie liée avec l'assassinat de deux manifestants à Kerbala, dans le sud de l'Irak. Mais Kazemi a dû accepter que la justice le libère au terme d'à peine une semaine sous les verrous. Samedi, Mouslah paraissait aux côtés de milliers de paramilitaires, qui ont exhibé leurs armes, notamment des lance-roquettes. Mais elles se sont abstenues de brûler des

drapeaux américains ou de scander le nom de Qassem Soleimani, le général iranien dont elles dépendaient jusqu'à son assassinat en janvier 2020 à Bagdad sur ordre de Donald Trump.

« La parade avait été retardée de 12 jours, souligne Hamdi Malik. Les miliciens n'avaient pas demandé la permission au premier ministre de la tenir, le bureau de l'ayatollah Ali Sistani (influent leader religieux chiite, NDLR) avait alors décidé de prendre une position hostile à cette démonstration de force. Ce qui a poussé les miliciens à recueillir l'aval du premier ministre. » Lequel a finalement accepté d'y participer.

« Moustapha Kazemi parvient à arracher quelques concessions » à ses ennemis, se félicite un de ses conseillers. Mais il reste clairement en position de faiblesse face à des paramilitaires dont l'objectif stratégique, défini par leur sponsor iranien, est de pousser les soldats américains au départ d'Irak.

The New York Times

June 27 2021
By Jane Arraf

‘A Fiasco’: Redesign Around Mosul Landmark Prompts Outcry

The restoration is seen as essential to the idea that the Iraqi city has moved on from ISIS. But some critics say the plan betrays Iraq’s heritage.

The palm trees were the last straw. In a UNESCO competition to restore Mosul’s most famous landmarks, there they were, in the winning design. Neither the palms nor the Gulf-style design are indigenous to the historic city, Iraqi architects complained.

At stake were not only the \$50,000 award and the contract for a final design — which was funded by the United Arab Emirates and went to an Egyptian architectural team — but, seemingly, the pride of Iraq’s second-largest city, which was rising from the rubble of its battle against the Islamic State four years ago.

“It’s a fiasco, honestly,” said Ihsan Fethi, one of Iraq’s best-known architects, of the competition for the Nouri mosque project. “The whole thing has been a terrible tragedy for us.”

Mr. Fethi and the Iraqi architects’ union had more substantive complaints about the winning entry for a new mosque complex than transplanted trees, including elements they viewed as anti-Islamic and a lack of parking. They say it betrays the architectural heritage of the historic city.

It is a resentment all the more keenly felt in a country with a proud architectural history that fostered Rifat Chadirji, considered the father of modern Iraqi architecture, and the design icon Zaha Hadid. In previous decades, architecture was so important to Iraq that it



A rendering of the winning design for the new complex in Mosul. The project will restore the mosque and minaret and will also add a cultural center, a park and a school. UNESCO

commissioned buildings by Le Corbusier and plans by Frank Lloyd Wright.

The Iraqi Society of Engineers, which oversees the architects’ union, issued a statement opposing the project. The Iraqi Architectural Heritage Preservation Society rejected the winning design in the 123-entry competition as seriously flawed. It said the design introduced numerous “alien” concepts that would change the site beyond recognition and called on Iraq’s prime minister to intervene.

It is not the site of just any mosque. Formally known as the Great Mosque of Al-Nouri, it was where in 2014 Abu Bakr al-Baghdadi, then the leader of ISIS, declared a caliphate after the group’s fighters took control of Mosul along with almost one-third of Iraq

and parts of Syria. Three years later, as U.S.-backed Iraqi forces fought to defeat the terrorist group, ISIS fighters blew up the mosque and an even more iconic minaret as they retreated.

The damaged Al-Hadba minaret, an icon, is part of the \$50 million restoration project. The approximately 150-foot-high minaret, which tilted after it was built, is a symbol of Mosul. Andrea DiCenzo for The New York Times

Airstrikes and explosives flattened large parts of the old section of Mosul and killed thousands of civilians as well as hundreds of Iraqi security forces. Rebuilding the mosque complex is seen as essential to the idea that despite its losses, the battered city has moved beyond ISIS.

Al-Nouri mosque, named after Nur

al-Din Mahmoud Zangi, the ruler of Mosul and Aleppo, dates back to the 12th century but was completely rebuilt in the 1940s.

The \$50 million project will also restore two heavily damaged churches nearby and repair a 12th-century brick minaret near the mosque — a symbol of Mosul so iconic that the tilted minaret is on Iraq’s 10,000 dinar note. In announcing the architectural competition, the U.N. cultural agency said the new design was intended to advance the city’s reconciliation and cohesion.

But in many circles, it has done anything but, prompting an uproar among architects, urban planners and some Mosul residents who say it ignores Iraqi heritage. Perhaps in a nod to the United Arab Emirates, which is footing the bill, the winning design features cream-colored brick and straight angles of the kind found in the Gulf — a contrast to the arches, blue-veined local alabaster and limestone of traditional Mosul buildings.

A UNESCO assistant inside the damaged mosque. The agency said the new design was intended to advance the city’s reconciliation and cohesion. Andrea DiCenzo for The New York Times

“The local architectural language isn’t there,” especially given this city’s history, said Ahmed Tohala, a lecturer in architecture at the University of Mosul. “The materials, colors, elements, proportion, rhythm, relationship between the

elements — it is another strange language.”

“It looks very much like the Emirates,” Mr. Fathi said.

To be fair, some of the requirements were mandated by Iraq’s Sunni Endowment Office, which oversees Sunni mosques in Iraq. On a recent day at the worksite, above the roar of a generator, Maher Ismail, the Sunni endowment’s project manager, declared it “a beautiful design.”

The expanded mosque complex will include a public park, a religious high school and a cultural center, while the mosque and minaret will be restored and architecturally unchanged.

Al-Nouri mosque in Mosul in 2014, before it was destroyed by the Islamic State. European Pressphoto Agency

Mr. Ismail said the criticism of the complex design had been generated by jealous architectural firms.

“Some of the people who wanted to work on the mosque and had no chance to do it have created many problems to stop the work,” he said.

After the outcry, UNESCO held a meeting with the Iraqi architects’ union, which maintained that it should have been consulted from the start. Among the main complaints besides aesthetics were

competition requirements that called for an open courtyard next to the mosque open to the general public and a separate section for dignitaries to be built on a balcony of the prayer hall.

“A V.I.P. section is anathema to Islam,” Mr. Fathi said. He said jurors, including the head of the jury, his former student, lacked the necessary background in Islamic architecture to be able to properly choose a winning design.

Original marble and stone from the mosque stacked up in the courtyard of the complex. Some pieces have been cataloged and sorted for the restoration. Andrea DiCenzo for The New York Times

There were also practical concerns — in a city with no public transportation system, there were only 20 parking places planned, to be used by employees of the complex.

Mr. Ismail said that instead of putting a V.I.P. section in the prayer hall itself, they planned a V.I.P. hall next to the mosque for visiting officials.

UNESCO also points out that the competition rules were developed in coordination with the Iraqi Ministry of Culture. It says the winners are expected to produce a more detailed final design with construction to start this fall.

Paolo Fontani, UNESCO’s Iraq di-

rector, said there could be changes made to the final plans, as is normal in a competition for an initial design. He said UNESCO would consult with local experts and architects.

Iraqi construction workers rebuilding a home near the mosque complex in Mosul, Iraq. Andrea DiCenzo for The New York Times

The lead partner in the winning Egyptian firm, Salah El Din Samir Hareedy, died shortly after the competition results were announced. Mr. Hareedy died of complications from Covid-19, but meanspirited Iraqis joked on social media that it was the curse of Mosul residents upset over his design that killed him.

At the construction site in the heart of Mosul’s historic section on the west side of the Tigris River, crews have removed almost 6,000 tons of rubble from the bombed site, recovering and cleaning 45,000 bricks that will be used to rebuild the minaret. Pieces of marble and stone from the heavily damaged mosque have been cataloged and sorted for the restoration.

Local carpenters working under the supervision of an Italian expert are restoring damaged woodwork in the mosque.

Architects, urban planners and some Mosul residents say the design ignores Iraqi heritage. Andrea

DiCenzo for The New York Times

Across the street from the planned complex, a new coffeehouse started by local activists flanks a row of brightly colored shops intended to help bring life back to the devastated area.

“It’s too modern,” said Mobashar Mohammad Wajid of the complex design. But Mr. Wajid, standing in his tiny art studio across from the coffeehouse featuring his calligraphy designs, said that once the complex was completed, Mosul residents would probably be pleased with it.

“When they see buildings are being rebuilt,” he said, “they are going to be so happy.”

We use cookies and similar methods to recognize visitors and remember their preferences. We also use them to measure ad campaign effectiveness, target ads and analyze site traffic. To learn more about these methods, including how to disable them, view our Cookie Policy. Starting on July 20, 2020 we will show you ads we think are relevant to your interests, based on the kinds of content you access in our Services. You can object. For more info, see our privacy policy. By tapping ‘accept,’ you consent to the use of these methods by us and third parties. You can always change your tracker preferences by visiting our Cookie Policy.



June 28, 2021
By Hiwa Shilani

Iraq again records over 6,000 new COVID-19 cases

Iraq’s Ministry of Health on Monday announced 6,346 new coronavirus infections in the past 24 hours.

This is the highest number of daily cases recorded by health authorities since announcing the country had entered a third

wave of the pandemic, which an official described as “more deadly” than the previous two. Infections reached all-time highs in April this year but steadily declined throughout May. Now cases appear to be increasing again, with authorities recording over 6,000 cases for

three days in a row starting June 22.

The Ministry of Health said that 30 people died as a result of the disease throughout Iraq, including the Kurdistan Region. This brings the total number of infections in Iraq to 1,332,046, including 17,121 deaths.

Authorities complain that the major cause of continued soaring numbers is the general lack of commitment by a majority of the population to health guidelines and restrictions. Vaccination-hesitancy is also common in the Middle Eastern nation.

Frappes américaines contre des milices pro-Irak et en Syrie, « un message fort » selon Blinken

L'administration Biden entend afficher sa fermeté alors que les attaques de drone contre les bases américaines stationnées en Irak se multiplient.

En réponse à la multiplication des attaques au drone contre les forces américaines stationnées en Irak, le président Joe Biden a ordonné, dans la nuit de dimanche 27 à lundi 28 juin, des frappes contre des milices chiites pro-iraniennes à la frontière irako-syrienne. Selon le Pentagone, l'offensive aérienne a ciblé des centres opérationnels et des dépôts d'armes en Syrie et en Irak utilisés par des milices soutenues par l'Irak « impliquées dans des attaques à l'aide de véhicules aériens non habités contre des personnels et des installations américaines en Irak », faisant une dizaine de morts. Les unités de la Mobilisation populaire, une force gouvernementale irakienne dominée par les milices pro-Téhéran, ont confirmé la mort de quatre de leurs combattants dans des frappes près d'Al-Qaïm, dans l'ouest de l'Irak.

En dépit des protestations de Bagdad – le premier ministre Mustafa Al-Kadhimi a dénoncé une « violation flagrante de la souveraineté » irakienne et appelé « à éviter l'escalade » – et des appels à la vengeance des milices pro-iraniennes, l'administration américaine a affiché sa fermeté. « Cette action de légitime défense (...) pour prévenir d'autres attaques envoie un message très important et fort », a assuré, lundi, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, en marge d'une réunion à Rome de la coalition internatio-



Funérailles après les frappes américaines à la frontière syro-irakienne, le 28 juin 2021. ZAID AL-OBEIDI / AFP

nale contre l'organisation Etat islamique (EI). Lundi soir, les milices pro-iraniennes ont répliqué en tirant plusieurs obus sur une base militaire américaine dans le champ pétrolier d'Al-Omar, près de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie, sans faire de victimes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Depuis la mort du général irakien Ghassem Soleimani, le chef de la force Al-Qods chargée des opérations extérieures des gardiens de la révolution, lors d'une frappe américaine à Bagdad en janvier 2020, les milices chiites pro-Téhéran ont juré de bouter les troupes américaines hors d'Irak. Sur fond de tension entre l'Irak et l'ancienne administration de Donald Trump, les attaques contre les intérêts américains se sont multipliées, fai-

sant craindre une confrontation ouverte sur le terrain irakien. La trêve décrétée à l'automne 2020 par les milices pro-iraniennes, après des menaces de représailles américaines et l'annonce du retrait programmé des 2 500 soldats américains encore déployés en Irak, a fait long feu. Un regain d'attaques est observé depuis avril, alors que des négociations indirectes se tiennent à Vienne entre l'administration Biden et les autorités iraniennes sur le dossier nucléaire.

Ogives de fabrication iranienne

La plupart de ces attaques sont désormais perpétrées à l'aide de drones. Sur la quarantaine enregistrée depuis le début de l'année, et que Washington impute aux factions pro-iraniennes, dix ont été menées avec des drones, estiment les experts

américains Michael Knights et Crispin Smith, dans une note du Washington Institute for Near East Policy publiée le 27 juin. Certaines de ces attaques ont visé les aéroports de Bagdad et d'Erbil, au Kurdistan irakien, qui abritent des bases américaines, ainsi que la base militaire d'Al-Asad, dans l'ouest de l'Irak, où sont stationnées des troupes américaines. Une autre attaque au drone, menée depuis l'Irak, a visé la capitale saoudienne Riyad.

L'utilisation des drones représente un véritable casse-tête pour les Etats-Unis, car ces engins peuvent échapper aux batteries de défense C-RAM, qui ont été installées près des installations américaines pour contrer les tirs de roquette. Les experts estiment que l'Irak fournit cette technologie aux milices qui lui sont loyales, à l'instar des brigades du Hezbollah. Parmi les différents modèles de drones qui ont été employés, certains comportaient des ogives de fabrication iranienne, précisent MM. Knights et Smith. « Tous les drones utilisés semblent être téléguidés par GPS avec un ensemble de cibles préprogrammées. Les drones montrent également des signes de ciblage très précis des ressources de renseignement, de surveillance et de reconnaissance de la coalition et de ses défenses antimissiles, ce qui vise probablement à chasser ces ressources hors d'Irak », écrivent-ils encore.

Un atelier pour la défense de la langue kurde à Diyarbakir

Un atelier intitulé « Le temps est celui de la défense de la langue » (Dem Dema Parastina Zimanê), co-organisé par le Parti démocratique des peuples (HDP) et l'Association de recherche sur la langue et les cultures mésopotamiennes (MED-DER), a débuté lundi.

Les participants discutent des politiques d'assimilation, des interdictions de l'État turc et des pressions exercées sur la langue kurde et des mesures politiques à prendre pour défendre le Kurde. L'atelier, qui se tient dans un hôtel d'Amed, durera deux jours.

Les participants étaient composés des membres de la

Plateforme de la langue kurde, du Réseau de la langue et de la culture kurdes, du député HDP d'Amed, Dersim Dağ, des administrateurs du Parti communiste du Kurdistan (KKP) et des activistes du Mouvement des femmes libres (TJA). Le discours d'ouverture a été prononcé par Şilan Elmas Kan, co-présidente de MED-DER.

Parlant des interdictions imposées par les politiques d'extorsion des administrateurs de l'État dans les municipalités sur la langue kurde, M. Kan a déclaré qu'ils luttent contre les administrateurs et les politiques d'annihilation de la langue, afin que la langue kurde soit intégrée dans la vie

politique et sociale.

Rifat Roni, co-président de MED-DER, récemment libéré de la prison de type D de Diyarbakir, a commencé son discours en transmettant les salutations des prisonniers politiques. Il a déclaré : « Le peuple kurde a lutté et payé un prix très cher pour sa langue maternelle. La langue maternelle a un rôle déterminant pour la reconnaissance d'une nation. Nous défendons notre langue et la transmettons aux générations suivantes. »

Appel à parler kurde

Le député du HDP Dersim Dağ a donné des informations sur la lutte de son parti pour que

la langue kurde soit une langue officielle et éducative en Turquie. Expriment qu'ils ont réalisé des travaux pour toutes les langues, et pas seulement pour le kurde, Dağ a poursuivi : « Nous, en tant que politiciens kurdes, allons améliorer nos politiques concernant la question de la langue. Aujourd'hui est le jour pour parler et défendre le kurde. Nous défendons notre langue en lisant, parlant et écrivant davantage en kurde. »

Après les discours, un documentaire sur l'importance de la langue kurde a été projeté. L'atelier se poursuit également ce mardi.

The New York Times

30 June 2021
By David E. Sanger

Biden Faces Intense Cross Currents in Iran Policy

President Biden's decision to strike Iranian-backed militias in Iraq and Syria early on Monday illustrated the delicate balancing act of his approach to Tehran: He must demonstrate that he is willing to use force to defend American interests, while keeping open a fragile diplomatic line of communication as the two countries try to resuscitate the 2015 deal limiting Iran's nuclear program.

In public, administration officials insisted that the two issues are

separate.

Mr. Biden, they said on Monday, acted under his constitutional authority to defend American troops by carrying out airstrikes on sites used to launch drone attacks on American forces in Iraq. They said that should not interfere with the final push to bring both countries back into compliance with the nuclear accord. In fact, the issues are deeply intertwined.

To the Iranians, the march toward the capacity to build a nuclear weapon has been in part

an effort to demonstrate that Tehran is a force to be reckoned with in the Middle East and beyond. Now, the country's power has been augmented by a new arsenal of highly accurate drones, longer-range missiles and increasingly sophisticated cyberweapons, some of which involve technologies that seemed beyond Tehran's skills when the nuclear deal was negotiated in 2015.

Part of Mr. Biden's goal in trying to revive the nuclear deal is to use it as a first step toward pressing Iran into addressing

other issues, including its support for terrorist groups in the region and its expanded arsenal. On that front, the strikes ordered Sunday and carried out early Monday by U.S. Air Force fighter-bombers are not expected to be any more than a temporary setback to Iran.

There is also the danger of escalation. Later on Monday, Iranian-backed militias were suspected of firing rockets at American forces in Syria, according to a U.S. military spokesman, Col. Wayne Marotto. Kurdish-Syrian

news media said the targets were U.S. troops near an oil field.

Even if the administration succeeds in putting the nuclear deal back together, Mr. Biden will still face the challenge of finding a way to further rein in the Iranians — a step the country's new president-elect, Ebrahim Raisi, said the day after his election that he would never agree to.

In that sense, the airstrikes only underscored how many conflicting currents Mr. Biden faces as he attempts to fashion a coherent Iran policy. He faces pressures in various directions from Congress, Israel and Arab allies, never mind Tehran's incoming, hard-line government, led by Mr. Raisi, who was placed under sanctions in 2019 by the Treasury Department, which concluded that he "participated in a so-called 'death commission' that ordered the extrajudicial executions of thousands of political prisoners" more than 30 years ago.

In Congress, some Democrats saw the military strikes ordered by Mr. Biden as continuing a pattern of presidential overreach in the use of war powers without congressional consultation or consent. Senator Christopher S. Murphy, Democrat of Connecticut, questioned on Monday whether Iran's repeated attacks through its proxies in Iraq amount to what he termed a "low-intensity war."

"You can't continue to declare Article II authorities over and over again," he said, referring to the constitutional authority as commander in chief that Mr. Biden cited to justify the strikes, "without at some point triggering Congress's authorities" to declare war.

In an interview, Mr. Murphy said the "repeated retaliatory strikes against Iranian proxy forces are starting to look like what would qualify as a pattern of hostilities" that would require Congress to debate a war declaration, or some other authorization for the president to use military force. "Both the Constitution and the

War Powers Act require the president to come to Congress for a war declaration under those circumstances," Mr. Murphy said.

Mr. Biden's argument, of course, is that targeted strikes and re-entering the nuclear deal that President Donald J. Trump pulled out of three years ago are all about avoiding war — and White House officials say they have no intention of seeking a war declaration against Iran or its proxies. Secretary of State Antony J. Blinken, traveling in Europe, called the strikes "necessary, appropriate, deliberate action that is designed to limit the risk of escalation, but also to send a clear and unambiguous deterrent message."

But at the same time, such strikes are also part of Mr. Biden's answer to Republicans at home, who overwhelmingly opposed the 2015 accord and are looking to portray the president as weak in the face of Iranian aggression.

At the White House on Monday, Jen Psaki, the press secretary, said the logic was simple: "The attacks against our troops need to stop, and that is why the president ordered the operation last night, in self-defense of our personnel."

She said the Iranian proxies had launched five unmanned aerial vehicle attacks on U.S. forces since April, and it was time to draw the line.

For Mr. Biden, Congress is only part of the complications surrounding dealing with Iran. The new Israeli government has expressed continuing, deep reservations about restoring the 2015 accord, much as former Prime Minister Benjamin Netanyahu did when he lobbied against the original accord, including in an address to Congress that angered President Barack Obama and Mr. Biden, then his vice president.

On Monday, as the administration began briefing allies and Congress about the attack, Mr.

Biden met with Israel's outgoing president, Reuven Rivlin. It was largely a farewell session to thank him for years of partnership with the United States, including seven as Israel's president, before Mr. Rivlin steps down. Mr. Biden used the moment in the Oval Office with Mr. Rivlin to restate his vow that "Iran will never get a nuclear weapon on my watch."

It was intended as a signal that Israel and the United States share the same goal, even if they have very different concepts of how to disarm the Iranians. But the differences are playing out on the question of what kind of nuclear agreement is needed now, six years after the original went into effect. Iran's capabilities, and its progress on other weapons systems, have advanced considerably since the original agreement went into effect.

Senior Biden administration officials, from Mr. Blinken on down, have conceded that among the shortcomings of the old nuclear accord is that it needs to be "longer and stronger," and address Iran's missile development program and support of terrorism.

Now the aperture appears to be widening even further: It is increasingly clear that any comprehensive agreement that addresses America's many complaints about Iranian behavior must also cover a broad range of new weaponry that Iran's forces were only tinkering with six years ago.

Today, those weapons — drones that can deliver a small conventional weapon with deadly accuracy against American troops, missiles that can target all of the Middle East and the edges of Europe, and cyberweapons turned against American financial institutions — are used regularly by Iranian forces.

None of those weapons are covered in the 2015 accord, though there was a simultaneous, separate missile agreement, endorsed by the United

Nations Security Council, which Iran has largely ignored. There is a growing recognition that if Mr. Blinken is to make good on his pledge of a "longer and stronger" agreement, it will have to include many of those weapons, not just missiles.

The question is whether Iran can be drawn into an agreement that covers those technologies after the core of the 2015 accord is restored, assuming it is. Mr. Biden's aides say that is their goal — and that they will have leverage, because Iran wants greater access to Western banking systems for its oil sales.

But the theory that Washington can negotiate with the new hard-line government is still untested. And there are some worrisome signs.

Without explanation, Iran has refused to extend an agreement with international nuclear inspectors that expired Thursday and has kept security cameras and other sensors fixed on the country's stockpile of nuclear fuel even though inspectors have not been allowed inside Iran's facilities during the negotiations. That is critical for the administration, which will have to convince Congress, Israel, Saudi Arabia and others that no nuclear material was secretly diverted to bomb projects while the negotiations were underway.

While American officials said on Monday that they had no reason to believe the cameras had stopped operating, Iranian officials are clearly trying to increase the pressure — suggesting that unless a deal comes together on their terms, the West could go dark in its understanding of what is happening to Iran's nuclear stockpiles.

If that blows into a full-scale crisis, it could imperil the nuclear accord — and pitch the administration into a new cycle of escalation, exactly what it wants to avoid.

Lara Jakes, Michael Crowley, Jane Arraf and Jennifer Steinhauer contributed reporting.



REUTERS

By Stephanie Nebehay
29/06/2021

EXCLUSIVE U.N. expert backs probe into Iran's 1988 killings, Raisi's role

GENEVA, June 29 (Reuters) -

The U.N. investigator on human rights in Iran has called for an independent inquiry into allegations of state-ordered executions of thousands of political prisoners in 1988 and the role played by President-elect Ebrahim Raisi as Tehran deputy prosecutor.

Javaid Rehman, in an interview with Reuters on Monday, said that over the years his office has gathered testimonies and evidence. It was ready to share them if the United Nations Human Rights Council or other body sets up an impartial investigation.

He said he was concerned at reports that some "mass graves" are being destroyed as part of a continuing cover-up.

"I think it is time and it's very important now that Mr. Raisi is the president (-elect) that we start investigating what happened in 1988 and the role of individuals," Rehman said from London, where he teaches Islamic law and international law.

A probe was in the interest of Iran and could bring closure to families, he said, adding: "Otherwise we will have very serious concerns about this president and the role, the reported role, he has played historically in those executions."

Raisi's office could not be reached for comment. The office of the spokesman of the Iranian judiciary was not immediately available to comment. Iran's missions to the United Nations in Geneva and New York did not respond to requests for comment.

Raisi, a hardline judge, is under U.S. sanctions over a past that



Iran's President-elect Ebrahim Raisi speaks during a news conference in Tehran, Iran June 21, 2021. Majid Asgaripour/WANA (West Asia News Agency) via REUTERS

includes what the United States and activists say was his involvement as one of four judges who oversaw the 1988 killings. Amnesty International has put the number executed at some 5,000, saying in a 2018 report that "the real number could be higher".

Raisi, when asked about allegations that he was involved in the killings, told reporters: "If a judge, a prosecutor has defended the security of the people, he should be praised ... I am proud to have defended human rights in every position I have held so far."

Rehman said: "We have made communications to the Islamic Republic of Iran because we have concerns that there is again a policy to actually destroy the graves or there may be some activity to destroy evidence of mass graves."

"I will campaign for justice to be done," he added.

In a statement, the Justice for Victims of the 1988 Massacre in

Iran welcomed Rehman's call, saying that a U.N. investigation into the extrajudicial executions was "long overdue".

ARRESTS, INTIMIDATION

Raisi succeeds Hassan Rouhani on Aug. 3, having secured victory this month in an election marked by voter apathy and political restrictions. [read more](#)

Rehman denounced what he called "deliberate and manipulative strategies adopted to exclude moderate candidates and to ensure the success of a particular candidate".

"There were arrests, journalists were stopped from asking specific questions about the background of the presidential candidate Mr Raisi and there was intimidation towards any issues that were raised about his previous role and background." Iran has never acknowledged that mass executions took place under Ayatollah Ruhollah Khomeini, the revolutionary leader

who died in 1989.

"The scale of executions that we hear imply that it was a part of a policy that was being pursued...It was not just one person," Rehman said.

He said there had also been "no proper investigation" into the killing of protesters in Nov. 2019, the bloodiest political unrest since the 1979 Islamic revolution.

"Even by conservative estimates we can say that more than 300 people were killed arbitrarily, extrajudicially, and nobody has been held accountable and no compensation," he said.

"There is a widespread and systemic impunity in the country for gross violations of human rights, both historically in the past as well as in the present."

Reporting by Stephanie Nebehay;
Editing by Peter Graff, Jon Boyle and Cynthia Osterman



Washington Kurdish Institute

June 29, 2021

Kurdistan's Weekly Brief June 29, 2021

Iran

Thousands of workers at petroleum refineries and power plants across Iran went on strike last Tuesday to protest poor working conditions and the delayed payment of salaries. The massive strike began when 700 workers were fired from the Shahr-e Rey refinery in southern Tehran Province. Iranian authorities arrested several strike organizers but failed to prevent additional workers and unions from joining the strike, including at least 100 workers and activists from Sanandaj (Sena). The [Cooperation Center for Iranian Kurdistan's Political Parties \(CCIKP\)](#) threw its support behind the strike, describing it as an attempt to secure "legitimate rights" and calling for other domestic and international organizations to back the "workers' struggle."

Iranian security forces arrested a [Yarsani activist](#) named Kharollah Haqjoian in Kermanshah Province's Sahneh city last week. Additionally, Iranian authorities detained three Kurds named Zaniar Muradi, Amjad Muradi, and Deler Shamaham in Divandar, two more in Shinno, Raza Ezit and Shorsh Mahmudian, and another in Sanandaj named Mikael Minbari. Meanwhile, the Kurdistan Association for Human Rights (KMMK) reported it had received information on a detained activist named Mahmud Niromand. Niromand has remained missing for over a month since his arrest in Khorasan Province's Kalat District.

Iranian border guards killed a Kurdish border porter ([Kolbar](#)) named Fahim Rostam Zadeh near Hawraman and another named Wahed Mohammedpour near Sardasht on Wednesday. Iranian authorities also injured a Kolbar, Salar Mirazee, near Salas-e Babajani.

Iraq

Three suicide drones, one of

which did not explode, landed two miles from the US Consulate in Erbil in Bragh village on Saturday morning, causing property damage. Despite no claims of responsibility, Iranian-backed militias remain the prime suspects due to the fact they have launched [three previous attacks](#) on US facilities in Erbil since December 2020. The [US Consulate](#) and Kurdistan Regional Government (KRG) denounced the attack, and US forces struck several Iranian-backed militia facilities along the Iraq-Syria border on Sunday. [The US Department of Defense](#) then released a statement following the strikes that read, "The positions struck were utilized by Iran-backed militias that are engaged in unmanned aerial vehicle (UAV) attacks against U.S. personnel and facilities in Iraq."

Turkish warplanes and drones struck several locations in Dohuk Governorate's Amedi District and killed several [cattle](#). Additional Turkish strikes in Hiror caused a power outage. Though Turkey repeatedly claims its incursion into Iraqi Kurdistan is meant to counter the Kurdistan Workers' Party (PKK), it has established numerous military bases and outposts in the region. Turkey's ongoing operations have also killed dozens of civilians and displaced thousands more. Despite the international community's failure to take a clear position on the Turkish invasion of Iraq's Kurdistan region, Norwegian Minister of Foreign Affairs [Ine Marie Eriksen Søreide](#) requested Turkey respect international law and said, "We are concerned about [Turkey's] increased military activity in northern Iraq."

ISIS (Da'esh) terrorists launched several more attacks on infrastructure and security forces in the "Disputed Territories," including Kirkuk Governorate's Hawija District, last week. Da'esh continues to exploit the fragile secu-

rity situation in the region and has now killed 20 Iraqi military personnel during the past two weeks.

Syria

Turkish forces and their Islamist proxies attacked the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) in Giri Spi (Tal Abyad), Manbij, and the Christian town of Tel Tamer. Turkish proxies also clashed with the SDF-affiliated Manbij Military Council (MMC) on Monday and Tuesday. Moreover, the SDF's Christian faction, the Syriac Military Council, accused Turkey of violating international law by prosecuting three of its fighters captured in [Syria inside Turkey](#).

Da'esh terrorists shelled an SDF base near [al Omar oil field](#), east of Deir Ez Zor Governorate's al Mayadin town, on Monday. The SDF announced the attack caused "material losses" and began implementing precautionary measures in the area to prevent further attacks. At the same time, the SDF announced it detained 22 Da'esh terrorists in Deir Ez Zor's al Basirah town. Finally, SDF General Commander [Mazloum Abdi](#) called for the repatriation of "tens of thousands of Da'esh remnants in Syrian camps."

US Secretary of State Antony Blinken announced the provision of [\\$436 million in additional humanitarian assistance](#) to vulnerable Syrians in Syria and neighboring countries. Blinken went on to say the aid will be used to combat the COVID-19 pandemic and ensure access to "food, clean water, shelter, healthcare, nutrition, protection, and education, among other forms of relief."

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported the Turkish-backed Hamza Division and Faylaq as Sham seized more Kurdish lands in [Afrin's](#)

[suburbs](#). Afrin's Kurdish population has decreased from 95 percent to approximately 40 percent since Turkey and its proxies occupied the town in 2018.

Turkey

Peoples' Democratic Party (HDP) leaders Pervin Buldan and Mithat Sancar met with attorneys and experts to prepare a defense against the Turkish government's legal efforts to close the party. Buldan described the filing as "historic" and said "the closure case will do no good for Turkey's democracy and its future." Sancar spoke against the prosecutor's evidence in saying, "It is not possible to prepare an indictment accusing the HDP of separatism and violence. The HDP is the party that resolutely advocates living in peace and democracy in Turkey." The Turkish government has already closed over a dozen political parties, including nine Kurdish ones, since the founding of the Republic of Turkey in 1923.

The third session of the "Kobani Trial" against 108 HDP members continued with several defendants incarcerated for previous offenses participating from prison. HDP Foreign Affairs Commission member and defendant Nazmi Gur claimed he and other detainees were suffering ill-treatment and being harassed by prison officials.

The Turkish government's crackdown on Kurdish activism resumed with the arrest of more HDP members and activists last week. Turkish police detained four people attempting to commemorate the death of a Kurdish woman murdered by a [Turkish ultranationalist](#) on June 17. Moreover, Turkish police arrested three Kurdish men in the Beytüşşebap District of Şırnak Province. Lastly, the Turkish military launched an operation in Bitlis Province's Hizan District.

Strasbourg : la mosquée de la discorde

L'adoption par le Conseil municipal de Strasbourg du principe d'une subvention pour la construction d'une mosquée soutenue par une association turque, le Millî Görüs, soupçonné de prôner l'islam politique et d'œuvrer en sous-main pour la Turquie, a mis le feu aux poudres. L'Etat a croisé le fer avec la maire, Jeanne Barseghian, qui rejette toute idée de faute. Privé de financement, le Millî Görüs a finalement retiré sa demande de subvention. Mais les problèmes de fond demeurent.

■ PAR VAROUJAN MARDIKIAN

Dire que la vive controverse autour de la diffusion de l'islam politique en France va aller en s'amplifiant relève de l'évidence, et l'affaire de Strasbourg illustre au mieux l'importance et la diversité des enjeux portés par cette problématique. Le 22 mars dernier, le Conseil municipal de la capitale alsacienne a voté le "principe d'une subvention" de 2,56 millions d'euros (1) pour la construction de la nouvelle mosquée Eyyüb Sultan, vouée à devenir la plus grande d'Europe (voir encadré p. 18). Dès le lendemain, le ministre de l'Intérieur et des Cultes, Gérald Darmanin, s'est opposé avec fracas à cette délibération, reprochant à la maire de Strasbourg,

Jeanne Barseghian, de financer une mosquée soutenue par une fédération turque, le Millî Görüs (voir encadré p.19), "qui a refusé de signer la Charte des principes de l'islam de France et qui défend un islam politique". Et d'enfoncer le clou : "Même si la Loi séparatisme n'est pas encore adoptée, devant la gravité des décisions prises par la municipalité verte de Strasbourg, j'ai demandé à la préfète



Gérald Darmanin

du Bas-Rhin de déférer la délibération d'octroi de subvention devant le juge administratif." Gérald Darmanin précise avoir averti en janvier "élus locaux et services de la préfecture de tentatives d'ingérence extrêmement fortes, notamment de la part de la Turquie". Quant à la préfète du Bas-Rhin, Josiane Chevalier, elle a également indiqué le 24 mars avoir alerté Jeanne Barseghian sur ce projet.

Le lendemain, le chef de l'Etat en personne, Emmanuel Macron, est monté au créneau, depuis l'Elysée, pour soutenir le ministre de l'Intérieur. "Il y a l'existence de groupes constitués, l'existence de groupes politiques sur le continent européen, qui sont eux, aujourd'hui, activés par des organes de

propagande officielle. Parfois ils se mêlent de nos élections, d'autres fois ils se mêlent de financement d'associations. Nous l'avons encore vu ces derniers jours avec les alertes légitimes faites par le ministre de l'Intérieur à l'égard de quelques collectivités territoriales, peut-être un peu trop complaisantes", a déclaré le président. Du côté de l'Etat, le ton était donné.

Directement mise en cause, Jeanne Barseghian a d'abord fait observer que l'octroi effectif de la subvention doit faire l'objet d'un second vote et reste conditionné à la présentation par le Millî Görüs d'un plan de financement transparent. En outre, dans un courrier adressé au président Emmanuel Macron et rendu public le 24 mars, elle a réfuté toute "mise en garde" qui lui aurait été adressée par les services de l'Etat. A Gérald Darmanin, qui avait affirmé sur BFM TV que la mairie de Strasbourg "n'aurait pas dû financer une ingérence étrangère" en France, elle a répliqué : "Si le ministre de l'Intérieur a des preuves qu'il y a des raisons de penser que financer cette mosquée, c'est financer une association islamiste, qu'il nous donne les éléments pour pouvoir agir en conséquence". Et d'ajouter : "Si cette association [ndlr : Millî Görüs] pose de tels risques, pourquoi le gouvernement ne l'a-t-il pas dissoute ? J'applique les lois de notre République, le contrôle de légalité sera exercé et si le gouvernement m'apporte les éléments dont je ne dispose pas, je prendrai bien évidemment mes responsabilités."

En réponse à la volée de bois vert envoyée par le ministre de l'Intérieur, Fatih Sarikir, le président de l'antenne française du Millî Görüs, a critiqué Gérald Darmanin pour ses "propos ambigus et inexacts" lorsqu'il accuse son organisation "de faire de l'islam politique et d'être pro-turque". Eyüp Sahin, qui préside à la fois le Conseil régional du culte musulman d'Alsace et le Millî Görüs dans le Grand Est, lui a emboîté le pas : "Nous sommes une association européenne, française. Les puissances étrangères n'interviennent en aucun cas dans nos décisions." A l'appui de sa décision de ne pas signer à ce jour la Charte des principes de l'islam de France, présentée le 18 janvier dernier, il a fait valoir les "réticences" de plusieurs Conseils régionaux du culte musulman et de "centaines de mosquées" face à cette charte "dans son état actuel".

Mais ces démentis du Millî Görüs ne parviendront pas à entamer la détermination de Gérald Darmanin. Bien au contraire. Dans un courrier adressé aux préfets, publié le 31 mars par l'AFP, le ministre de l'Intérieur leur a demandé "de



D.R.

Eyyüb Sultan, la future plus grande mosquée d'Europe

Placée dans le quartier de la Meinau, à Strasbourg, la mosquée Eyyüb Sultan sera construite dans un style néo-ottoman par l'architecte Hilmi Senalp, désigné souvent comme « l'architecte de cour » du président turc Recep Tayyip Erdogan, dont il est un ami personnel. La future plus grande mosquée d'Europe sera dotée de deux minarets d'une hauteur de 36 mètres, et pourra accueillir jusqu'à 2 500 fidèles. Mais cette mosquée s'intégrera également dans un vaste ensemble comprenant un restaurant, un salon de thé, un salon de coiffure, une épicerie, un espace jeunes, des salles de classe et une salle polyvalente. En somme, une micro-société dont la vocation dépasse de loin le simple cadre culturel.

La première pierre de cette mosquée a été posée le 15 octobre 2017, en présence du maire de Strasbourg et du préfet de l'époque, respectivement Roland Ries et Jean-Luc Marx. Le coût total du projet se chiffre à 32 millions d'euros, dont 25,6 millions d'euros pour sa partie religieuse. ■

V. M.

ne pas inviter aux [prochaines] assises territoriales avec les acteurs de l'islam de France les fédérations ou structures affiliées qui ont explicitement refusé d'adhérer aux principes posés par la charte ». Trois structures sont dans le collimateur du gouvernement : Foi et Pratique, le Millî Görüs et le Comité de coordination des musulmans turcs de France. Le 20 janvier dernier, ces trois organisations avaient justifié leur décision de ne pas signer la charte, dans sa version actuelle, par l'existence de « certains passages et formulations de nature à fragiliser les liens de confiance entre les musulmans de France et la Nation ».

Début avril, le gouvernement a encore haussé le ton. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Le Point* (01/04), Gérard Darmanin a averti que l'Etat « n'a rien à négocier » avec les organisations qui ont refusé de signer la charte et qu'il va resserrer les contrôles sur leurs activités. Car leur attitude « a révélé ce monde mystérieux d'ingérence étrangère et de mouvements extrémistes opérant sur notre territoire ». Le même jour, sans trancher sur la question d'une dissolution, Gabriel Attal, le porte-parole du gouvernement, cible ouvertement le Millî Görüs : « Une association [...] qui se bat contre les valeurs de la République, contre l'égalité entre les femmes et les hommes, contre la dignité humaine, n'a évidemment pas

vocation à organiser des activités, à exister dans la République. » Le 6 avril, sur Europe 1, le ministre de l'Intérieur fait planer la menace d'une interdiction des groupes non signataires de la charte : « Nous pourrions dissoudre ou suspendre ces associations. L'objectif est que les ennemis de la République ne puissent plus continuer à vivre en France. » Au même moment, à la demande de Gérard Darmanin, la préfète du Bas-Rhin, Josiane Chevalier, saisit le tribunal administratif de la « délibération litigieuse » du Conseil municipal de Strasbourg.

Les mises au point de Jeanne Barseghian

Plus que jamais dans la ligne de mire du gouvernement, les trois associations ciblées n'avaient d'autre choix que de calmer le jeu. En maintenant, toutefois, leur position de principe sur la charte, pour ne pas donner l'impression de se dédire. Elles ont donc tenu une conférence de presse, le 6 avril, dont l'objectif était double : d'un côté, réaffirmer leur « adhésion aux valeurs de la République », leur « rejet de l'instrumentalisation de l'islam à des fins politiques » et récuser les accusations « infondées » d'allégeance à la Turquie ; de l'autre, ouvrir la voie au dialogue sur la charte, en se disant prêtes à « reprendre le travail » sur son écriture, tout en menaçant de constituer une institution concurrente au Conseil français du culte musulman (CFCM), si celui-ci ne se réformait pas.



La conférence de presse donnée le 6 avril par les trois organisations non signataires de la Charte des principes de l'islam de France. Au micro, Eyüp Sahin

Et alors que cette épreuve de force à trois (Etat, mairie de Strasbourg et Millî Görüs) portait les germes d'une escalade des tensions autour du projet de construction de la mosquée, le Millî Görüs allait provoquer un coup de théâtre, le 15 avril, en annonçant sa décision de renoncer à sa demande de subvention, faute de pouvoir assurer un plan de financement consolidé.

Un retrait guère surprenant, au fond, compte tenu de la tournure des événements. Entre la pression croissante des pouvoirs publics, l'issue très problématique du vote de confirmation de la mairie de Strasbourg et l'opposition catégorique des présidents de la Région Grand Est, Jean Rottner, et de la Collectivité européenne d'Alsace, Frédéric Bierry, à un financement de la construction de la mosquée, le Millî Görüs n'avait aucune chance d'empêcher le couperet de tomber lors du contrôle de légalité. En ayant pris l'initiative de retirer sa demande, il pourra toujours se targuer de ne pas avoir essuyé un refus de l'Etat, ce qui aurait créé un précédent fâcheux, impossible à effacer.

Dans un courrier adressé le 16 avril à ses administrés



Jeanne Barseghian

strasbourgeois, Jeanne Barseghian a pris acte du renoncement du Millî Görüs, et a annoncé que *“la Ville ne versera donc pas en l'état de subvention pour la poursuite de la construction de la mosquée”*. Elle a ajouté qu'elle engagera, *“dans les prochaines semaines, un travail constructif avec les représentants des groupes politiques au Conseil municipal, les représentants des cultes et d'autres acteurs locaux, pour rendre plus transparentes et équitables les procédures d'attribution de financement et de soutien aux cultes”*.

Interrogée le même jour par *France Arménie*, Jeanne Barseghian a saisi l'occasion de faire certaines mises au point. La maire de Strasbourg, qui hérite d'un projet porté par la municipalité précédente, réaffirme n'avoir reçu *“aucune alerte concrète de l'Etat”* avant la délibération du 22 mars. *“Le ministre de l'Intérieur l'a fait le lendemain, par tweet, ce qui n'était pas très élégant. J'attends de mes échanges avec les services de l'Etat qu'ils me transmettent les éléments tangibles dont ils disposent. On me dit que le Millî Görüs représente un grave danger, ce que j'entends parfaitement. Or l'Etat entretient des liens avec cette association, non seulement à Strasbourg, mais aussi ailleurs sur le territoire français.”* De quels liens s'agit-il? *“Au niveau local, les services de la préfecture ont encore récemment contractualisé avec l'antenne locale du Millî Görüs, ainsi qu'avec son président Eyüp Sahin – qui est aussi le représentant, ici, du Conseil régional du culte musulman – sur des projets de sécurité, d'éducation ou destinés à la jeunesse.”* Jeanne Barseghian déplore la *“position plus qu'ambiguë de l'Etat français”*, ce qui *“complique [sa] tâche”* en tant qu'élue locale. *“Non seulement l'association n'est pas dissoute par l'Etat, mais celui-ci, en plus, signe des conventions avec elle et est présent lors de la pose de la première pierre de la mosquée!”*

La montée préoccupante de l'islam politique en France a sans doute changé la donne au sommet de l'Etat. Le discours des Mureaux (Yvelines) du 2 octobre 2020 sur le séparatisme et l'islamisme radical a marqué un tournant dans la stratégie du président Emmanuel Macron, qui a accentué sa pression sur les plus hautes instances de l'islam en France pour lutter contre les influences étrangères, la radicalisation et l'islam politique. L'assassinat de Samuel Paty, le 16 octobre dernier, puis l'attentat à la Basilique Notre-Dame de Nice, treize jours plus tard, ont conforté cette évolution vers un durcissement du positionnement de l'exécutif, qui s'est traduit par l'examen de la Loi séparatisme et la présentation, le 18 janvier dernier, de la Charte des principes de l'islam de France. Le 18 novembre, à l'Elvée. Emmanuel Macron avait lancé un avertissement aux

Le Millî Görüs, au cœur de la polémique

Le Millî Görüs («Vision nationale», en turc) est une organisation islamiste turque réputée proche de l'AKP, le parti du président Recep Tayyip Erdogan, et des thèses des Frères musulmans. Elle a été fondée par Necmettin Erbakan (1926-2011), considéré comme le père de l'islam politique en Turquie, qui a été chef du gouvernement d'Ankara de juin 1996 à juin 1997, avant de démissionner sous la pression de l'armée. Basée à Cologne (Allemagne), cette association s'est développée en Europe occidentale sous l'impulsion des expatriés turcs vivant en Allemagne. Elle gère aujourd'hui plus de 500 mosquées en Europe occidentale, dont 71 en France. C'est donc la Confédération islamique Millî Görüs (CIMG, le nom complet de l'antenne française de l'association) qui porte le projet de construction de la mosquée Eyyûb Sultan de Strasbourg.

Le CIMG est aujourd'hui un membre du bureau exécutif du Conseil français du culte musulman (CFCM), l'association créée en 2003 pour devenir l'interlocuteur de l'Etat sur toutes les questions liées à l'exercice du culte. Depuis janvier 2020, le président du CIMG, Fatih Sarikir, est aussi le secrétaire général du CFCM. ■

V. M.

dirigeants du CFCM : *“Si certains ne signent pas cette charte, nous en tirerons les conséquences.”* Jusque-là interlocuteur ponctuel de l'Etat, le Millî Görüs devient l'une de ses cibles privilégiées.

Et le dossier de Strasbourg continue d'impacter la vie politique. Le 8 avril, le Sénat a adopté à une large majorité un dispositif introduit par le gouvernement dans le projet de loi sur le séparatisme. Directement inspiré de l'affaire de la mosquée, cet amendement prévoit d'instaurer une obligation d'information du préfet trois mois avant l'octroi d'une subvention publique pour la construction d'un lieu de culte. *“Il permet de garantir aux collectivités un accompagnement net, clair et précis de l'Etat, et d'éviter les ingérences étrangères et le financement des associations séparatistes”*, a souligné le ministre de l'Intérieur.

Le projet de construction de la mosquée Eyyûb Sultan est donc à l'arrêt. Mais rien n'est réglé dans ce dossier épineux, et les questions de fond autour de l'islam politique et de l'influence de la Turquie demeurent, dans un contexte particulier. *“Je ne suis pas dupe, confie la maire de Strasbourg à France Arménie. Si la polémique [autour de la mosquée] a pris énormément d'ampleur, le contexte politique national, avec les présidentielles de 2022 à l'horizon, y a été pour beaucoup. Cela pose la question importante des frontières entre le juridique, le politique et le religieux.”* Et Jeanne Barseghian de s'interroger : *“On a besoin de reclarifier un certain nombre de critères d'attribution des lieux de culte. Aujourd'hui, il y a un flou sur ce qu'on entend par adhésion aux valeurs républicaines. Le Millî Görüs, qui n'a pas signé la Charte des principes de l'islam de France, a réaffirmé un certain nombre de principes. Mais l'Etat considère-t-il que cela nous en garantit le respect?”* ■

(1) Depuis 1999, la ville de Strasbourg finance les édifices religieux jusqu'à 10% du montant total des travaux.